



# La participation citoyenne comme moteur de satisfaction par rapport au système

## **Equipe de projet**

**Urs Bieri:** codirecteur

**Prof. Rolf Graber:** spécialiste externe

**Annick Doriot:** cheffe de projet en formation

**Jonas Kocher:** chef de projet

**Marco Bürgi:** chef de projet junior

**Lucian Seebacher:** collaborateur scientifique sciences des données

**Daniel Bohn:** collaborateur de projet

Berne, le 12.11.2021

# Sommaire

<b>1</b>	<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
2.1	Mandat .....	8
2.2	Echantillon et enquête .....	9
2.3	Fondements théoriques .....	11
<b>3</b>	<b>LA DÉMOCRATIE SUISSE .....</b>	<b>13</b>
3.1	Perception extérieure .....	13
3.1.1	Pouvoirs démocratiques .....	13
3.1.2	Le mythe de la Suisse.....	14
3.1.3	La Suisse comme champ d'expérimentation de la démocratie .....	15
3.1.4	Image extérieure à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle et au début du XX <sup>e</sup> .....	16
3.2	La perception de la Suisse par elle-même dans une perspective historique.....	17
3.2.1	Une conscience de soi républicaine.....	17
3.2.2	Précision de la conscience de soi sous l'influence néerlandaise .....	17
3.2.3	Radicalisation du discours sur la vertu.....	18
3.2.4	Changement de la conscience de soi républicaine sous l'influence de la Révolution française .....	19
3.2.5	Le républicanisme comme obstacle: la perception de soi du point de vue des femmes .....	20
3.3	Etapas de l'historiographie de la démocratie dans le contexte de la perception extérieure et par la Suisse .....	23
3.3.1	Travail scientifique avec la naissance de la «législation populaire».....	23
3.3.2	Le rôle ambivalent de la Révolution helvétique.....	24
3.3.3	Controverse quant à la nécessité de continuité ou de rupture .....	25
3.3.4	Une nouvelle histoire de la démocratie: continuité et rupture .....	26
3.3.5	Problématisation de la souveraineté du peuple constituée à l'échelle nationale: le concept d'analyse de la post-démocratie .....	28
3.4	Débats actuels des citoyens et des citoyennes .....	29
3.4.1	Perspectives en Suisse.....	29
3.4.2	Perspectives dans un pays de l'Union européenne: le cas de l'Allemagne .....	30
3.5	Conclusion du point de vue de l'historien.....	32
<b>4</b>	<b>CONSTATATIONS .....</b>	<b>35</b>
4.1	Comparaison entre la Suisse et les pays limitrophes .....	35
4.1.1	La satisfaction générale .....	35
4.1.2	Satisfaction à l'égard des possibilités de participation.....	39
4.1.3	Besoin de réforme au niveau de la participation politique.....	47
4.1.4	Les règles du système politique.....	53
4.1.5	Les résultats du système politique .....	59

4.1.6	Différences selon les affinités politiques .....	66
4.1.7	Comparaison de la satisfaction à l'égard des bases démocratiques .....	70
4.1.8	Potentiel de coopération et d'apprentissage mutuel.....	81
4.2	Comparaison des pays limitrophes.....	94
4.2.1	La satisfaction à l'égard de la politique de l'UE.....	94
4.2.2	Comparaison de la satisfaction à l'égard des bases démocratiques .....	104
<b>5</b>	<b>SYNTHÈSE.....</b>	<b>108</b>
<b>6</b>	<b>ANNEXE.....</b>	<b>112</b>
6.1	Equipe .....	112

# 1 Résumé

L'exposé du Prof. Graber qui accompagne la présente étude montre que l'**ÉVOLUTION DE LA DÉMOCRATIE SUISSE** n'est en aucune façon un processus organique qui aurait débuté avec le serment du Grütli pour aboutir à la démocratie telle qu'on la connaît aujourd'hui. Les développements qui sont intervenus sont au contraire le fruit de réactions à des problèmes et, parfois, à la pression étrangère. Considérée comme un laboratoire du développement de la démocratie, surtout à l'étranger, la Suisse a été observée avec bienveillance et intérêt jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. La capacité d'adaptation pragmatique de la démocratie suisse s'est révélée au fil du temps être une remarquable force. La démocratie suisse n'est en aucun cas arrivée au terme de son cheminement: des déficits existent encore, et les défis d'aujourd'hui et de demain sont susceptibles de rendre d'autres ajustements nécessaires. Par le passé, la Suisse a été bien avisée d'adapter «sa» démocratie lorsque et dans la mesure où celle-ci ne permettait plus suffisamment de répondre avec justesse aux problèmes rencontrés et aux réalités quotidiennes. Or on remarque aujourd'hui, dans le discours par rapport à l'Union européenne mais aussi face à de nombreux défis importants qui dépassent le cadre national, une tendance à comprendre la démocratie suisse actuelle comme une ligne rouge qui ne peut être remise en question. Cette attitude est en contradiction avec les bonnes expériences que la Suisse, en tant que champ d'expérimentation démocratique, a faites pendant longtemps.

La présente étude, qui se fonde sur un sondage, n'a pas pour **OBJECTIF** de changer la démocratie suisse. Elle entend en revanche sensibiliser au fait que la démocratie est, d'une manière générale, un instrument d'organisation de la société et qu'il convient de vérifier régulièrement si elle remplit idéalement cet objectif. Dans la présente étude, nous nous sommes donc intéressés aux éléments de la démocratie suisse qui, du point de vue des citoyens et des citoyennes suisses, font actuellement leurs preuves, aux autres solutions que les pays voisins peuvent éventuellement nous enseigner et aux solutions que ces pays voisins pourraient reprendre du champ d'expérimentation suisse. Ce faisant, nous avons tiré les conclusions suivantes:



En **SUISSE**, la population résidente est, dans l'ensemble, satisfaite du système politique en général, mais aussi des possibilités de participation qu'il offre, de ses règles et de ses résultats. Les habitants et les habitantes qui disposent des instruments de démocratie directe (votations aux niveaux législatif et constitutionnel, interventions politiques, possibilité de modifier les listes des partis) sont quant à eux particulièrement satisfaits. Le potentiel d'amélioration, même si seule une nette minorité des personnes sondées le met en évidence, concerne surtout l'élection du Conseil fédéral, la participation politique des minorités et les médias indépendants (pour se former une opinion). Sur le plan des règles du système politique, les personnes sondées apprécient particulièrement l'implication de toutes les forces politiques importantes, la position des communes et des cantons par rapport à la Confédération et la jurisprudence. La satisfaction peut être améliorée en ce qui concerne la prévention de l'accumulation de pouvoir, la transparence des processus de prise de décisions et le rapport entre les libertés des citoyens et des citoyennes et l'intérêt de l'Etat. Au niveau des résultats atteints par le système politique, les

habitants et les habitantes sont surtout satisfaits de l'ordre public, de la protection des droits humains et de l'approvisionnement en infrastructures dans les régions périphériques. La population est en revanche actuellement insatisfaite de la capacité à résoudre les problèmes, de la lisibilité des lois et de l'utilisation des fonds publics dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes. C'est dans ce domaine que le souhait de voir les choses changer est le plus prononcé.

Les habitants et les habitantes des **PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE VOISINS** sont quant à eux visiblement moins satisfaits du système démocratique de l'Union européenne, et ce, dans toutes ses dimensions. Cela se remarque déjà lorsqu'on se penche sur le système général: seule une petite majorité s'en dit satisfaite. 75% des sondés et des sondées réclament une extension des possibilités de participation. Les éléments de participation actuellement appréciés sont les médias indépendants, qui permettent de se forger une opinion, la liberté d'opinion et l'élection du Parlement européen. Les points qui nécessitent une amélioration sont la possibilité de modifier les listes des partis, les votations sur les modifications de la loi et de la constitution et les initiatives politiques. En ce qui concerne les règles institutionnelles, les habitants et les habitantes apprécient l'inclusion de toutes les forces politiques importantes au Parlement et dans le gouvernement ainsi que la jurisprudence et la liberté d'opinion. Dans le domaine réglementaire, la position des communes et des régions par rapport à l'Union européenne, la transparence dans la prise de décisions et le contrôle de la répartition du pouvoir pourraient être améliorés. Pour ce qui est des résultats, les personnes interrogées sont surtout satisfaites de la situation des droits humains, de la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques et des conditions-cadres économiques. Elles voient en revanche des possibilités d'optimisation dans la capacité à résoudre les problèmes, dans l'utilisation des fonds publics dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes et dans la lisibilité des lois.



Les habitants et les habitantes de la Suisse et des pays voisins considèrent que la **SUISSE** est un **MODÈLE DÉMOCRATIQUE** pour l'Union européenne dans les domaines suivants: la participation politique par le biais de votations sur les lois et la constitution et d'initiatives politiques, la position forte des communes et des cantons par rapport au gouvernement national ainsi que la subordination des intérêts de l'Etat aux libertés des citoyens et des citoyennes. Sur le plan des résultats, l'administration de l'Etat orientée sur les prestations et l'utilisation des recettes fiscales en faveur de la population sont deux aspects qui convainquent. Si l'Union européenne cherchait à ressembler à la Suisse dans ces domaines concrets, elle remplirait une attente de la population européenne. La perception suisse de la démocratie européenne s'en trouverait par ailleurs améliorée, ce qui pourrait offrir une base à une intensification de la coopération entre la Suisse et l'Union européenne. De plus, une (petite) majorité de la population suisse pourrait envisager une adhésion à l'Espace économique européen et le développement des accords bilatéraux si l'Union européenne adaptait ses instruments démocratiques. Toutefois, même si les conditions idéales étaient remplies, les formes de coopération «acceptation des juges de l'Union européenne en cas de litige concernant les accords bilatéraux», «reprise



automatique de la législation européenne dans le cadre des accords bilatéraux» et «adhésion à l'Union européenne» n'auraient aucune chance d'aboutir.



La **COMPARAISON ENTRE LES PAYS VOISINS** a montré que seules l'Allemagne et l'Autriche étaient majoritairement satisfaites du système politique européen. En ce qui concerne les résultats de la politique de l'Union européenne, aucun des pays voisins n'enregistre de majorité absolue qui en serait plutôt/très satisfaite. Les sondés et les sondées s'accordent en revanche sur le souhait de voir les possibilités de participation politique renforcées. Ce souhait de réforme se remarque aussi dans leur disposition à reprendre les possibilités de participation politique suisses; les votations sur les modifications des lois et de la constitution, les initiatives politiques et la liberté d'expression figurent en tête de la liste des souhaits de tous les pays voisins. Sur le plan des règles, tous les pays voisins reprendraient volontiers le processus de prise de décisions transparent et le contrôle du pouvoir de la Suisse. Enfin, dans le domaine des résultats, c'est par son administration orientée sur les prestations et l'équité de sa jurisprudence que la Suisse convainc ses voisins.

Même si on remarque dans l'ensemble qu'il existe un consensus général dans la population sur le fait que la reprise d'éléments démocratiques suisses permettrait à la démocratie européenne d'évoluer positivement, il ne faut pas oublier que la démocratie et les étapes de son développement sont étroitement liées aux réalités et aux conditions propres à chaque pays. Ce qui fonctionne bien dans un système ne passera pas nécessairement aussi bien dans un autre. Cependant, c'est aussi en s'intéressant à la manière dont les autres pays résolvaient leurs problèmes que les démocraties européennes se sont développées par le passé. De notre point de vue, il reste donc judicieux de conserver cette curiosité à l'égard des solutions élaborées dans d'autres pays et d'au moins débattre des meilleures d'entre elles. Si ce type de discussion avait comme effet collatéral de faire reprendre, à un niveau de discours ignoré jusqu'ici, les négociations actuellement bloquées entre la Suisse et l'Union européenne concernant la meilleure manière de coopérer à l'avenir, l'esprit d'autrefois de la «démocratie suisse comme champ d'expérimentation» s'en trouverait ravivé.

## 2 Introduction

### 1.1 Mandat

La population suisse entretient un rapport souvent ambigu avec ses voisins européens. D'un côté, on cultive des relations économiques intenses et on tire profit d'une main-d'œuvre bien formée et de coopérations en matière de recherche. De l'autre, on fait face à l'Union européenne dans une position minoritaire et on se sent à bien des égards menacé dans son autonomie. En Suisse alémanique, surtout, les cercles conservateurs de droite entretiennent l'image d'une Union européenne bureaucratique, inefficace et antidémocratique, tandis que les cercles de gauche craignent pour les salaires locaux. Ces valeurs imprègnent le débat intense sur la forme de coopération idéale avec l'Union européenne dont la Suisse est le théâtre depuis 30 ans. Le point de départ de ce débat est le rejet, par votation populaire, du projet de participation à l'Espace économique européen. Par la suite, la Suisse s'est liée à l'Union européenne par le biais d'accords bilatéraux, un type de relation qui fait fondamentalement ses preuves et qui a été confirmé plusieurs fois par les urnes. Ces accords ont été sans cesse développés au cours des 20 dernières années. Il semble pour le moment difficile de les moderniser davantage, car la Suisse a mis un terme il y a quelques semaines au regroupement des différents accords individuels au sein d'un accord-cadre unique. De son côté, l'Union européenne fait observer que toute nouvelle adaptation ou évolution des accords n'est possible qu'en présence d'un accord-cadre. La décision du Conseil fédéral de mettre un terme aux négociations de l'accord-cadre a fait l'objet de longs débats en Suisse. A cette occasion, Luzius Meisser s'est adressé à l'institut de recherche gfs.bern et l'a chargé de mener une étude comparative entre la Suisse et les pays de l'Union européenne voisins en ce qui concerne la perception des fondements démocratiques en Suisse et dans l'Union européenne et les réformes qui devraient leur être apportées.

Ces questions intéressantes donnent en particulier un aperçu des éléments structurels et systémiques susceptibles d'engendrer une distance ou une proximité émotionnelle avec l'Union européenne. Il nous paraît absolument capital de ne pas nous borner à constater, sur la base d'une analyse, que la population suisse préfère son propre cadre de vie et qu'elle souhaiterait que l'Union européenne le reprenne. En conséquence, le cadre de la recherche doit permettre la comparaison de l'idéal suisse et de l'idéal qui prévaut dans une sélection de pays de l'Union européenne en interrogeant ces deux modèles de manière identique.

## 1.2 Echantillon et enquête

Pour chacun des pays sur lesquels portait l'enquête, on a interrogé 1000 habitants et habitantes âgés d'au moins 18 ans. Ces pays sont les suivants: la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la France. L'enquête en ligne a été menée auprès des panels «Polittrends» (Suisse) et «Bilendi» (pays de l'Union européenne voisins). Nous limitons intentionnellement cette étude aux pays voisins de la Suisse; de la sorte, nous réduisons les possibles différences culturelles, même si nous sommes conscients du fait que de telles disparités existent aussi entre la Suisse et ses voisins. Des informations détaillées concernant l'enquête sont disponibles dans le tableau 1:

Tableau 1: Détails méthodologiques

<b>Donneur d'ordre</b>	Luzius Meisser, Meisser Economics AG
<b>Population</b>	Personnes âgées de 18 ans et plus résidant en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Italie et en France
<b>Collecte des données</b>	Enquête en ligne auprès des panels «Polittrends» et «Bilendi»
<b>Pondération et fixation des quotas</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Quotas selon l'âge, le sexe et le pays de séjour</li> <li>– Suisse: âge/sexe selon la région linguistique, région linguistique, lieu de résidence, formation, parti selon la région linguistique et canton</li> <li>– Pays voisins: formation, lieu d'habitation, parti et âge/sexe pour chaque pays</li> </ul>
<b>Période de l'enquête</b>	Du 14 au 24 septembre 2021
<b>Taille de l'échantillon</b>	Total des personnes interrogées N = 5053 – n CH = 1021 – n Allemagne = 1010 – n Autriche = 1008 – n Italie = 1008 – n France = 1006
<b>Erreur d'échantillonnage</b>	Suisse: $\pm 3,1\%$ à 50/50 et probabilité de 95% Allemagne: $\pm 3,1\%$ à 50/50 et probabilité de 95% Autriche: $\pm 3,1\%$ à 50/50 et probabilité de 95% Italie: $\pm 3,1\%$ à 50/50 et probabilité de 95% France: $\pm 3,1\%$ à 50/50 et probabilité de 95%

©gfs.bern, Perception des fondements démocratiques, octobre 2021

Dans un échantillon, deux facteurs exercent une influence décisive sur la qualité des conclusions qui pourront être tirées ultérieurement: d'un côté, la qualité des données est fonction de l'importance de l'**ERREUR D'ÉCHANTILLONNAGE**. Cette valeur indique la marge d'erreur et l'importance des erreurs dans les énoncés statistiques conclus. D'une part, dans la plupart des enquêtes, un intervalle de confiance de 95% est utilisé. Cela signifie qu'une marge d'erreur de 5% est tolérée quant au fait que le rapport statistique indiqué ne se trouve pas dans la population. D'autre part, les énoncés statistiques sont soumis à une erreur d'échantillonnage qui dépend de la taille de l'échantillon et de la distribution de base des variables au sein de la population, l'erreur étant d'autant plus faible que l'échantillon est grand.

Tableau 2: Erreur d'échantillonnage

Erreurs statistiques d'échantillonnage sélectionnées en fonction de la taille de l'échantillon et de la distribution de base		
Taille de l'échantillon	Marge d'erreur de la distribution de base	
	50% contre 50%	20% contre 80%
N = 1000	±3,2 points de pourcentage	±2,5 points de pourcentage
N = 600	±4,1 points de pourcentage	±3,3 points de pourcentage
N = 100	±10 points de pourcentage	±8,1 points de pourcentage
N = 50	±14 points de pourcentage	±11,5 points de pourcentage

Exemple de lecture: avec près de 1000 sondé-es et une valeur comptabilisée de 50%, la valeur réelle se situe à 50% ±3,2 points de pourcentage; pour une valeur de base de 20%, à 20% ±2,5 points de pourcentage. Dans la plupart des enquêtes, un intervalle de confiance de 95% est utilisé. Cela signifie qu'une marge d'erreur de 5% est tolérée quant au fait que le rapport statistique indiqué ne se trouve pas dans la population.

©gfs.bern

L'autre élément garant de la qualité de l'analyse est la **REPRÉSENTATIVITÉ** de l'échantillon. La représentativité signifie tout simplement que chaque personne qui fait partie de la population de base doit avoir exactement les mêmes chances que les autres de participer à l'enquête. Si des groupes sont systématiquement exclus lors de l'échantillonnage, l'enquête n'est pas représentative.

### 1.3 Fondements théoriques

De nombreuses théories permettent d'évaluer la satisfaction par rapport à la démocratie. La mesure utilisée dans la présente étude repose sur la théorie de la démocratie de Wolfgang Merkel<sup>1</sup>. Pour W. Merkel, la démocratie se compose de cinq régimes: les élections (comme forme centrale de légitimation de l'action gouvernementale), l'étendue des droits politiques / de la participation politique, le développement des droits fondamentaux individuels, le contrôle du pouvoir étatique (répartition horizontale / contrôle horizontal du pouvoir) ainsi que l'effectivité de l'autorité gouvernementale. Ces régimes et leurs composantes (voir graphique 1) ont été condensés et simplifiés de telle sorte qu'ils forment trois dimensions pouvant faire l'objet de questions dans une enquête sans grandes explications: la participation dans la politique, les règles et les résultats.

Graphique1



RB 2 Staat (Internationale und regionale Integration)	CC 2 Etat (intégration internationale et régionale)
RB 1 Sozio-ökonomische Funktionsbedingungen	CC 1 Conditions de fonctionnement socio-économiques
A Wahlregime	A Régime électoral
(1) Aktives Wahlrecht	(1) Droit de vote actif
(2) Passives Wahlrecht	(2) Droit de vote passif
(3) Freie und faire Wahlen	(3) Elections libres et équitables
(4) Gewählte Mandatsträger	(4) Mandataires élus
B Rechter politischer Partizipation	B Droits de participation dans la politique
(5) Meinungs-, Presse- und Informationsfreiheit.	(5) Liberté d'opinion, de la presse et d'information
(6) Assoziationsfreiheit	(6) Liberté d'association
(7) Zivilgesellschaft	(7) Société civile
D Horizontale Verantwortlichkeit	D Responsabilité horizontale
(11) Gewaltenkontrolle	(11) Contrôle du pouvoir

<sup>1</sup> Wolfgang Merkel, Demokratie und Krise – Zum schwierigen Verhältnis von Theorie und Empirie. Wiesbaden 2015. Springer VS.

(12) Horizontale Verantwortlichkeit	(12) Responsabilité horizontale
C Bürgerliche Freiheitsrechte	C Libertés civiles
(8) Individuelle Schutzrechte gegen staatliche und private Akteure	(8) Droits de protection individuels contre les acteurs étatiques et privés
(9) Gleichbehandlung vor dem Gesetz	(9) Egalité devant la loi
(9) Freier und gleicher Zugang zu den Gerichten	(10) Liberté et égalité d'accès à la justice
E Effektive Regierungsgewalt	E Autorité gouvernementale effective
(13) Gewählte Mandatsträger mit realer Gestaltungsmacht	(13) Mandataires élus disposant d'un pouvoir de gestion réel
(14) Keine "reservierten Domänen"	(14) Absence de «domaines réservés»
(15) Keine Vetomächte gegen die Verfassung	(15) Absence de droit de veto contre la constitution

Source: Wolfgang Merkel, Demokratie und Krise – Zum schwierigen Verhältnis von Theorie und Empirie. Wiesbaden 2015. Springer VS.

Toutes les données de cette étude s'appliquent avec une probabilité de 95% et une fourchette d'incertitude de  $\pm 3,1$  points de pourcentage.

## 3 La démocratie suisse

### EXPOSÉ DU PROF. ROLF GRABER

Le projet du sondage d'opinion «Perception des fondements démocratiques» repose sur l'idée que les citoyens et les citoyennes ont des attentes précises en ce qui concerne l'évolution du système politique tant en Suisse que dans l'Union européenne et que la divulgation mutuelle de ces attentes pourrait favoriser l'intensification de la collaboration entre elles deux. Les questions suivantes se posent donc: quelle voie l'Union européenne devrait-elle emprunter pour se démocratiser? Le modèle suisse pourrait-il servir d'exemple? Ce processus d'apprentissage est-il à sens unique ou la Suisse pourrait-elle, elle aussi, apprendre des pays de l'Union européenne? Quels sont les déficits historiques et actuels du modèle suisse? Au vu de ces déficits, la hiérarchie supposée entre démocratie représentative et démocratie semi-directe est-elle vraiment plausible, ou les deux modèles doivent-ils être considérés comme équivalents?

Ces questions doivent être examinées d'un point de vue historique et sous l'angle des théories de la démocratie. Premièrement, nous présenterons brièvement la perception du système politique suisse par les autres pays des Temps modernes à nos jours. Deuxièmement, nous montrerons la perception de l'évolution politique par les Suisses en nous fondant sur des sources pertinentes. Troisièmement, nous replacerons ces perceptions par l'étranger et par la Suisse dans le contexte de l'historiographie consacrée à l'origine de la démocratie semi-directe. Quatrièmement, nous nous intéresserons aux débats actuels qui ont lieu en Suisse et dans les pays voisins. Les réflexions qui suivent ont pour but de contextualiser les résultats de l'enquête et de les confronter aux constats des historiens.

### 1.4 Perception extérieure

#### 3.1.1 Pouvoirs démocratiques

Dans son ouvrage *Les six livres de la république*, paru en 1586, Jean Bodin livre une perception extérieure précoce des territoires autogérés de l'ancienne Confédération, qu'il considère comme des «démocraties pures»: *«Vrai est que les Cantons d'Uri, Schwitz, Undervald, Zug, Glaris, Appenzel, qui sont vraies Démocraties, et qui retiennent plus de liberté populaire, pour être montagnards, s'assemblent pour la plupart en lieu public, depuis l'âge de quatorze ans, et par chacun an, outre les états extraordinaires; et là, ils élisent le Sénat et l'Aman, et autres Magistrats, et lèvent la main pour donner la voix à la forme de l'ancienne chirotonie des Républiques populaires [...].»*<sup>2</sup> En plus des cantons campagnards, Bodin cite les Liges rhétiques: *«et [cela s'applique] encore davantage aux liges des Grisons, qui sont*

<sup>2</sup> Jean Bodin, *Sechs Bücher über den Staat*, Buch I-III. Übersetzt und mit Anmerkungen versehen von Bernd Wimmer. *"In den Orten Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Glaris und Appenzel, die alle reine Demokratien und, da ihre Bevölkerung aus Gebirgsbewohnern besteht, in besonderem Mass auf Selbstbestimmung des Volkes bedacht sind, findet sogar zusätzlich zu den ausserordentlichen Ständetagen, alljährlich eine öffentliche Versammlung statt, an der fast die gesamte Bevölkerung ab 14 Jahren teilnimmt. Dort werden der Senat, der Ammann und andere Magistrate gewählt. Die Abstimmung erfolgt nach dem Muster der Chirotonie der antiken Demokratien durch Handzeichen."* Eingeleitet und herausgegeben von P. C. Meyer. Tasch, München, p. 395.

les plus populaires, et gouvernées plus populairement que Républiques qui soient.»<sup>3</sup> Les républiques organisées en états issues de principautés ecclésiastiques du Saint-Empire, telles que les Grisons et le Valais, étaient donc elles aussi appelées «démocraties pures». Au XVIII<sup>e</sup> siècle encore, l'ordre politique des Grisons était particulièrement mis en avant par les écrivains qui relataient leurs voyages. Dans son livre *Voyage en Suisse et chez les Grisons*, le prêtre anglais William Coxe, qui s'est rendu plusieurs fois en Suisse et dans les Grisons entre 1776 et 1786, se montrait ainsi très impressionné par les juridictions des Trois Liges, qui disposaient de leur propre constitution, de leurs propres lois et de leurs propres coutumes. Il a constaté que, lors des diètes communes, leurs représentants votaient en suivant leurs instructions, mais aussi qu'ils pouvaient apporter des initiatives. Le pouvoir suprême était ainsi aux mains du peuple. L'auteur décrit le district de Davos comme une démocratie parfaite: «Le gouvernement établi dans le district de Davos, est semblable à celui des petits cantons de la Suisse, et absolument démocratique. Le peuple s'assemble dans tous les cas extraordinaires, comme pour créer de nouvelles lois, pour juger des appels de la diète générale, et pour faire des levées d'argent. Tout homme a suffrage à l'âge de 14 ans.»<sup>4</sup> Coxe trouve néanmoins des défauts aux Trois Liges et déplore la préférence du peuple pour les tribunaux d'exception anarchistes, la propension des magistrats à la corruption et l'influence de l'aristocratie sur la formation des partis.

### 3.1.2 Le mythe de la Suisse

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'image extérieure de la Confédération comme espace de liberté, lieu de vertu républicaine et demeure de mœurs non perverses s'est condensée pour constituer le mythe de la Suisse.<sup>5</sup> Dans de nombreux récits de voyages, la Suisse apparaît comme l'idéal de l'Europe éclairée, qui contraste avec la situation du pays d'origine de l'auteur. Les intellectuels éclairés ont ainsi la possibilité de comparer cette représentation idéale de la Suisse avec la réalité de leur propre pays et de remettre en question la forme de gouvernement qui y prévaut. Les œuvres d'Albrecht von Haller, de Salomon Gessner et de Jean-Jacques Rousseau renforcent encore ces clichés parce qu'ils répondent à l'engouement de l'époque pour la nature et à l'attrait pour la vie idyllique des paysans et des bergers. L'image idéalisée de la Suisse se rencontre même encore dans un calendrier allemand de 1793, quatre ans après la Révolution française: «Et la Suisse est un modèle d'Etat florissant, ses familles de peuples – dans une forme démocratique comme aristocratique – sont heureuses, les plus âgés et les plus expérimentés du peuple veillent avec probité et patriotisme sur son bien, on éprouve du respect pour les lois, auxquelles on obéit, l'amour de la patrie et la bravoure sont encore vivaces, la vue de la prospérité, de la concorde, du bonheur et de la paix qui règnent dans le pays ravit le voyageur étranger, et le souvenir de cette vue délectera son âme et nourrira le désir de celle-ci: ô si

<sup>3</sup> *Ibid.* "In besonderem Mass trifft das Gesagte auf die Graubündner Orte zu, die nach Verfassung und Regierung so rein demokratisch wie sonst kein Staat sind."

<sup>4</sup> William Coxe, *Travels in Switzerland and the Country of the Grisons*, Bâle 1802, vol. 3, cité dans Martin Bundi, Christian Rathgeb (éd.), *Die Staatsverfassung Graubündens. Zur Entwicklung der Verfassung im Freistaat der Drei Bünde im Kanton Graubünden*, Zurich 2003, p. 91. "The form of government established in this district of Davos is similar to that of the small cantons of Switzerland, and is entirely democratical. The people must be assembled upon all extraordinary occasions, such as enacting new laws, deciding upon appeals from the general diet, and raising money. Every male at the age of fourteen has a vote."

<sup>5</sup> Pour le contexte, cf. Ulrich Im Hof, *Mythos Schweiz, Identität – Nation – Geschichte, 1291–1991*, Zurich 1991; Uwe Hentschel, *Mythos Schweiz. Zum deutschen literarischen Philhellenismus 1700–1850* (Studien und Texte zur Sozialgeschichte der Literatur, Bd. 90), Tübingue 2002.

ma demeure était en cet heureux pays.»<sup>6</sup> Les voix critiques qui s'élèvent pour rectifier cette image parfaite d'un «modèle d'Etat démocratique» libre de tout prince despotique et de tout souverain absolu sont rares. Mais, à l'époque, déjà, le fossé qui sépare l'idéologie de la réalité n'échappe pas à des personnes de renom telles que Johann Wolfgang von Goethe, qui écrit avec sarcasme: «Les Suisses seraient libres? Ils seraient libres, ces riches bourgeois dans leurs villes fermées? libres, ces pauvres diables sur leurs montagnes et leurs rochers? Que ne peut-on faire accroire aux hommes, surtout si l'on conserve de la sorte quelque vieux conte dans l'esprit-de-vin! Un jour ils se délivrèrent d'un tyran, et ils purent se croire libres un moment: mais le soleil fécond leur fit éclore du cadavre de l'opresseur un essaim de petits tyrans par une étrange renaissance: à présent ils continuent à répéter le vieux conte; on les entend dire, à satiété, qu'ils se sont affranchis un jour, et qu'ils sont demeurés libres [...].»<sup>7</sup> L'appréciation de Goethe coïncide pleinement avec les découvertes des historiens modernes, qui constatent, à la fin de l'Ancien Régime, une tendance croissante à l'isolement et à l'oligarchisation.<sup>8</sup> Dans les cantons urbains comme dans les cantons ruraux, le pouvoir se concentre entre les mains de quelques familles influentes.

### 3.1.3 La Suisse comme champ d'expérimentation de la démocratie

Le 15 janvier 1848, Alexis de Tocqueville présente un «rapport sur la démocratie en Suisse» à l'Académie des sciences morales et politiques de Paris. Le publiciste et politicien conservateur y revient sur les observations qu'il a faites lors d'un voyage en Suisse en 1836. Son évaluation de l'évolution démocratique de la Confédération est remarquable. S'il situe celle-ci dans le contexte général de la Révolution, il n'en souligne pas moins son caractère particulier: «*Ce qui se passe en Suisse n'est pas un fait isolé, c'est un mouvement particulier au milieu du mouvement général qui précipite vers sa ruine tout l'ancien édifice des institutions de l'Europe. Si le théâtre est petit, le spectacle a donc de la grandeur; il a surtout une originalité singulière. Nulle part, la révolution démocratique qui agite le monde ne s'était produite au milieu de circonstances si compliquées et si bizarres.*»<sup>9</sup> Sa remarque «*Toutes les constitutions cantonales sont aujourd'hui démocratiques; mais la démocratie ne se montre pas dans toutes sous les mêmes traits.*»<sup>10</sup> explicite cette «originalité singulière». Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, deux modèles de démocratie étaient

<sup>6</sup> Johannes Strickler, *Die alte Schweiz und die helvetische Revolution. Mit literarischen Beigaben*, Frauenfeld 1899, p. 88. "O wäre meine Wohnstätte in dem glücklichen Lande."

<sup>7</sup> Johann Wolfgang Goethe, *Briefe aus der Schweiz*, cité dans Holger Böning, *Revolution in der Schweiz. Das Ende der Alten Eidgenossenschaft. Die Helvetische Republik 1798–1803*, Francfort-sur-le-Main, Berne, New York 1985, p. 14. "Frei wären die Schweizer, frei die Bürger in den verschlossenen Städten? frei diese armen Teufel an ihren Klippen und Felsen? Was man den Menschen nicht alles weismachen kann! besonders wenn man so ein Märchen in Spiritus aufbewahrt. Sie machten sich einmal von einem Tyrannen los und konnten sich einen Augenblick frei denken, nun erschuf ihnen die liebe Sonne aus dem Aas des Unterdrückers einen Schwarm kleiner Tyrannen durch eine sonderbare Wiedergeburt, nun erzählen sie das alte Märchen immerfort, sie hätten sich einmal frei gemacht und wären frei geblieben."

<sup>8</sup> Cf. par exemple Rudolf Braun, *Das ausgehende Ancien Régime in der Schweiz, Aufriss einer Wirtschafts- und Sozialgeschichte des 18. Jahrhunderts*, Göttingen et Zurich 1984, pp. 218s.

<sup>9</sup> Alexis de Tocqueville, *Bericht über die Demokratie in der Schweiz*, in: *Id.*, *Kleine politische Schriften*, Berlin 2006, pp. 163–177, particulièrement p. 165, cité dans Jakob Tanner, *Die Schweiz im System Metternich. Das Revolutions- und Ordnungspotential der Demokratie*, in: *Regierungsrat des Kantons Zürich, Daniel Brühlmeier (éd.), Zürich und der Wiener Kongress. Erklärung über die Angelegenheiten der Schweiz vom 20. März 1815*, Zurich 2015, pp. 57–74, particulièrement p. 67. "Was in der Schweiz geschieht, ist kein Einzelfall. Es ist eine besondere Entwicklung innerhalb der allgemeinen Umwälzung, die den ganzen Bau der Institutionen Europas in den Ruin stürzt. Ist die Bühne auch klein, hat das Schauspiel doch seine Grösse. Es hat vor allem eine einzigartige Originalität. Nirgends kam die demokratische Revolution unter so komplexen Umständen zustande."

<sup>10</sup> Alexis de Tocqueville, *Bericht über die Demokratie in der Schweiz*, in: *Berliner Journal für Soziologie* (2005), Heft 4, pp. 447–458, particulièrement p. 450, cité dans Benjamin Peschke, *Über Demokratie in der Schweiz. Der Mythos und die halb-direkte Demokratie*, Munich 2007. "alle Kantonsregierungen sind heute demokratisch, aber die Demokratie zeigt sich nicht in allen in derselben Gestalt"

en concurrence en Suisse: le modèle représentatif et le modèle dit «*démocratie pure*», qui reposait sur les assemblées. Comme Tocqueville l'observe avec perspicacité, cela a donné lieu à une forme mixte dans certains cantons: «*Il faut remarquer d'abord que, même dans les démocraties représentatives de la Suisse, le peuple a retenu dans ses mains l'exercice direct d'une partie de son pouvoir. Dans quelques cantons, après que les lois principales ont eu l'assentiment de la législature, elles doivent encore être soumises au veto du peuple. Ce qui fait dégénérer, pour ces cas particuliers, la démocratie représentative en démocratie pure.*»<sup>11</sup> Ce que Tocqueville entend par «dégénérescence» est une nouvelle variante qui s'est formée au cours d'un processus complexe: la démocratie semi-directe. Celle-ci n'est pas simplement le fruit d'une évolution linéaire; elle est le résultat de la confrontation de conceptions alternatives de la démocratie. La réflexion créative de Tocqueville fait de la Suisse un champ d'expérimentation des formes de participation démocratiques. Une autre de ces remarques se révélera visionnaire et particulièrement importante pour l'interprétation du développement de la démocratie pendant la période de transition entre l'Ancien Régime et l'époque contemporaine (1750-1850): il souligne non seulement l'importance des luttes de libération menées contre l'aristocratie, mais aussi l'adaptation concomitante des gouvernements «[aux] usages, [aux] lois, et jusqu'[aux] opinions et [aux] penchants» de l'aristocratie. C'est ainsi que «*[l]a liberté ne se présenta plus à leurs yeux que sous la forme d'un privilège, et l'idée d'un droit général et préexistant qu'auraient tous les hommes à être libres, cette idée demeura aussi étrangère à leur esprit qu'elle pouvait l'être à celui même des princes de la maison d'Autriche, qu'ils avaient vaincus.*»<sup>12</sup> Tocqueville distingue l'ancienne liberté corporative, qui peut être rattachée à l'ordre féodal avec ses états, et la nouvelle liberté, qui, en tant que droit naturel, n'est pas réservée à un groupe privilégié, mais vaut pour tous les humains. Se référant à Tocqueville, l'historien zurichois Leonhard von Muralt reprend cette idée en 1941 et met en évidence sa pertinence pour la compréhension de la Révolution helvétique en Suisse.<sup>13</sup> Emettant toutefois des réserves claires à l'encontre de la nouvelle liberté, il met instamment en garde contre le «risque immense d'anarchie que recèle la concrétisation de la liberté» et exige qu'on lui oppose un «principe d'ordre».<sup>14</sup>

### 3.1.4 Image extérieure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>

Les institutions politiques de la Suisse suscitent encore une grande admiration à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>. Pour de nombreux intellectuels de l'époque, la Suisse fait figure de leçon de démocratie.<sup>15</sup> Selon eux, l'histoire du petit Etat permet d'examiner dans quelle mesure l'idée de souveraineté populaire peut bien être concrétisée. Dans son

<sup>11</sup> Alexis de Tocqueville, Bericht über die Demokratie in der Schweiz, in: Berliner Journal für Soziologie (2005), Heft 4, pp. 447-458, particulièrement p. 451, cité dans Peschke, Über Demokratie. "Anzumerken ist zunächst, dass das Volk selbst in den repräsentativen Demokratien der Schweiz die unmittelbare Ausübung eines Teils der Macht in den eigenen Händen behalten hat. In einigen Kantonen müssen die wichtigsten Gesetze, nachdem sie von der gesetzgebenden Versammlung gebilligt wurden, noch einer Volksabstimmung unterzogen werden, damit entartet die repräsentative Demokratie in besonderen Fällen zur reinen Demokratie."

<sup>12</sup> Alexis de Tocqueville, Bericht über die Demokratie in der Schweiz, p. 165, cité dans Tanner, Die Schweiz im "System Metternich", p. 65. "nur noch in Gestalt eines Privilegs, und die Idee, des allgemeinen und natürlichen Rechts aller Menschen, frei zu sein, diese Idee blieb ihrem Geist ebenso fremd wie dem der Fürsten aus dem Hause Österreich, die sie besiegt hatten."

<sup>13</sup> Leonhard von Muralt, «Alte und neue Freiheit in der helvetischen Revolution», in: Der Historiker und die Geschichte. Ausgewählte Aufsätze und Vorträge. Festschrift für Leonhard von Muralt, Zurich 1960, pp. 147-160, particulièrement p. 157.

<sup>14</sup> Ibid. p. 159.

<sup>15</sup> Martin Schaffner, Die demokratische Bewegung der 1860er Jahre. Beschreibung und Erklärung der Zürcher Volksbewegung 1867 (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Bd. 146), Bâle, Francfort-sur-le-Main 1982, pp. 3s.

ouvrage *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, l'historien français Charles Seignobos écrit, à propos de la Suisse: «Il ne faudrait pas mesurer l'intérêt de l'histoire de la Suisse à la taille de son territoire. Ce pays tient une très grande place dans l'histoire des institutions contemporaines de l'Europe [...] à quiconque veut comprendre l'évolution des sociétés démocratiques modernes, on doit recommander cette histoire comme le recueil le plus instructif de la souveraineté du peuple.»<sup>16</sup>

## 1.5 La perception de la Suisse par elle-même dans une perspective historique

### 3.1.5 Une conscience de soi républicaine

On retrouve des signes d'une conscience de soi républicaine dans l'ancienne Confédération dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle. Josias Simler écrit, dans son ouvrage *De Republica Helvetiorum*: «Parmi les gouvernements et les Etats libres qui ne sont soumis à aucun prince ni à aucun seigneur, une confédération louable est communément reconnue comme la plus distinguée à l'exemple de Venise [...] Les étrangers se demandent souvent quelle forme de gouvernement est en place dans la Confédération. Car ils sont étonnés qu'autant de villes et de pays se soient liés en quelques années et qu'ils soient devenus un Etat, et qu'ils restent toujours stoïquement et unanimement aux côtés les uns des autres depuis autant d'années. [...] Même s'il ne s'agit pas d'un Etat à proprement parler, une confédération louable commune peut bien être considérée comme un Etat, une république ou un gouvernement et être désignée sous ces termes. Cet Etat existe depuis maintenant 200 ans et a aussi obtenu sa liberté dans un grand consensus.»<sup>17</sup> Ses descriptions du caractère des confédérés contiennent déjà quelques éléments de la rhétorique de la vertu indissociable du républicanisme du début de l'époque moderne. Etablissant des analogies avec la Grèce et la Rome antiques, l'auteur met régulièrement en garde contre le déclin et plaide pour la restauration des mœurs des aïeux. L'état idéal est sans cesse menacé par l'intérêt personnel, la corruption et la décadence morale.<sup>18</sup>

### 3.1.6 Précision de la conscience de soi sous l'influence néerlandaise

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la menace que représente la France absolutiste pousse la Suisse à se repositionner sur l'échiquier européen et à se rapprocher de républiques telles que Venise et les Provinces-Unies des Pays-Bas. Ce sont surtout les contacts avec les Provinces-Unies qui contribuent à préciser l'image que la Suisse se fait d'elle-même. L'émissaire néerlandais Petrus Valkenier joue un rôle important dans cette évolution. Dans son écrit *'t Verwerd Europa*, il met en avant les points communs entre les deux républiques: «Les cantons suisses et les Provinces-Unies, parce qu'ils ont tous les deux un

<sup>16</sup> Charles Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine. Evolution des parties et des formes politiques 1814-1896*, Paris 1908, p. 238, cité dans Schaffner, *Die demokratische Bewegung*, p. 3.

<sup>17</sup> Josias Simler, *Von dem Regiment der Lobl. Eydgenossenschaft. Zwey Bücher. Von Josia Simler. Nun aber mit erforderlichen Anmerkungen erläuteret und bis auf dieser Zeiten fortgesetzt.* Von Hans Jacob Leu, Zürich, Getruckt bey David Gessner 1722, pp. 426-428. "Unter den freyen Regimentern und Staaten, die keinem Fürsten und Herren unterworfen sind, wird gemeinlich eine Lobliche Eidgenossenschaft nach Venedig auf das fürnehmste geachtet [...] Es fragen sich die Frömden oft und vil Was für ein Regierungsform in der Eidgenossenschaft seye. Dann es sie wunder nihmt, dass so vil Städte und Länder in wenig Jahren sich zusammen verbunden und gleich als ein Staat worden sind, und jez so vil Jahr standhaft und einmüthig bey einanderen verharret haben. [...] ob gleich das [auf] das accurateste zureden nicht ein Staat ist, so mag doch ein gemeine Lobliche Eidgenossenschaft für ein Staat, Republic und Regierung gehalten und genennet werden, und hat diser Staat nun bey zweyhundert Jahren gewährt, auch seine Freyheit in grosser Einigkeit mit einanderen erhalten."<sup>18</sup>

<sup>18</sup> En général cf. Daniel Tröhler, *Republikanismus und Pädagogik. Pestalozzi im historischen Kontext*, Bad Heilbrunn 2006, pp. 220ss.

*gouvernement républicain qui est haï et menacé par tous les potentats, doivent s'unir de tout près et se protéger réciproquement dans la liberté qu'ils doivent aimer plus que leurs vies. Les Suisses sont à cet égard d'autant plus obligés qu'ils doivent les débuts de leur Etat libre à un comte hollandais, Louis de Bavière, qui était aussi empereur et qui reconnut, dans des chartes, la liberté suisse balbutiante contre la maison d'Autriche. Ces deux républiques sont les deux bras de l'empire allemand, qui sont très forts et très imposants aussi bien en raison de la bravoure de leurs habitants que de leur situation. La première est suffisamment renforcée par ses hautes montagnes et ses chemins étroits, l'autre par l'eau et ses marécages. Celle-là règne sur les montagnes, celle-ci sur la mer. La nature de ces deux peuples concorde si bien avec les qualités de ces deux pays que les Suisses semblent être nés pour les montagnes et les montagnes pour les Suisses, et la mer pour les Néerlandais et les Néerlandais pour la mer. »<sup>19</sup> En reprenant la perception extérieure, mais aussi en se référant aux tentatives locales de se situer, les élites politiques des cantons urbains développent une «conscience de soi républicaine»<sup>20</sup> spécifique qui, se démarquant des Etats monarchiques, peut être décrite comme un «républicanisme urbain».*

### 3.1.7 Radicalisation du discours sur la vertu

Comme nous l'avons déjà montré avec le texte de Josias Simler, l'idéal de la république est sans cesse menacé. La conscience de soi républicaine des élites politiques des cantons urbains est contrecarrée par un républicanisme radical qui fait du concept de vertu un cri de guerre politique et présente un caractère d'opposition anti-aristocratique. Un mouvement politique de jeunes présent à Zurich de 1762 à 1768, qui s'est d'abord constitué en sociétés légales avant de former des sociétés secrètes, est à ce titre exemplaire.<sup>21</sup> Partant du constat de Montesquieu selon lequel des révolutions sont de temps à autre nécessaires même dans les Etats démocratiques, il recherche les cas d'abus de pouvoir et de corruption et s'appuie sur ceux-ci pour démontrer le déclin de la république. Le document actant la fondation d'une société secrète indique: «L'objectif final de notre société doit être de contrer de toutes nos forces la corruption qui se répand toujours plus dans notre patrie et d'entreprendre tout ce dont nous sommes capables pour rétablir la simplicité originelle de l'Etat. [...] Lorsque nous lisons l'histoire de notre patrie, nous devons surtout le faire pour nous convaincre, aussi longtemps que fortement, que, depuis sa naissance jusqu'à aujourd'hui, elle a manqué de lois nationales et que, pour cette raison, particulièrement au vu de la déchéance toujours plus étendue des mœurs, une grande révolution serait nécessaire pour ramener le bien, puisque les actions et les améliorations

<sup>19</sup> Petrus Valkenier, *Das verwirrte Europa*, Amsterdam 1677, p. 56, cité dans Thomas Maissen, *Die Geburt der Republic. Staatsverständnis und Repräsentation in der frühneuzeitlichen Eidgenossenschaft* (Historische Semantik, Bd. 4), Göttingen 2006, p. 358. "Die Schweizerischen Cantonen und die Vereinigte Niederlande, weil sie beyderseits eine Republick Regierung haben, welche von allen Potentaten gehasset und gedräuet wird, müssen sich genau an einander verbinden und eine die ander in ihrer Freyheit, welche sie lieber haben sollten als ihr Leben, zu beschützen. Hierzu sind die Schweizer desto mehr verpflichtet, weil sie den Anfang ihres freyen Staats einem holländischen Graven zu dancken haben, nemlich Ludwig von Bäumen, der zugleich Keyser war und die Schweizerische Freiheit in ihrem ersten Anfang wieder den Gewalt des Hauses Oestreich mit offentlichen Urkunden hat befestiget. Diese beyde Republicken sind gleichsam die beyde Arme des Teutschen Reiches, welche sehr starck und erschrecklich sind, so woll wegen der Tapfferkeit der Inwohner als auch wegen ihrer Wollgelegenheit. Die erste ist genugsam gestärcket durch ihre hohe Berge und enge Wege, die andere mit Wasser und Morasten. Jene herrschen über die Berge, diese übers Meer. Die Natur dieser beyden Völcker kömt mit der Beschaffenheit ihrer beyder Länder so woll über ein, dass die Schweizer umb der Berge willen und die Berge umb der Schweizer willen, das Meer umb der Niederländer und die Niederländer umb des Meeres willen scheinen gebohren und entstanden zu seyn. "

<sup>20</sup> Pour le contexte cf. *ibid.* p. 77ss et *id.*, Petrus Valkeniers republikanische Sendung. Die niederländische Prägung des neuzeitlichen schweizerischen Staatsverständnisses, in: *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, Nr.48 (1998), pp. 149-178, particulièrement pp. 156ss.

<sup>21</sup> Rolf Graber, *Bürgerliche Öffentlichkeit und spätabolutistischer Staat. Sozietätenbewegung und Konfliktkonjunktur in Zürich 1746-1780*, Zurich 1993.

*lentes sont sans effet.* »<sup>22</sup> Alors que le gouvernement réprime de plus en plus fortement le mouvement, la résignation se diffuse et la critique de l'Etat se radicalise: «*La Suisse est un bout de terrain à peine visible; si on veut le voir, il doit briller comme un diamant, et il est sale, Dieu le sait. La Suisse et le canton auquel je dois la vie ont sombré et, à mon sens, jusqu'aux derniers bas-fonds [...]. Un conseiller et un citoyen qui pleurent ou blâment lorsqu'on chasse un meurtrier ou un voleur, pour la simple raison qu'il porte un col au lieu d'une corde, une horde de citoyens, d'épiciers et de commerçants qui terrorisent la ville avec leur rage sans pareille, leur débauche, leur lubricité, leur prétendu raffinement, leur vanité et leurs oripeaux, un ramassis d'intellectuels et de professeurs, de médecins et de clercs qui se sont alliés à l'ignorance, maudissent Jésus-Christ et Rousseau, pour se défouler avec Calvin ou, pour la partie adverse, avec Loyola, qui pissent du vin alors qu'ils devraient voir de l'eau, [...] voilà tout ce qui peuple ma patrie – je n'ai plus envie d'écrire – maudite plume.*»<sup>23</sup> Lorsque Johann Heinrich Füssli écrit ces lignes le 6 décembre 1765, il a déjà fui à Londres, où il fera plus tard carrière comme peintre et professeur de peinture à la Royal Academy.<sup>24</sup>

### 3.1.8 Changement de la conscience de soi républicaine sous l'influence de la Révolution française

Après 1789, les gens sont inondés d'informations qui contribuent à l'évolution de la conscience politique. Des journaux publiés spécialement pour le peuple et des brochures se répandent dans la population à travers les réseaux de communication d'un nouvel espace public citoyen. Des groupes de population mobiles, tels que les colporteurs, les marchands d'eau de vie, de fil ou de porcs, les vachers, les musiciens et les soldats de retour au pays, rapportent les nouvelles concernant les événements qui ont lieu en France jusque dans les villages les plus reculés.<sup>25</sup> Cela amène la population à interroger le cadre politique dans lequel elle vit. Le Mémorial de Stäfa, un document capital né d'une discussion menée au sein d'une société de lecture campagnarde, illustre bien cette évolution de la conscience. Il remet en question la conscience de soi républicaine de la ville-Etat de Zurich: «*Peut-être se trouve-t-il quelques personnes, peut-être ne s'en trouve-*

<sup>22</sup> Aufhebung unserer historisch-politischen Gesellschaft auf dem Bach, 1765, cité dans Daniel Tröhler, Politische Bildung im Untergrund Zürichs 1762–1767, in: Jürg W. Link, Frank Tosch (éd.), Bildungsgeschichte in Quellen. Hanno Schmitt zum 65. Geburtstag. Bad Heilbrunn 2007, pp. 95–109, particulièrement pp. 101s; extraits également dans Rolf Graber, Spätabolutismus und Geheimgesellschaften in Zürich 1760–1780, in: Helmut Reinalter, Die demokratische Bewegung in Mitteleuropa von der Spätaufklärung bis zur Revolution von 1848/49. Ein Tagungsbericht (Vergleichende Gesellschaftsgeschichte und politische Ideengeschichte der Neuzeit, Bd. 6), Innsbruck 1988, pp. 85–95, particulièrement p. 90s. "Der Endzweck unserer Gesellschaft soll seyn, aus äussersten Kräften der Verderbniss, die sich immer weiter in unserm Vaterland ausbreitet, entgegen zu arbeiten und alles was Wir vermögen, anzustrengen, den Staat wieder auf seine ursprüngliche Einfachheit zurückzuführen. [...] Wenn Wir die geschichte unsers Vaterlandes lesen, so soll es vornehmlich auch in der Hinsicht geschehen, um uns, je länger, je mehr zu überzeugen, das es demselben von seiner Entstehung an, bis auf jetzt an Staats-Gesezen gefehlt, und dass hiemit besonders bey dem immer mehr überhand nehmenden verfall der Sitten, welche sonst noch den Platz der Geseze ausfüllen könnten, eine Haupt-Revolution vonnöthen seye, um gutes zu wirken, da langsames wirken, und verbessern Zu gar nichts führe."

<sup>23</sup> Füssli an Lavater, 6. Dezember 1765, cité dans Walter Muschg (éd.), Heinrich Füssli, Briefe (Sammlung Klosterburg, Schweizerische Reihe), Bâle 1942, pp. 118s. "Die Schweiz ist ein kaum sehbarer Erdflecken, wenn man ihn sehen will, so muss er diamantgleich schimmern, und er ist schmutzig, Gott weiss es. Die Schweizer und der Kanton, dem ich das Leben schuldig bin sind gesunken und in meinem Sinne bis zur letzten Hefe [...]. Ein Rat und Bürger, der weint oder erblasst, wenn man einen Mörder und Dieben weggagt, bloss weil er statt eines Strickes einen Kragen trägt, ein Haufe von Bürgern, Krämern und Kaufleuten, die mit unvergleichlicher Raserei, Schwelgerei, Weiberlasten, Bourgeoisgentilhomme, Sinnlosigkeit und Flittergold in der Stadt dieben, ein Pack Geistlicher und Professoren, Medizinsten und Kanzlisten, die mit der Unwissenheit einen Salzbund gemacht, die Jesum Christum und Rousseau verdammen, um mit Calvin so wie ihre Gegenpartei mit Loyola zu rasen, die Wein pissen, wenn sie Wasser sehen sollten, [...] das ist alles was mein Vaterland bewohnet – ich mag nicht mehr schreiben – damn the pen"

<sup>24</sup> Pour le contexte, cf. Rolf Graber, Bürgerliche Öffentlichkeit, pp. 118ss.

<sup>25</sup> Sur l'espace public populaire, cf. Rolf Graber, Zeit des Teilens. Volksbewegungen und Volksunruhen auf der Zürcher Landschaft 1794–1804, Zurich 2003, pp. 118ss.

t-il aucune, qui ne reconnaissent notre forme de gouvernement républicaine comme la meilleure et la plus appropriée et aucune qui ne place la constitution de Zurich au-dessus de tout, parce qu'elle accorde tous les droits de possession au citoyen et qu'elle met tous les états sur un pied d'égalité. Mais un campagnard regrette que cette constitution ne s'applique que dans les murs de la ville et que le peuple campagnard en soit exclu. Une telle constitution est non seulement nécessaire pour l'estime du gouvernement, mais aussi en ce qui concerne les possessions de toutes les classes du peuple.»<sup>26</sup> Étonnamment, les auteurs de cette pétition se montrent même élogieux envers la constitution républicaine et se bornent à regretter le fait que celle-ci ne s'applique qu'à un groupe de privilégiés: les citoyens urbains. Ce faisant, ils critiquent implicitement la conception de la liberté qu'elle implique et comparent l'ancienne liberté à l'idée moderne de liberté comme droit naturel. Les remarques préliminaires au texte clarifient plus encore cette intention: «*Engendrés par des pères libres, nous devons être des fils libres, l'histoire parle en ce sens, les chartes en témoignent, nos autorités nous reconnaissent pour cela chaque fois qu'il faut défendre la patrie; toutes les nations qui, sur la scène politique, jouent aujourd'hui à grande échelle le rôle que nos pères jouaient autrefois à petite échelle, nous respectent comme tels. De cela découle cependant cette question importante: sommes-nous vraiment ce que nos pères ont été, ce que nous devrions être, ce que les étrangers voient en nous et ce pour quoi ils nous estiment heureux? La plus grande partie de notre peuple, très chers pères de la patrie, répond par la négative!*»<sup>27</sup> L'argumentation des citoyens campagnards comprend deux axes. D'une part, il se plaignent du fait qu'ils ne sont considérés comme des citoyens libres que lorsqu'il s'agit de défendre la patrie. Ils auraient ainsi des devoirs, mais aucun droit. D'autre part, le texte comporte une menace subtile. C'est la France révolutionnaire qui est le garant de la liberté; elle a repris le rôle des Etats libres traditionnels et devient le modèle de référence politique. Ces réflexions ne se limitent pas à interroger la perception de la liberté républicaine en Suisse, mais mettent en place un nouveau point de repère.<sup>28</sup>

### 3.1.9 Le républicanisme comme obstacle: la perception de soi du point de vue des femmes

Le 18 avril 1869, la partie masculine du peuple zurichois approuve une constitution qui compte parmi les plus progressistes de l'époque et sert d'exemple à l'avancée de la démocratisation dans d'autres cantons et dans la Confédération. Elle est le fruit du mouvement démocratique du canton de Zurich et comporte des conquêtes essentielles

<sup>26</sup> Heinrich Nehracher, Das Stäfner Memorial. Ein Wort zur Beherzigung an unsre theuersten Landsväter, 1794, in Helvetia. Denkwürdigkeiten für die XXII Freistaaten der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Fünfter Band, Aarau. Bei J:J. Schriften, Buchdrucker und Buchhändler, 1829, pp. 6–23. "Es sind vielleicht Wenige, vielleicht ist kein einziger, der nicht unsere Regierungsform für eine Republik als die beste und zweckmässigste anerkennt und keiner der nicht die Konstitution von Zürich über alles erhebt, weil sie dem Bürger alle Rechte des Erwerbs zugesteht und alle Stände in Gleichheit setzt. Nur bedauert es ein Landmann, dass diese Konstitution inner die Mauern vergraben, und das Landvolk davon ausgeschlossen ist. Eine solche Konstitution ist nicht nur in Ansehung der Regierung, sondern auch in Hinsicht auf den Erwerb aller Volksklassen notwendig."

<sup>27</sup> Ibid. "Von freien Vätern erzeugt, sollen wir freie Söhne sein, dafür redet die Geschichte, dafür zeugen die Urkunden, dafür erkennt uns unsere Obrigkeit, so oft die Vertheidigung des Vaterlandes notwendig ist; als solche respektiert uns jene Nation, die gegenwärtig auf dem politischen Schauplatze die Rolle im Grossen spielt, die weiland unsere Väter im Kleinen spielten. Hieraus entsteht aber die wichtige Frage: Sind wir auch wirklich das was unsere Väter gewesen sind, was wir sein sollten, wofür uns Auswärtige ansehen, und dafür glücklich preisen? Der grösste Teil unseres Volkes, teuerste Landesväter, antwortet mit Nein.!"

<sup>28</sup> Rolf Graber, Kollektive Lernprozesse. Zur Bedeutung republikanischer Vorstellungen in Stadt und Landschaft Zürich im ausgehenden 18. Jahrhundert, in: Michael Böhler, Etienne Hofmann, Peter H. Reil, Simone Zurbuchen (éd.), Republikanische Tugend. Ausbildung eines Schweizer Nationalbewusstseins und Erziehung eines neuen Bürgers. Akten des 16. Kolloquiums der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (Travaux sur la Suisse des Lumières, 2), Genève 2000, pp. 207–221, particulièrement pp. 215s.

en ce qui concerne la consolidation de la démocratie directe, telles que l'initiative législative, les référendums financier et législatif obligatoires et l'élection des conseillers d'Etat et des conseillers aux Etats par le peuple. En amont de la révision de la constitution, une commission instituée par le conseil constitutionnel a invité le peuple à transmettre ses vœux concernant l'élaboration de la nouvelle constitution. Une requête datée du 25 mai 1868, qui demande «plusieurs femmes issues du peuple», est remarquable: *«Depuis le début de la révision de la constitution, on a annoncé un élargissement général des droits populaires et promis partout le possible et l'impossible, seules les pauvres femmes, semblables au poète lors du partage de la terre [allusion au poème de Friedrich Schiller «Le partage de la terre», 1795, ndla], doivent repartir les mains vides. Personne ne parle d'elles et personne ne se souvient de leurs droits humains atrophiés et opprimés. Si la devise du peuple zurichois, «Liberté, éducation, prospérité», devient réalité, on doit accorder aux jeunes femmes et aux femmes de 20 ans une pleine part de tous les droits civils. C'est ce que nous demandons pour cette raison, ce que nous exigeons, c'est-à-dire le droit de vote et d'éligibilité pour le sexe féminin pour toutes les questions et les relations sociales et politiques. Si, comme il est malheureusement à craindre, le haut conseil constitutionnel ne peut atteindre ce point de vue digne d'un homme vraiment libre, alors nous demandons aux représentants du sexe fort de faire preuve d'un peu plus d'humilité lorsqu'il manifestent, en privé ou en public, leur liberté.»*<sup>29</sup> Une intervention similaire du camp féminin a lieu en 1872 dans le contexte des débats au sujet de la révision complète de la constitution fédérale. Introduisant le référendum législatif facultatif au niveau de la Confédération en 1874, cette révision doit être considérée comme un jalon important de la consolidation des droits populaires. Dans son écrit *Die Frauenfrage in der Schweiz*, Julie von May von Rued attire l'attention sur une «anomalie» concernant la perception de la Suisse par elle-même et par l'étranger, à savoir que *«le berceau, la mère nourricière, le modèle de toute la liberté et de toute l'égalité européennes, la Suisse, dépossède et asservit actuellement, et surtout dans ses parties démocratiques ancestrales, ses filles plus que toutes les monarchies qui l'entourent; le peuple le plus émancipé d'Europe considère et traite sa composante féminine comme l'enfant le plus irresponsable, pas tout à fait systématiquement dans la vie, mais devant la loi et dans les mœurs.»*<sup>30</sup> Des historiens et des historiennes ont cherché les raisons de ce paradoxe. Gisela Bock écrit ainsi dans son étude d'ensemble *Frauen in der europäischen Geschichte*: *«En France et en Suisse, en revanche, ce n'est pas la dictature qui a bloqué ou rendu sans intérêt le droit de vote des femmes, mais la*

<sup>29</sup> Bei der Kanzlei des Verfassungsrathes eingegangene Vorschläge betreffend die Verfassungsrevision, Nr. 99, Staatsarchiv Zürich, Signatur BX 188.3, Fasc. c; sur les contributions des femmes, cf. Elisabeth Joris, Heidi Witzig (éd.), *Frauengeschichte(en). Dokumente aus zwei Jahrhunderten zur Situation der Frauen in der Schweiz*, Zurich 1986, pp. 443 et 484s. *"Man hat seit Beginn der Verfassungsrevision eine allseitige Erweiterung der Volksrechte verkündet u. dabei allenthalben alles Mögliche und Unmögliches versprochen, nur die armen Frauen scheinen gleich den Poeten bei der Theilung der Erde [Anspielung auf Friedrich Schillers Gedicht "Die Teilung der Erde", 1795 R.G.] mit leeren Händen davon gehen müssen. Niemand spricht von ihnen u. Niemand gedenkt ihrer verkümmerten und unterdrückten Menschenrechte. Soll die Losung des Zürcher Volkes 'Freiheit, Bildung, Wohlstand' zur That und Wahrheit werden, so müsste Jungfrauen und Frauen vom 20ten Lebensjahr an ein voller Antheil an allen bürgerlichen Rechten gewährt sein. Was wir nur aus diesem Grunde erbitten, was wir verlangen, das heisst Wahlberechtigung u. Wahlfähigkeit für das weibliche Geschlecht in allen sozialen und politischen Angelegenheiten und Beziehungen. Kann sich, wie leider zu fürchten steht, der hohe Verfassungsrath nicht auf diesen, eines wahrhaft freien Mannes allein würdigen Standpunkt erheben, so ersuchen wie die grossen Männer der Schöpfung um etwas mehr Bescheidenheit in ihren privaten und öffentlichen Freiheitsmanifestationen."*

<sup>30</sup> von May, von Rued Julie, *Die Frauenfrage in der Schweiz*. Zur Bundesrevision am 12. Mai 1872, Bienne 1872, p. 5; cf. aussi Caroline Arni, *Nichts versprochen, alles erkämpft*, in: Denise Schmid (éd.) *Jeder Frau ihre Stimme. 50 Jahre Frauengeschichte 1971–2021*, Zurich 2020. *"die Wiege, die Pflegemutter, ja das Vorbild aller europäischen Freiheit und Gleichheit, die Schweiz, zur Stunde noch in vielen, und zwar gerade in ihren urdemokratischen Landestheilen vornehmlich, ihre Töchter enteigneter und geknechteter [hält] als keine der sie umringenden Monarchien; das mündigste Volk Europa's betrachtet und behandelt seinen weiblichen Bestandteil, wenn nicht völlig konsequent im Leben, doch vor dem Gesetz und in der Sitte, als das unmündigste Kind."*

république.»<sup>31</sup> L'auteure observe un point commun entre les deux pays: ils ont été pionniers en ce qui concerne le renforcement du droit de vote des hommes et à la traîne pour ce qui est de la mise en œuvre du droit de vote des femmes. Selon l'historienne, la cause en serait le républicanisme ancré dans les deux pays: en introduisant le suffrage universel masculin, il a aboli très tôt les barrières de classes qui s'appliquaient au droit de vote. De ce fait, aucune alliance entre groupes n'a vu le jour en vue d'étendre le droit de vote. Les hommes n'auraient pas eu besoin du soutien des femmes pour porter cette revendication.<sup>32</sup> Au contraire. En Suisse, les extensions du droit de vote étant soumises au référendum, elles ont été refusées par une grande majorité de citoyens masculins. Sur les 63 votations cantonales organisées jusqu'en 1971, 55 se sont soldées par un résultat négatif pour les femmes. En 1959 et en 1960, les cantons romands de Vaud, de Genève et de Neuchâtel se sont prononcés en faveur du droit de vote des femmes. Ce n'est qu'en 1970 que les premiers cantons alémaniques, ceux de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, les ont rejoints.

---

<sup>31</sup> Gisela Bock, *Frauen in der europäischen Geschichte. Vom Mittelalter bis zur Gegenwart*, Munich 2005, p. 213. "In Frankreich und in der Schweiz hingegen war es nicht die Diktatur, die das Frauenwahlrecht blockierte oder irrelevant machte, sondern die Republik."

<sup>32</sup> *Ibid.* pp. 214s.

## 1.6 Etapes de l'historiographie de la démocratie dans le contexte de la perception extérieure et par la Suisse

### 3.1.10 Travail scientifique avec la naissance de la «législation populaire»

Avec l'établissement des droits populaires dans de nombreuses constitutions cantonales et l'introduction du référendum législatif facultatif au niveau de la Confédération lors de la révision de la constitution en 1874, un travail scientifique commence autour de l'histoire de la «démocratie directe». Les pionniers dans ce domaine sont le journaliste Theodor Curti et le professeur de droit fédéral bernois originaire de Hesse Gustav Vogt. Tous deux se sont engagés dans le mouvement démocratique dans les années 1860. L'étude de Theodor Curti parue en 1882 sous le titre *Geschichte der schweizerischen Volksgesetzgebung* constitue une première synthèse remarquable. Elle vise à montrer «que la démocratie suisse moderne, telle qu'elle s'exprime dans la législation directe ou la législation populaire, n'est que la solution apportée au problème de la transposition, adaptée à l'époque, des anciennes démocraties sur de plus grands territoires ainsi que le développement à un niveau supérieur de l'idée de démocratie, et que, par conséquent, les nouvelles formes de démocratie ne peuvent être le fruit d'une quelconque erreur de l'âme du peuple, mais qu'elles se sont organisées grâce à des lois qui agissent obstinément à travers les siècles.»<sup>33</sup> Curti entend réaliser ce programme en associant «histoire constitutionnelle suisse en général et [...] histoire des idées politiques».<sup>34</sup> Il commence par décrire diverses variantes de *Landsgemeinde*, avant de s'attacher à différentes révoltes qu'il considère comme transcendant le système (troubles de Genève, conjuration de Henzi, soulèvement Chenaux) et de se concentrer sur l'histoire des idées et l'évolution politique générale. (Rousseau, souveraineté populaire dans le contexte de la Révolution française.) Il s'intéresse ensuite de nouveau au plan national. (République helvétique et Régénération.) Son exposé sur les développements auxquels on assiste dans les cantons de Saint-Gall (premier veto) et de Vaud (premier référendum) est particulièrement pertinent. Un autre chapitre est consacré à la constitution fédérale de 1848. Après une digression sur les théoriciens de la démocratie issus du courant du socialisme utopique Moritz Rittinghausen et Victor Considérant, l'auteur rend un hommage détaillé au mouvement démocratique zurichois des années 1860. Certains éléments de l'approche de Curti sont frappants: ce ne sont pas les luttes sociales et politiques qui entraînent la réalisation des droits populaires, mais des «lois qui agissent obstinément à travers les siècles». Les droits populaires sont vus comme le résultat d'une évolution organique qui mène inévitablement au but.<sup>35</sup> Bien qu'il parle d'«égarement de l'âme du peuple», faisant allusion à la vision négative des mouvements en faveur du veto par les libéraux, ces contradictions politiques sont de nouveau occultées. La perspective téléologique fait disparaître les acteurs des différents mouvements derrière une conception mythique du peuple. Même les mouvements en faveur du veto dans les cantons catholiques et la contribution de la population catholique des régions confessionnellement mixtes à la

<sup>33</sup> Theodor Curti, *Geschichte der Volksgesetzgebung* (Zugleich eine Geschichte der schweizerischen –Demokratie), Berne 1882, Vorwort, p. III. "dass die moderne schweizerische Demokratie, wie sich dieselbe in der direkten Gesetzgebung oder Volksgesetzgebung verdeutlicht, nur das gelöste Problem einer, den veränderten Bedingungen der Zeit gemässen Uebersetzung der alten Demokratien auf grössere Territorien sowie die Höherentwicklung der demokratischen Idee ist und also die neuen Formen der Demokratie nicht aus jeweiliger Verirrung der Volksseele entsprungen sein kann, sondern durch die Jahrhunderte beharrlich wirkenden Gesetze der Geschichte sich gestaltet habe."

<sup>34</sup> *Ibid.* p. II. "schweizerischer Verfassungsgeschichte im Allgemeinen und [...] der Geschichte der politischen Ideen"

<sup>35</sup> Schaffner, *Die demokratische Bewegung*, pp. 10s.

consolidation des droits populaires ne sont pas mis en évidence. Cela ouvre la voie à un processus de narration libéral. Dans les études d'ensemble consacrées à l'histoire suisse parues au début du XX<sup>e</sup> siècle, la réalisation des droits populaires est considérée comme faisant partie d'une évolution à laquelle seuls les libéraux, les radicaux et les démocrates contribuent. Cela s'oppose aux œuvres de Curti, qui comportent d'autres remarques qui jettent le doute sur ce discours. Son ouvrage *Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert* comporte un passage qui met en lumière les racines conservatrices du référendum: «Il y avait des institutions démocratiques, non pas dans le simple sens de droit de vote, mais dans celui de législation populaire, presque uniquement dans les cantons catholiques, et les aspirations démocratiques n'étaient, dans les cantons mixtes, que le fait de la population catholique.»<sup>36</sup> L'appréciation qu'a Curti de la victoire libérale de 1848 et de l'importance de la constitution fédérale dans le processus de démocratisation est également remarquable: «En 1848, l'Etat représentatif a connu une victoire, les droits populaires ont été lésés.» Cela montre que les racines des éléments de démocratie directe plébiscitaires ne sont pas à chercher dans les séries de dates (1798/1830/1848) déterminées par le cycle de révolutions citoyennes, mais dans un autre courant historique fondamental qui remonte aux troubles politiques de l'Ancien Régime, s'exprime sous de nouveaux auspices pendant la République helvétique et se manifeste à travers des mouvements populaires variés en 1832, de 1839 à 1841 et de 1861 à 1868 qui ne se déroulent pas parallèlement au cycle de révolutions citoyennes, mais l'entrecourent.<sup>37</sup>

### 3.1.11 Le rôle ambivalent de la Révolution helvétique

La Révolution helvétique a longtemps été le parent pauvre de la recherche historique suisse. L'appréciation de l'historien renommé Edgar Bonjour, qui analyse les répercussions de la Révolution française sur la Suisse et l'instauration de la République helvétique, est à cet égard exemplaire: «En réalisant schématiquement l'égalité dans tous les domaines, elle a uniformisé un pays diversifié et anéanti son caractère fédéral. Finalement, l'indépendance et le christianisme ont aussi été largement abandonnés. Jamais au cours de son existence, la Confédération ne s'est autant éloignée de son principe originel. La République helvétique a payé ce déchet de l'histoire – par lequel elle a trahi l'idée suisse de l'Etat – par la misère de la guerre, la détresse matérielle et l'infécondité étatique et culturelle. Cet Etat unitaire bureaucratique a rapidement disparu avec les armes françaises qui l'avaient instauré, et personne n'a depuis lors déploré la fin de cette expérience étatique.»<sup>38</sup> Cette évaluation de la République helvétique date de 1939 et doit être replacée dans le contexte de la défense spirituelle du pays. A cette période marquée par des crises intérieures et une menace

<sup>36</sup> Curti, *Geschichte der Schweiz*, p. 591, cité dans Schaffner, *Demokratische Bewegung*, p. 10. "Demokratische Institutionen im Sinne nicht bloss der Wahlrechte, sondern auch der Volksgesetzgebung hatte es fast nur in den katholischen Kantonen und demokratische Bestrebungen nur in der katholischen Bevölkerung der gemischten Kantone gegeben."

<sup>37</sup> Rolf Graber, *Zur Bedeutung der Revolutionen von 1798 (Helvetische Revolution) und 1847/48 (Bundesstaatsgründung) für die Ausgestaltung des politischen Systems der modernen Schweiz*, in: Heiner Timmermann (éd.), *1848. Revolution in Europa. Verlauf, politische Programme, Folgen und Wirkungen (Dokumente und Schriften der Europäischen Akademie Otzenhausen, Bd. 87)*, Berlin 1999, pp. 391-414, particulièrement pp. 393s. "Im Jahre 1848 hat der repräsentative Staat einen Sieg erlebt, die Volksrechte sind zu kurz gekommen."

<sup>38</sup> Edgar Bonjour, *Werden und Wesen der schweizerischen Demokratie*, in: *Die Schweiz und Europa. Ausgewählte Reden und Aufsätze von Edgar Bonjour*, Bd. 2, Bâle 1961, p. 325. "Mit der schematischen Durchführung der Gleichheit auf allen Gebieten uniformierte sie das vielstämmige Land und vernichtete seinen gliedstaatlichen Charakter völlig. Schliesslich wurden auch noch die Unabhängigkeit und die Christlichkeit weitgehend aufgegeben. Nie seit ihrem Bestehen hat sich die Eidgenossenschaft so weit von ihrem Ursprungsprinzip entfernt. Für diesen Abfall von der Vergangenheit, der einem Verrat an der schweizerischen Staatsidee gleichkam, büsste die Helvetik mit Kriegselend, materieller Not, staatlicher und kultureller Unfruchtbarkeit. Der bürokratische Einheitsstaat verschwand nach kurzer Zeit mit den französischen Waffen, die ihn gebracht, und niemand hat seither diesem staatsrechtlichen Experiment nachgeweiht."

extérieure, l'époque fait l'objet d'un jugement particulièrement négatif. La République helvétique est vue comme un faux pas de l'histoire que suit une juste sanction politique. En raison de ce point de vue, qui a longtemps prévalu chez les historiens suisses, l'importance des révolutions atlantiques (mouvement indépendantiste américain et Révolution française) pour le développement de la démocratie n'a pas été traitée de manière appropriée. Malgré les caractéristiques négatives mentionnées, la République helvétique née sous la pression française a accouché d'une constitution démocratique, de la liberté personnelle pour les anciens sujets et d'une démocratie représentative. La structure centralisée de l'Etat, l'administration rigoureuse et ses fonctionnaires de métier ainsi que la conception bureaucratique d'un Etat à l'exécutif fort se sont toutefois accompagnés d'une perte de droits de participation.<sup>39</sup> La limitation de la tradition d'autogestion locale a soulevé la contestation. Tant au printemps politique de 1798 que dans la phase terminale de la République helvétique, les habitants des anciens pays sujets de Suisse orientale qui avaient obtenu la liberté grâce à la Révolution helvétique ont exigé une plus grande participation politique et se sont réclamés du modèle des *Landsgemeinde*. Ainsi, Karl Heinrich Gschwend, nouvellement élu *landammann* du Rheintal inférieur, a écrit, dans une lettre à Peter Ochs, père spirituel de la nouvelle constitution: «*Les cantons démocratiques [Landesgemeinde, ndla] sont accoutumés depuis des siècles à élire leurs responsables à main levée, en plein air, et les nouveaux cantons émancipés du Toggenbourg, de Saint-Gall, de l'ancien territoire du Rheintal, de Sargans, etc. ont eux aussi déjà adopté ce mode de gouvernement et élu un landammann et un conseil. Ce landammann et ce conseil, que le peuple maintient ou démet tous les ans selon qu'il en est ou non satisfait, témoignent déjà d'une république populaire représentative.*»<sup>40</sup> Invoquant les *Landesgemeinde*, Gschwend compare la démocratie représentative de la nouvelle république au modèle démocratique qui repose sur les assemblées. La Révolution helvétique a donc joué un rôle ambivalent dans le développement de la démocratie en Suisse. D'un côté, elle a apporté la liberté et l'égalité juridique aux anciens sujets; de l'autre, la nouvelle constitution helvétique a soulevé une opposition qui, en exigeant une plus grande participation de la population, a favorisé l'évolution de la démocratie représentative vers la démocratie semi-directe.

### 3.1.12 Controverse quant à la nécessité de continuité ou de rupture

La controverse au sujet de l'importance de la Révolution française pour le développement de la démocratie en Suisse a également donné naissance à deux interprétations concurrentes. L'historien Peter Blickle défend la thèse selon laquelle un principe d'organisation sociale alternatif à l'ordre féodal basé sur les états, qu'il désigne sous le terme de «communalisme», aurait vu le jour à la fin du Moyen Age. Les

<sup>39</sup> Alfred Kölz, *Neuere schweizerische Verfassungsgeschichte. Ihre Grundlagen vom Ende der Alten Eidgenossenschaft bis 1848*, Berne 1992, p. 61.

<sup>40</sup> Karl Heinrich Gschwend, *Landespräsident im obern Rheintal*, an Peter Ochs, 1798, *Aktensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, bearb. von Johannes Strickler, Bd. 1, Berne 1886, pp. 530-532, particulièrement p. 530; sur le contexte, cf. Rolf Graber, *Zur Einführung der Verfassung der Helvetischen Republik, Republikanismus der Eliten – Republikanismus des Volkes*, in: Helmut Reinalter (éd.), *Republikbegriff und Republiken seit dem 18. Jahrhundert im europäischen Vergleich. Internationales Symposium zum österreichischen Millennium (Schriftenreihe der Internationalen Forschungsstelle Demokratische Bewegungen in Mitteleuropa 1770-1850, Bd. 28)*, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne, New York, Paris, Vienne 1999, pp. 101-119. "*Die demokratischen Cantone (Landsgemeinden R. G.) sind seit Jahrhunderten gewohnt, alle Staatsämter unter freiem Himmel mit freier Hand zu vergeben, und die[se] Weise und Art der Regierung haben die neue[n] freigelassen[en] Cantone Toggenburg, St. Gallen, alte Landschaft Rheintal, Sargans etc. auch schon adoptiert und Landammann und Rat gewählt. Dieser Landammann und Rath, den das Volk alle Jahre bestätigt oder absetzt, je nachdem es mit ihnen unzufrieden ist, ist schon eine repräsentative Republik des Volkes.*"

communes se seraient selon lui largement soustraites à l'influence seigneuriale et auraient pu régler elles-mêmes leur quotidien.<sup>41</sup> Blickle met en relation cette culture de l'autonomie communale coopérative de la fin du Moyen Age et du début des Temps modernes avec les mouvements en faveur de la démocratie directe du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Adolf Gasser poursuivait déjà une approche similaire dans son étude *Gemeindefreiheit zur Rettung Europas*<sup>42</sup>, parue au cours de la Deuxième Guerre mondiale: ce zèle missionnaire se retrouve dès le préambule, lorsqu'il souligne qu'«un pouvoir communal discrétionnaire complet est la condition sine qua non au rétablissement politique, social et moral de l'Europe.» Ses propos doivent être replacés dans le contexte de défense spirituelle du pays. La structure fédéraliste de l'Etat et l'alignement sur le «modèle suisse» visent à empêcher les futurs conflits militaires et le retour de régimes autoritaires. Les communes sont vues comme des éléments de base d'une Europe démocratique. A la thèse de la continuité telle qu'elle est défendue par Blickle et Gasser s'oppose la «thèse de la rupture» du publiciste Alfred Kölz, qui insiste sur l'importance fondamentale de la Révolution française.<sup>43</sup> Selon lui, celle-ci aurait eu une influence non seulement sur la concrétisation d'une nouvelle conception de la liberté fondée sur le droit naturel, mais aussi sur les constitutions, inspirées de projets non réalisés élaborés pendant la phase radicale du sans-culottisme (1792-1794). C'est ainsi que les dispositions de la constitution des Montagnards auraient servi d'exemple pour l'établissement du veto législatif dans les constitutions de la Régénération. La culture de l'autonomie prémoderne aurait pour sa part seulement favorisé la réception de ces évolutions.<sup>44</sup>

### 3.1.13 Une nouvelle histoire de la démocratie: continuité et rupture

L'histoire de la démocratie directe suscite depuis quelque temps un intérêt croissant.<sup>45</sup> Des études d'ensemble<sup>46</sup> comme des études de cas cantonales<sup>47</sup>, qui ouvrent de nouvelles

<sup>41</sup> Peter Blickle, *Kommunalismus. Skizzen einer gesellschaftlichen Organisationsform*, 2 Bde. Munich 2000.

<sup>42</sup> Adolf Gasser, *Gemeindefreiheit zur Rettung Europas. Grundlinien einer ethischen Geschichtsauffassung*, Bâle 1943.

<sup>43</sup> Alfred Kölz, *Zur Bedeutung der Französischen Revolution*, in: Andreas Auer (éd.), *Les origines de la démocratie directe en Suisse, Die Ursprünge der schweizerischen direkten Demokratie*, Bâle, Francfort-sur-le-Main 1996, pp. 105-118.

<sup>44</sup> Alfred Kölz, *Neuere schweizerische Verfassungsgeschichte. Ihre Grundlinien vom Ende der alten Eidgenossenschaft bis 1848*, Berne 1992, pp. 627 et 629.

<sup>45</sup> Cf. les rapports de recherches suivants: Rolf Graber, "Kämpfe um Anerkennung". Bemerkungen zur neueren Demokratieforschung in der Schweiz, in: *Id.* (éd.), *Demokratisierungsprozesse in der Schweiz im späten 18. und 19. Jahrhundert* (Schriftenreihe der Internationalen Forschungsstelle "Demokratische Bewegungen in Mitteleuropa 1750-1850", Bd. 40), Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne, Bruxelles, New York, Oxford, Vienne 2008, pp. 9-20; René Roca, *Schweizerische Geschichtswissenschaft und Demokratieforschung. Vom Mythos über die Ignoranz zum historischen Untersuchungsgegenstand*, in: *id.*, Andreas Auer (éd.), *Wege zur direkten Demokratie in den schweizerischen Kantonen* (Schriften zur Demokratieforschung, 3), Zurich, Berne, Genève, 2011, pp. 3-10.

<sup>46</sup> Rolf Graber, *Demokratie und Revolten. Die Entstehung der direkten Demokratie in der Schweiz*, Zurich 2017; Rolf Graber, *Einleitung*, in: *id.*, *Wege zur direkten Demokratie in der Schweiz, Eine kommentierte Quellenauswahl von der Frühneuzeit bis 1874*, Vienne, Cologne, Weimar 2013, pp. 13-63; Martin Schaffner, *Direkte Demokratie "Alles für das Volk – alles durch das Volk"*, in: Manfred Hettling *et al.* (éd.), *Eine kleine Geschichte der Schweiz. Der Bundesstaat und seine Traditionen* (Edition Suhrkamp, 2079), Francfort-sur-le-Main 1998, pp. 189-226; Martin Schaffner, "Direkte" oder "indirekte" Demokratie. Konflikte und Auseinandersetzungen 1830-1848, in: Andreas Ernst, Albert Tanner, Matthias Weishaupt, *Revolution und Innovation. Die konfliktreiche Entstehung des schweizerischen Bundesstaates von 1848*, Zurich 1998, pp. 271-277; Andreas Suter, *Direkte Demokratie. - historische Reflexionen zur aktuellen Debatte*, in: Benjamin Adler, *Die Entstehung der direkten Demokratie. Das Beispiel der Landsgemeinde Schwyz 1789-1866*, Zurich 2006, pp. 219-278.

<sup>47</sup> Les travaux suivants sur les différents cantons sont issus d'un projet du Fonds national lancé par le Prof. Andreas Suter et le Prof. Martin Schaffner; Adler, *Die Entstehung der direkten Demokratie. Das Beispiel der Landsgemeinde Schwyz*; Marco Arni, *Die katholische Opposition im aargauischen Verfassungskampf*, Lizentiatsarbeit Universität Zürich 2002 (masch.); Ivo Berther, *Il mund sutura – Die Welt steht Kopf. Alpine Peripherie und Moderne am Beispiel der Landsgemeinde Disentis 1790-1900* (Quellen und Forschungen zur Bündner Geschichte, Bd. 25), Coire 2011; Bruno Wickli, *Politische Kultur und die reine Demokratie. Verfassungskämpfe und ländliche Volksbewegungen im Kanton St.*

perspectives en déconstruisant les discours habituels, ont ainsi été publiées. Elles font éclater l'opposition rigide entre thèse de la continuité et thèse de la rupture et la nuancent. Il existe une continuité dans la revendication de procédures démocratiques qui reposent sur des assemblées, et une rupture en ce qui concerne la vision de la liberté. La conception de la liberté fondée sur le droit naturel est vue comme une condition nécessaire à l'émergence des mouvements démocratiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Cela nous permet de tirer les conclusions suivantes:

- On ne peut soutenir l'interprétation conservatrice nationale de l'émergence de la démocratie semi-directe comme étant une évolution organique qui est nécessairement partie des *Landsgemeinde* prémodernes pour aboutir à la démocratie référendaire moderne.
- Il convient également de remettre en question le discours libéral qui établit une continuité entre libéraux, radicaux et démocrates. La lutte pour l'obtention des droits populaires s'est heurtée à l'opposition des élites libérales et, parfois, des élites conservatrices. Cette dichotomie entre le peuple et les élites est essentielle pour interpréter les mouvements démocratiques. Des travaux plus récents ont régulièrement mis en garde contre la cristallisation du concept de peuple. Loin de constituer une entité homogène, le peuple se compose d'acteurs responsables dotés d'une capacité d'action qui poursuivent des intérêts spécifiques.<sup>48</sup>
- L'imposition des «droits populaires» est donc le résultat d'un processus conflictuel. Les mouvements démocratiques du XIX<sup>e</sup> siècle ont été portés par la population campagnarde; dans les cantons confessionnellement mixtes de Suisse orientale, ils l'ont été essentiellement par la partie catholique de la population. Dans les cantons de Suisse romande, comme le canton de Vaud, c'est une autre constellation conflictuelle qui revêt de l'importance: les différences entre les libéraux et les radicaux. Cette dynamique de développement a entraîné l'établissement précoce du référendum législatif et de l'initiative populaire dans le canton de Vaud.
- Les acteurs des mouvements démocratiques ont pu s'appuyer sur une culture de la contestation et de l'opposition jusqu'au début des Temps modernes. Comme, dans les cantons fédérés, la guerre des Paysans de 1653 avait mis un terme aux logiques de structure absolutiste de l'Etat, les ressources financières pour la mise en place d'une armée opérationnelle permanente manquaient.<sup>49</sup> Contrairement aux cours princières étrangères, les autorités fédérales disposaient d'un potentiel de répression faible. Pour réprimer les insurgés, elles étaient tributaires des «milices de pères de famille» et de la loyauté d'une partie de leur propre population.
- Ce sont surtout les perdants et les perdantes de la modernisation économique encouragée par les libéraux qui se sont fait remarquer dans le mouvement de

Gallen 1814 und 1831/32 (St. Galler Kultur und Geschichte, 35), Saint-Gall 2006; également les études suivantes: Marc H. Lerner, *A Laboratory of Liberty. The Transformation of Political Culture in Republican Switzerland 1790-1848* (Studies in Central European Histories, Vol. LIV), Leiden, Boston 2012; René Roca, *Wenn die Volkssouveränität wirklich eine Wahrheit werden soll... Die schweizerische direkte Demokratie in Theorie und Praxis – Das Beispiel des Kantons Luzern* (Schriften zur Demokratieforschung, Bd. 6), Zurich, Bâle, Genève 2012; Barbara Weinmann, *Eine andere Bürgergesellschaft. Klassischer Republikanismus im Kanton Zürich im späten 18. und 19. Jahrhundert* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, Bd. 153), Göttingen 2002.

<sup>48</sup> Sur la polysémie du concept de peuple, cf. Martin Schaffner, *Furcht vor dem Volk?*, in: *Werkstatt Geschichte* 49 (2008), pp. 33-49.

<sup>49</sup> Andreas Suter, *Der schweizerische Bauernkrieg von 1653. Politische Sozialgeschichte. Sozialgeschichte eines politischen Ereignisses* (Frühneuzeit Forschungen, Bd. 3), Tübingen 1997, p. 580.

contestation, ce qui lui a conféré une dynamique rebelle en liant exigences en termes de participation et revendications matérielles.<sup>50</sup>

- Les exigences en termes de participation se référaient principalement au modèle politique des *Landsgemeinde*. Cela s'explique d'une part par le fait que le souvenir des conflits communaux du XVIII<sup>e</sup> siècle était encore présent dans la mémoire collective. Un mouvement de contestation populaire luttant contre les oligarques a encouragé la revitalisation des *Landsgemeinde*.<sup>51</sup> D'autre part, la culture de l'autonomie coopérative communaliste due à la faiblesse de la structure étatique a favorisé la réception de ce modèle. Celui-ci a en outre été enrichi d'éléments utopiques et de droit naturel à l'époque de la République helvétique.
- Les mouvements en faveur du veto des années 1830 et 1840 ne sont pas directement liés au mouvement démocratique des années 1860. En plus des développements locaux, l'influence étrangère a de nouveau joué un rôle important. Des meneurs comme Karl Bürkli étaient inspirés par les idées du socialisme utopique.<sup>52</sup>
- Contrairement aux recherches plus anciennes, les études plus récentes soulignent davantage les déficits du développement démocratique de la Suisse, comme l'introduction tardive du droit de vote et d'éligibilité des femmes, la longue exclusion des minorités ethniques, des assistés et des marginaux, les longues phases de droit de nécessité et les attermolements quant à l'inclusion politique des migrants et des migrantes qui entraînent aujourd'hui le fait qu'un quart de la population résidente adulte ne dispose d'aucun droit de vote en Suisse alors qu'elle y paie des impôts. Ces déficits montrent que la démocratie directe, variante qu'on présume la plus progressiste du développement démocratique, reste un projet inachevé.

### 3.1.14 Problématisation de la souveraineté du peuple constituée à l'échelle nationale: le concept d'analyse de la post-démocratie

Une pression extérieure a toujours été nécessaire pour surmonter les déficits tels que les logiques d'exclusion patriarcales ou ethnonationales. Cela reflète les limites de la démocratie directe lorsqu'elle est constituée à l'échelle nationale. L'identification de cette problématique a incité les historiens suisses à se pencher également sur le concept de post-démocratie. Ce concept, introduit par le philosophe français Jacques Rancière et popularisé par le politologue britannique Colin Crouch, met en relief l'impuissance de la souveraineté populaire organisée sur le plan national face aux entreprises multinationales et aux formes de manipulation médiatique organisées à l'échelle transnationale.<sup>53</sup> Selon Crouch, la démocratie se dégrade, devenant une démocratie de façade, et les acteurs politiques et les institutions souffrent d'une perte de légitimité. Dans sa leçon d'adieu très remarquée, l'historien Jakob Tanner a examiné le cadre

<sup>50</sup> Cf. Rolf Graber, "Der verruchte, alles ekelhaftmachende Sansculottismus." Plebejische Protestbewegungen als Wegbereiter einer Fundamentaldemokratisierung, in: Roca, Auer (éd.), *Wege zur direkten Demokratie in den schweizerischen Kantonen*, pp. 247-263.

<sup>51</sup> Fabian Brändle, Nicht "Degeneration" sondern Revitalisierung. Die Landsgemeindekonflikte des 18. Jahrhunderts und das Werden der modernen Schweiz, in: *Zeitschrift für historische Forschung*, Vol. 40 (2013), Nr. 4, pp. 593-621; *id.*, *Demokratie und Charisma. Fünf Landsgemeindekonflikte im 18. Jahrhundert*, Zurich 2005.

<sup>52</sup> Hans-Ulrich Schiedt, *Die Welt neu erfinden. Karl Bürkli (1823-1901) und seine politischen Schriften*, Zurich 2001, pp. 71s.

<sup>53</sup> Colin Crouch, *Postdemokratie*, Francfort-sur-le-Main 2008.

d'analyse de la post-démocratie du point de vue suisse.<sup>54</sup> Il arrive à la conclusion que la Suisse a toujours eu un fonctionnement pour ainsi dire post-démocratique ou, à certains égards, prédémocratique. Pour lui, les votations populaires nationales auraient engendré des blocages et des déficits qui n'auraient été surmontés que du fait de la pression internationale. L'histoire de l'Etat-nation suisse aurait toujours eu une facette transnationale. De plus, des problématiques telles que le maintien de la paix, la politique migratoire ou environnementale ou la régulation des banques et du marché du travail ne pourraient être résolues qu'au niveau transnational. L'historien plaide donc en faveur d'un dépassement du cadre national limitant de la souveraineté populaire, mais «dans une forme plus complexe que le suggère la simple transposition de l'Union européenne.» Il renvoie au concept de «démocratie», forgé à l'université de Zurich, qui cherche à impliquer des «*Demoi* fonctionnant dans le cadre d'Etats-nations dans une matrice de décision européenne tout en expérimentant des modèles d'organisation politique de la société locaux, urbains et régionaux.»<sup>55</sup>

## 1.7 Débats actuels des citoyens et des citoyennes

### 3.1.15 Perspectives en Suisse

Les travaux qui cherchent à établir des ponts entre l'histoire du développement de la démocratie semi-directe et les débats qui animent les citoyens et les citoyennes suisses font aujourd'hui encore largement défaut. L'article «Genese der direkten Demokratie – Aktuelle Debatten und wissenschaftliche Ergebnisse» de l'historien Andreas Suter fait exception à cette règle.<sup>56</sup> Son point de départ est un blog de la NZZ intitulé «NZZ Votum Europa Debatte» et datant de l'été 2010. L'analyse des contributions vise à mettre en évidence «les attitudes, les peurs et les espoirs, les stratégies discursives et les schémas argumentatifs» répandus dans la population suisse. L'article est introduit par le passage suivant tiré de la contribution d'un lecteur: «*Il faut seulement donner le goût de la démocratie directe aux peuples européens, et le faire avec une telle force qu'ils transforment leur pays sur le plan politique. Comme l'Union européenne et la démocratie sont incompatibles, l'Union européenne ne fera pas long feu. Nous aurons alors une Europe des démocraties, et la Suisse ne sera plus la seule démocratie sur cette planète.*»<sup>57</sup> Analysant les textes publiés par les lecteurs, Suter distingue quatre schémas argumentatifs<sup>58</sup>:

1. Le renforcement de l'intégration de la Suisse dans l'Union européenne est vu comme une menace pour la démocratie directe. La reprise automatique du droit européen est interprétée comme une atteinte à la souveraineté et à la démocratie directe: «*Nous ne pourrions à l'avenir emprunter qu'une seule de ces deux voies. Soit nous resterons dans la forme actuelle de la démocratie directe, qui a fait ses preuves. Soit nous abandonnerons la*

<sup>54</sup> Jakob Tanner, Von der Volkssouveränität zur Postdemokratie?. Zur transnationalen Geschichte von Nationalstaaten. Abschiedsvorlesung vom 29. Mai 2015. <http://www.denknetz.ch>

<sup>55</sup> Ibid. p. 11. "nationalstaatlich verfasste Demoi in eine europäische Entscheidungsmatrix einzubeziehen und zugleich lokale, urbane und regionale Modelle einer politischen Gestaltung der Gesellschaft zu erproben."

<sup>56</sup> Andreas Suter, Die Genese der direkten Demokratie: aktuelle Debatten und wissenschaftliche Ergebnisse (Teil 1), in: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte, Bd. 62, Heft 3 (2012), pp. 456-473.

<sup>57</sup> Roland Moser, Leserbriefbeitrag NZZ Votum Europa-Debatte, 20. Juli 2010, cité dans Suter, Genese, p. 456. "Die europäischen Völker müssen nur auf den Geschmack der direkten Demokratie gebracht werden und zwar so stark, dass sie ihre Länder politisch umbauen. Da sich die EU und die Demokratie nicht vertragen, wird die EU verpuffen. Dann haben wir ein Europa der Demokratien und die Schweiz ist nicht mehr die alleinige Demokratie auf diesem Planeten."

<sup>58</sup> Ibid. pp. 457/458.

*démocratie et adhérons à l'Union européenne, et ce faisant nous nous soumettrons à ses lois et à ses accords», pense un lecteur.<sup>59</sup>*

2. De nombreux avis partent du principe que les cultures politiques de la Suisse et de l'Union européenne ou de ses Etats membres sont essentiellement incompatibles. Ils qualifient la démocratie directe de seule forme véritable et possible de démocratie, les formes représentatives étant selon eux non démocratiques et élitistes.
3. La lutte pour la préservation de la démocratie directe est vue comme une mission historique assignée aux citoyens et aux citoyennes suisses. Les tenants de cette vision invoquent l'histoire pour légitimer leur certitude que cela réussira: *«Il s'agit de croire et d'avoir confiance, et quelques siècles d'histoire nous donnent raison, la Suisse est la meilleure structure politique pour poursuivre nos intérêts à long terme.»<sup>60</sup>*
4. Etonnamment, les quelques partisans d'une adhésion à l'Union européenne qui se sont exprimés faisaient eux aussi valoir des arguments historiques. L'histoire de la naissance de la démocratie directe montrerait d'après eux que la Suisse a toujours su adapter sa culture et ses institutions à l'évolution des conditions-cadres extérieures. La Suisse est vue comme un pays où la mutation des institutions est permanente.

Suter compare ces estimations avec les résultats des recherches des historiens. D'une manière générale, il doute de la possibilité de tirer des recommandations d'action pour l'époque actuelle des expériences passées et de prétendues continuités. Il attire l'attention sur le fait que la démocratie directe ne serait pas le résultat d'un processus séculaire, mais celui d'une rupture fortuite. Il considère également l'opposition qui est faite entre démocratie directe et démocratie représentative comme problématique, car toutes deux seraient des variations d'ordres politiques modernes qui reposeraient sur les principes de l'éducation et du droit naturel. Pour cette raison, il estime que la démocratie directe en place en Suisse n'est ni une exception supérieure ni un exemple digne d'être imité.<sup>61</sup>

### 3.1.16 Perspectives dans un pays de l'Union européenne: le cas de l'Allemagne

En Allemagne, c'est dans les marges politiques, à savoir le camp populiste de droite et celui de la gauche écologiste, que les appels à un renforcement de la participation citoyenne et l'intérêt pour le modèle suisse se font sentir. Les membres de l'AfD réclament «plus de démocratie sur le modèle suisse».<sup>62</sup> A première vue, cette revendication semble inhabituelle, car elle faisait jusqu'ici plutôt partie des demandes des initiatives citoyennes de gauche. Comme le démontre Annette Ohme-Reinicke, cette exigence de l'AfD peut toutefois être rattachée à une tradition plus ancienne. Pour des penseurs de droite tels que Carl Schmitt, la démocratie reposant sur les assemblées des *Landesgemeinde* suisses était le modèle à suivre. Dès 1927, renvoyant à la Suisse, il

<sup>59</sup> Walter Kunz, Leserbriefbeitrag NZZ Votum Europa-Debatte, 19. Juli 2010, cité dans Suter, Genese, p. 457. *"Für uns wird in Zukunft nur eines von beiden zu haben sein. Entweder wir bleiben weiterhin bei der bewährten direkten Demokratie in der heutigen Form. Oder wir geben sie, die Demokratie, auf und treten der EU bei, wodurch wir uns deren Gesetzen und Verträgen unterstellen"*

<sup>60</sup> Hans Christophel, Leserbriefbeitrag NZZ Votum Europa-Debatte, 20. Juli 2010, cité dans Suter, Genese, p. 458. *"Es geht darum zu glauben und zu vertrauen und ein paar hundert Jahre Geschichte geben uns Recht, die Schweiz sei das bessere staatspolitische Gebilde, um unsere Interessen langfristig zu verfolgen."*

<sup>61</sup> Andreas Suter, Die Genese der direkten Demokratie: aktuelle Debatten und wissenschaftliche Ergebnisse (Teil 2), in: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte, Bd. 63, Heft 1 (2013) pp. 104-116, particulièrement pp. 112s.

<sup>62</sup> Cf. Annette Ohme-Reinicke, Ein bisschen Schweiz gefällig, in: Kontext: Wochenzeitung, Ausgabe 284, 7. 9. 2016, pp. 1-4. *"mehr Demokratie nach Schweizer Vorbild"*

insistait sur l'importance des procédures démocratiques telles que l'initiative citoyenne et les votations. Pour Schmitt, l'activité la plus essentielle, la compétence et la fonction du peuple, «*le cœur de toute expression populaire, le phénomène démocratique originel [...] [sont] l'acclamation, le cri d'approbation ou de rejet de la foule assemblée. Le peuple acclame un chef [...] il applaudit ou hue, exulte ou gronde, donne des coups dans un bouclier avec ses armes, approuve une décision d'un mot ou la rejette en gardant le silence.*» Pour lui, les votations ne devraient en aucun cas se dérouler à bulletin secret, car cela annihilerait «*l'immédiateté du peuple assemblé [...] en isolant l'individu électeur*». Les procédures de votation de ce type reposent sur une distinction entre ami et ennemi du peuple. La formation d'un jugement sur la base de discussions et de débats n'est pas prévue car, selon Schmitt, ceux-ci détruiraient «*le naturel de la communauté*». <sup>63</sup>

Les appels à l'approfondissement de la démocratie restent aussi toujours présents au-delà des revendications des partis populistes de droite. A cet égard, il convient d'évoquer pour conclure la publication récemment parue de la célèbre historienne de la culture Ute Daniel, *Postheroische Demokratieggeschichte*. <sup>64</sup> En se fondant sur une analyse du développement de la démocratie parlementaire en Angleterre et en Allemagne, l'auteure montre que la conception selon laquelle ces formes de démocratie parlementaire seraient le résultat de luttes héroïques des aïeux et correspondraient à leurs objectifs doit être révisée en profondeur. Le système parlementaire aurait en effet été mis en place au XIX<sup>e</sup> siècle pour répondre à un problème concret que rencontrait la pratique politique d'alors. Il s'agissait à l'époque de créer des gouvernements stables, c'est-à-dire d'aboutir à la coordination d'une majorité parlementaire et d'un pouvoir exécutif. Les appels à l'extension du droit de vote s'expliqueraient moins par des motifs philosophiques que par la nécessité de répondre aux problèmes politiques concrets du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour Ute Daniel, les réflexions visant l'amélioration de la démocratie parlementaire en Allemagne devraient prendre en compte cette conclusion selon laquelle la démocratie parlementaire n'est pas née pour incarner les valeurs des pionniers et des pionnières, mais pour remplir d'autres objectifs. Les réformes pourraient, selon elle, prendre pour modèle, outre les assemblées citoyennes irlandaises, le système politique suisse. Des éléments de démocratie directe inspirés de l'exemple suisse pourraient ainsi être intégrés dans la constitution de l'Etat représentatif qu'est la République fédérale. L'historienne souligne toutefois que le modèle suisse ne serait pas transposable tel quel aux autres pays et aux autres époques, car la capacité durable d'action «d'en bas» reposerait sur des conditions spécifiques à la Suisse: la culture de l'autonomie et le modèle démocratique des assemblées des *Landesgemeinde*. Elle attire en outre l'attention sur le fait que les instruments de démocratie directe tels que le référendum et l'initiative pourraient être détournés par les membres de partis et utilisés pour poursuivre leurs objectifs. <sup>65</sup> Ce point de vue est réaliste, car une instrumentalisation des droits populaires par les partis politiques altérerait leur objectif véritable: offrir un outil d'opposition et la possibilité pour les minorités de faire entendre leurs intérêts.

<sup>63</sup> Carl Schmitt, cité dans Ohme-Reinicke, Ein bisschen Schweiz gefällig, p. 3. "*der Kern jeder volkhaften Äusserung, das demokratische Urphänomen [...] ist die Akklamation, der zustimmende oder ablehnende Zuruf der versammelten Menge. Das Volk akklamiert einem Führer [...] es ruft Hoch oder Nieder, jubelt oder murr, schlägt mit den Waffen an ein Schild, sagt einem Beschluss mit irgendeinem Wort 'Amen' oder verweigert durch Schweigen.*" "*die Unmittelbarkeit des versammelten Volkes [...] durch die Isolierung des einzelnen Stimmberechtigten*" "*das Naturhafte der Gemeinschaft*"

<sup>64</sup> Ute Daniel, *Postheroische Demokratieggeschichte*, Hamburg 2020.

<sup>65</sup> *Ibid.* pp. 152s.

## 1.8 Conclusion du point de vue de l'historien

La recherche sur la perception extérieure a montré que l'ordre politique de certains cantons comme celui de la Confédération dans son ensemble étaient associés à l'adjectif «démocratique» et considérés comme une particularité dès le début des Temps modernes. De plus, en se voyant elle-même comme un système républicain, la Suisse est apparue comme une exception au milieu des Etats monarchiques. Simultanément, la dialectique de la vertu et de la corruption inhérente aux républiques a favorisé la mise en place d'une conscience que les révolutions seraient de temps à autre nécessaires dans les Etats démocratiques, ce qui a avivé l'esprit contestataire. La Suisse a fait partie des pays européens les plus marqués par les révoltes dès le début des Temps modernes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les révoltes et la tradition contestataire sont restées virulentes, faisant de la Suisse le champ d'expérimentation de formes de participation élargies. Des éléments de participation, désignés plus tard sous le terme de «droits populaires», ont été intégrés à différentes constitutions cantonales. Avec l'introduction du référendum législatif facultatif en 1874 et du droit d'initiative portant sur des révisions partielles de la constitution en 1891, le système de la démocratie semi-directe s'est imposé également au niveau de la Confédération.

Le sondage d'opinion a montré que ce système politique était bien accepté par les citoyens et les citoyennes suisses. Les citoyens et les citoyennes des pays de l'Union européenne voisins évaluent eux aussi positivement ce système et trouvent même qu'il devrait être en partie imité dans l'Union européenne afin que celle-ci se démocratise. Il convient donc de se demander pourquoi ce système est connoté aussi positivement.

Il ne faut toutefois pas oublier que l'imposition des droits populaires a été un processus extrêmement conflictuel et violent. Ce sont des émeutes et des mouvements contestataires qui ont conduit à ce résultat. Avec la mise en place des initiatives et des référendums, cette culture de la contestation, qui s'accompagnait d'expéditions violentes, de prises d'otages et de rituels punitifs, est progressivement devenue obsolète. Dès le mouvement démocratique des années 1860, ce sont les manifestations pacifiques qui dominaient. La contestation violente prémoderne a pour ainsi dire été institutionnalisée lorsque des droits populaires ont été introduits.<sup>66</sup> Andreas Suter désigne à juste titre les instruments de démocratie directe comme l'«équivalent fonctionnel»<sup>67</sup> de la violence populaire. En contribuant à réduire la violence des contestations, les droits populaires ont favorisé la stabilité politique du pays. L'historien Caspar Hirschi les considère très justement comme un «vaccin contre les révoltes sanglantes».<sup>68</sup> La perception de la Suisse comme pays modèle stable contribue à asseoir son image positive. La conclusion selon laquelle les droits populaires ont été établis au terme d'âpres conflits pose toutefois la question des éléments susceptibles de déclencher un processus de démocratisation dans les pays de l'Union européenne. Si ce processus devait se dérouler selon la «logique sociale» des mouvements démocratiques suisses, on ne pourrait probablement guère s'attendre à ce que les élites en prennent l'initiative. Un

<sup>66</sup> Cf. Rolf Graber, Die Entstehung der direkten Demokratie im Aargau im Kontext der Demokratiebewegungen in anderen Mediationskantonen, in: Béatrice Ziegler, Andreas Glaser (éd.), Direkte Demokratie im Kanton Aargau in Geschichte und Gegenwart (Schriften zur Demokratieforschung 15), Zurich, Bâle, Genève 2020, pp. 21-31, en particulier p. 29.

<sup>67</sup> Suter, Die Genese der direkten Demokratie (Teil 1), p. 469.

<sup>68</sup> Cf. Caspar Hirschi, Der Protest als Teil der direkten Demokratie, in: NZZ am Sonntag, 7. 10. 2021.

processus de démocratisation pourrait s'amorcer en présence de mouvements de protestation qu'attiseraient les problèmes sociétaux actuels, qui exprimeraient des revendications concrètes et qui réclameraient en même temps des possibilités de participation.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les revendications en faveur d'une plus grande participation politique ont toujours été liées à des postulats matériels et sociaux. Les mouvements démocratiques du XIX<sup>e</sup> siècle étaient orientés simultanément contre la démocratie représentative, privilégiée par les libéraux, qui excluait les formes de participation de la démocratie directe, et contre la voie de modernisation capitaliste libérale, qui faisait de nombreux perdants et perdantes. Cette capacité d'action de la base a permis un ajustement constant des idées politiques aux évolutions de la société. L'accompagnement des élans démocratiques par des réformes sociales reste présent dans la conscience de la population suisse et contribue plus encore à la perception positive des fondements de la démocratie directe.

La démocratie semi-directe garantissait incontestablement mieux la capacité d'action de la base que la démocratie représentative. Les droits populaires offraient des possibilités d'intervention et de participation efficaces. Ils favorisaient le contrôle et la limitation des pouvoirs exécutif et législatif. Les référendums servaient à maintenir le statu quo et avaient pour but d'empêcher les lois impopulaires. De ce fait, ils ont contribué indirectement à l'amélioration de l'acceptation des lois existantes et à la légitimité des actions de l'Etat. Cela se remarque dans les constatations tirées du sondage d'opinion, qui a révélé que les résultats et les règles bénéficiaient, comme les possibilités de participation, d'un taux d'approbation élevé. Contrairement aux référendums, les initiatives recelaient un potentiel de changement.<sup>69</sup> Entre 1891 et le 14 octobre 2021, 347 initiatives ont vu le jour. Parmi elles, 223 ont donné lieu à une votation, et 23 ont été acceptées, ce qui correspond à un taux de réussite de 10,3%.<sup>70</sup> Il convient cependant de noter que même les initiatives qui n'ont pas été adoptées ont abouti à une contre-proposition et à une modification du statu quo ou à des réformes partielles. Une étude qui prend également cette option en considération conclut à un taux de réussite de 50%.<sup>71</sup> Il est particulièrement remarquable que, parmi les 23 initiatives acceptées, trois ont eu pour conséquence la consolidation ou le rétablissement du système de démocratie directe: l'introduction de l'élection proportionnelle du Conseil national (1918), le référendum en matière de traités internationaux (1921) et l'initiative pour un retour à la démocratie directe (1949).

Il faut enfin faire remarquer que les systèmes politiques républicains tendent à s'isoler de l'extérieur en n'accordant les droits civiques qu'à un groupe privilégié. Cela était vrai dans l'ancienne Confédération comme dans les cités-républiques et dans les cantons campagnards. Cette tradition républicaine «exclusive» a eu des effets jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, car les pauvres, les apatrides, les Juifs et les femmes sont longtemps restés exclus des droits civiques. Des interventions internationales ont été nécessaires pour supprimer ces exclusions.<sup>72</sup> Ce n'est que lorsque les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas ont conditionné la conclusion d'accords commerciaux à l'octroi de la pleine liberté

<sup>69</sup> Bernhard Degen, Artikel: Volksinitiative, in: Historisches Lexikon der Schweiz (HLS), Bd. 13.

<sup>70</sup> Chiffres cités selon <https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/droits-politiques/initiatives-populaires.html>

<sup>71</sup> Gabriela Rohner, Die Wirksamkeit von Volksinitiativen im Bund, 1848–2010, Zurich 2012.

<sup>72</sup> Pour ces influences et d'autres références bibliographiques, voir Graber, Demokratie und Revolten, p. 199.

d'établissement aux Juifs que l'égalité devant le tribunal et le droit de vote aux niveaux fédéral et cantonal ont été accordés à ces derniers. C'était en 1856. Le canton d'Argovie, qui comptait alors le plus de Juifs, a dû être contraint par arrêté fédéral d'appliquer ces dispositions. La longue absence de droit de vote et d'éligibilité des femmes a également entraîné des problèmes avec l'étranger. Les mentalités n'ont commencé à évoluer que lorsque la Suisse a vu son adhésion au Conseil de l'Europe mise en péril et qu'elle a été de plus en plus pressée par la communauté internationale de ratifier la Convention européenne des droits de l'homme. La pression extérieure ainsi que la mobilisation suscitée par les associations féminines et le nouveau mouvement féministe ont abouti à l'introduction du droit de vote et d'éligibilité des femmes au niveau de la Confédération en 1971. Dans ce cas aussi, un canton, Appenzell Rhodes-Intérieures, a dû être forcé d'appliquer la disposition.

Cela montre que l'évolution de la démocratie semi-directe en Suisse est une histoire d'exclusion et d'inclusion. Mesurée à l'aune de la valeur universelle de la dignité humaine considérée comme une utopie réaliste d'une société équitable, la variante supposément la plus évoluée du développement démocratique reste un projet inachevé qui dépasse les spécificités nationales.

## 4 Constatations

### 1.9 Comparaison entre la Suisse et les pays limitrophes

#### 4.1.1 La satisfaction générale

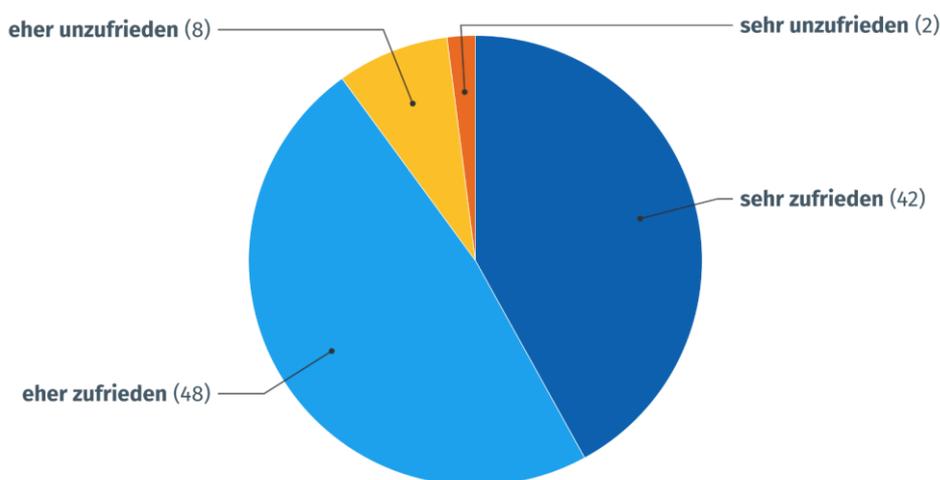
D'une manière générale, Monsieur et Madame «Tout-le-monde» en Suisse sont satisfait-es de leur système politique:

Graphique2

#### Zufriedenheit politisches System Schweiz

"In einem ersten Schritt geht es um Ihre Einschätzung des politischen Systems der Schweiz. Wie zufrieden sind Sie generell mit dem politischen System der Schweiz?"

in % der Schweizer Wohnbevölkerung



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Zufriedenheit politisches System Schweiz	Satisfaction à l'égard du système politique de la Suisse
"In einem ersten Schritt geht es um Ihre Einschätzung des politischen Systems der Schweiz. Wie zufrieden sind Sie generell mit dem politischen System der Schweiz?"	«Avant tout, nous aimerions connaître votre avis sur le système politique en Suisse. De manière générale, quel est votre niveau de satisfaction par rapport au système politique suisse?»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	En % de la population qui réside en Suisse
eher unzufrieden (8)	Plutôt insatisfaisant (8)
sehr unzufrieden (2)	Pas du tout satisfaisant (2)
sehr zufrieden (42)	Très satisfaisant (42)
eher zufrieden (48)	Plutôt satisfaisant (48)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

90% de l'ensemble des habitant-es âgés de 18 ans et plus se déclarent plus ou moins résolument satisfait-es du système politique suisse, tandis qu'en marge, 10% affirment

leur insatisfaction. Le niveau de confiance élevé régulièrement mesuré des Suisses à l'égard de la politique de leur pays est donc également confirmé en septembre 2021. L'enthousiasme n'est en revanche pas total: environ la moitié de la satisfaction se montre résolue, tandis que l'autre moitié émet certaines réserves quant à sa bienveillance.

Au niveau des partisan-es des partis, ceux du PVL et du Centre (respectivement 100% de très/plutôt satisfait-es) et du PLR (99%) sont les plus satisfait-es. Les sympathisant-es des Vert-es (94%) et du PS (91%) sont un peu moins satisfait-es. Les partisan-es de l'UDC et les personnes non liées à un parti sont clairement les moins satisfait-es si l'on considère que seuls 77% et 78% sont respectivement plutôt ou très satisfaits du système politique suisse.

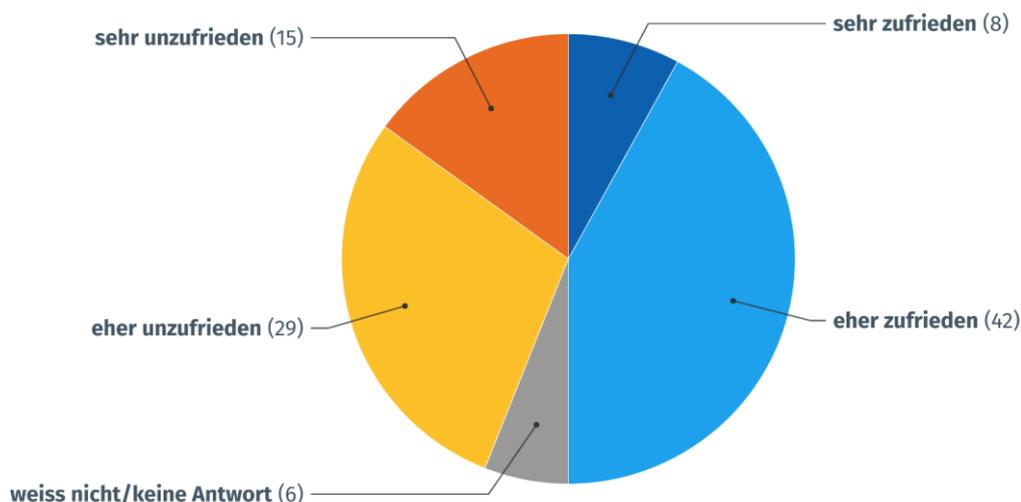
La satisfaction générale des habitant-es de l'UE à l'égard de leur système politique se présente clairement différemment:

Graphique3

### Zufriedenheit politisches System EU

"In einem ersten Schritt geht es um Ihre Einschätzung des politischen Systems der EU. Wie zufrieden sind Sie generell mit dem politischen System der EU?"

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit politisches System EU	Satisfaction à l'égard du système politique de l'UE
"In einem ersten Schritt geht es um Ihre Einschätzung des politischen Systems der EU. Wie zufrieden sind Sie generell mit dem politischen System der EU?"	«Avant tout, nous aimerions connaître votre avis sur le système politique de l'UE. De manière générale, quel est votre niveau de satisfaction par rapport au système politique de l'UE?»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	En % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
sehr unzufrieden (15)	Pas du tout satisfaisant (15)
sehr zufrieden (8)	Très satisfaisant (8)

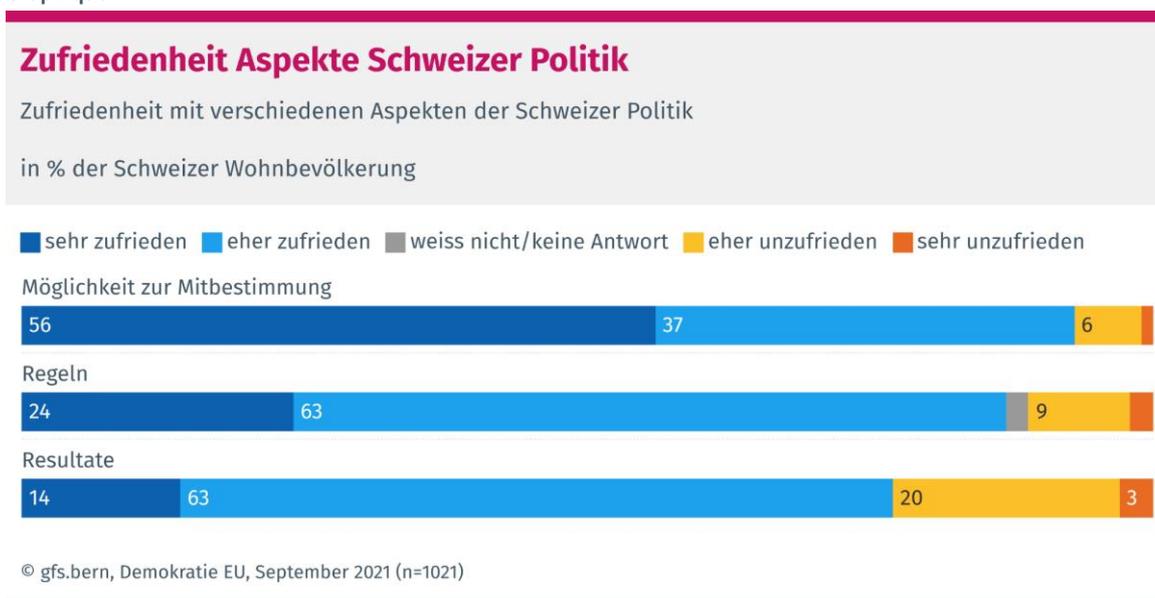
eher unzufrieden (29)	Plutôt insatisfaisant (29)
eher zufrieden (42)	Plutôt satisfaisant (42)
weiss nicht/keine Antwort (6)	Ne sais pas / pas de réponse (6)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Une petite majorité de 50% de l'ensemble des sondé-es dans les pays de l'UE limitrophes sont, de manière générale, satisfait-es du système politique de l'UE. La satisfaction résolue occupe clairement une position minoritaire. A contrario, une minorité non négligeable de 44% se déclare plutôt ou résolument insatisfaite.

Ainsi, la satisfaction des habitant-es de la Suisse et des pays européens limitrophes interrogés à l'égard de leur système politique présente déjà une différence à un niveau général: les sondé-es des pays étrangers proches sont clairement moins satisfait-es.

En considérant les différentes sous-dimensions de la satisfaction générale, on distingue les points qui présentent un potentiel d'amélioration du point de vue des sondés suisses:

Graphique4



Zufriedenheit Aspekte Schweizer Politik	Satisfaction à l'égard d'aspects de la politique suisse
Zufriedenheit mit verschiedenen Aspekten der Schweizer Politik in % der Schweizer Wohnbevölkerung	Satisfaction à l'égard de différents aspects de la politique suisse en % de la population résidant en Suisse
sehr zufrieden	Très satisfaisant
eher zufrieden	Plutôt satisfaisant
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufrieden	Plutôt insatisfaisant
sehr unzufrieden	Pas du tout satisfaisant
Möglichkeit zur Mitbestimmung	Possibilité de participation à la prise de décision
Regeln	Règles
Resultate	Résultats

© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)
--	--

C'est concernant les possibilités de participation à la prise de décision que le degré de satisfaction est le plus élevé, avec 93% de plutôt/très satisfait-es. 87% des habitant-es de Suisse interrogé-es se déclarent au moins «plutôt satisfait-es» des règles politiques, étant précisé toutefois que la proportion de «plutôt satisfait-es» (63%) domine clairement par rapport aux résolument satisfait-es. De toute évidence, cette dimension offre de premiers indices quant aux domaines de la démocratie suisse dans lesquels des lacunes ont été relevées par les habitant-es. C'est au niveau des résultats de la politique suisse que l'insatisfaction est la plus grande, même si elle reste minime. 23% des habitant-es interrogé-es se déclarent plutôt ou très insatisfait-es à cet égard. Associée aux 63% de plutôt satisfait-es, cette dimension donne également une idée des écarts dans la satisfaction générale à l'égard du système politique de la Suisse.

Si l'on prend en compte les affinités politiques, on constate que presque tous les partis affichent des valeurs de satisfaction comprises entre 97 et 100% au niveau des possibilités de participation à la prise de décision. Les seules exceptions sont l'UDC (87% de très/plutôt satisfait-es) et les personnes non liées à un parti (77%). En ce qui concerne les règles politiques, les partisan-es du PVL, du Centre et du PLR sont les plus satisfait-es (94 à 98%), tandis que le PES (84%), le PS (88%) et l'UDC (86%) affichent des valeurs de satisfaction plus basses. C'est chez les personnes non liées à un parti que la satisfaction est la plus basse, avec 67%. Au niveau des résultats, les sympathisant-es du PLR et du Centre sont les plus satisfait-es (89%), suivis de l'UDC (78%). Le PVL et le PS occupent le troisième rang avec 72% de plutôt/très satisfait-es. Les plus insatisfait-es sont le PES (63%) et les personnes non liées à un parti (56%).

Ces premières observations confirment les priorités définies dans le discours démocratique public tenu actuellement. Il ressort clairement que la critique frappe plus fortement les résultats du système que les raisons systémiques de ces résultats. C'est la dimension de la participation au système qui semble susciter le plus de réactions bienveillantes; au vu de l'importance accordée à l'élément de la démocratie directe dans le discours public actuel, ce n'est pas très étonnant.

Dans les pays de l'UE limitrophes, le niveau de satisfaction est nettement plus bas concernant toutes les sous-dimensions de la démocratie:

Graphique5

### Zufriedenheit Aspekte EU-Politik

Zufriedenheit mit verschiedenen Aspekten der EU-Politik

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Aspekte EU-Politik	Satisfaction à l'égard d'aspects de la politique de l'UE
Zufriedenheit mit verschiedenen Aspekten der EU-Politik in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	Satisfaction à l'égard de différents aspects de la politique de l'UE en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
sehr zufrieden	Très satisfaisant
eher zufrieden	Plutôt satisfaisant
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufrieden	Plutôt insatisfaisant
sehr unzufrieden	Pas du tout satisfaisant
Möglichkeit zur Mitbestimmung	Possibilité de participation à la prise de décision
Regeln	Règles
Resultate	Résultats
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Avec 48% de plutôt ou très satisfait-es, une majorité relative des résident-es des pays limitrophes porte un jugement positif sur les possibilités de participation et les règles démocratiques, étant précisé que, concernant ces dernières, l'incertitude des habitant-es (7% de «ne sais pas / pas de réponse») est un peu plus élevée que pour les autres dimensions. Une (petite) majorité de 51% est plutôt ou très insatisfaite des résultats, tandis que 43% des habitant-es interrogé-es sont plutôt ou très satisfait-es.

#### 4.1.2 Satisfaction à l'égard des possibilités de participation

Pour ce qui est des possibilités concrètes de participation aux décisions en Suisse, les habitant-es sont le plus satisfait-es concernant la possibilité de voter au sujet de lois et de modifications de la constitution, les interventions politiques issues de la population et les possibilités de modifier les listes des partis lors de l'élection du Parlement:

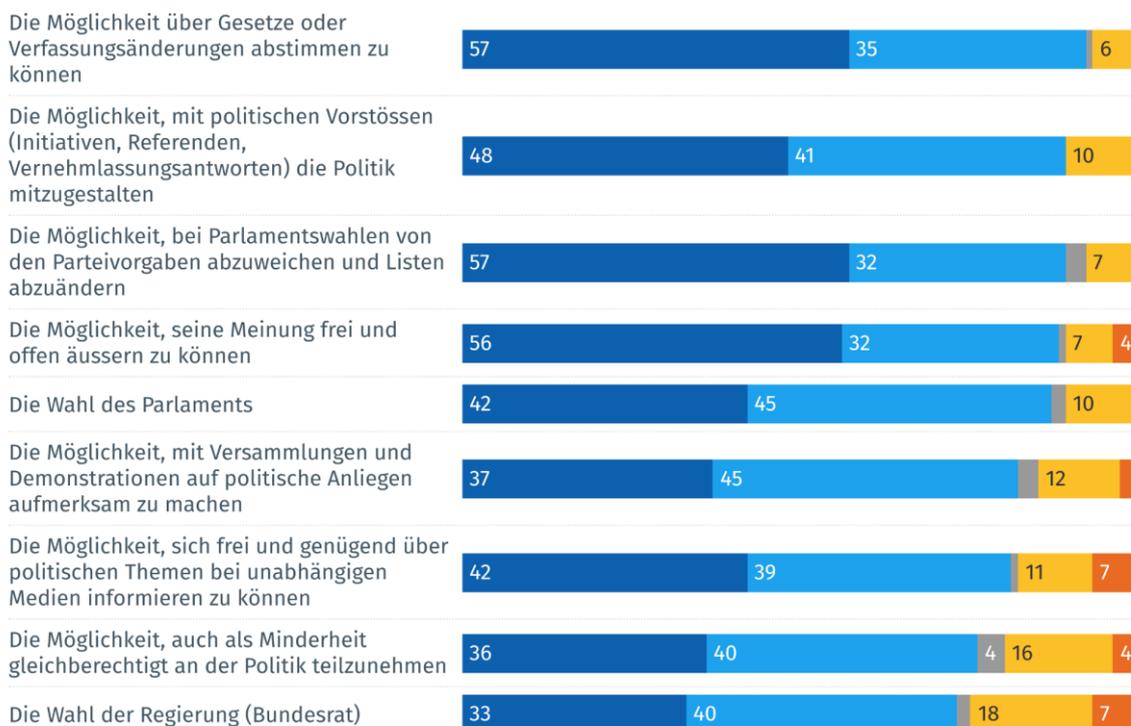
Graphique6

## Zufriedenheit Aspekte der politischen Mitbestimmung

"In der Schweiz gibt es verschiedene Formen von Mitbestimmung bei der Schweizer Politik. Wie zufriedenstellend sind aus Ihrer Sicht die folgenden Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung in der Schweiz gelöst?"

in % der Schweizer Wohnbevölkerung

■ sehr zufriedenstellend gelöst ■ eher zufriedenstellend gelöst ■ weiss nicht/keine Antwort ■ eher unzufriedenstellend gelöst ■ sehr unzufriedenstellend gelöst



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Zufriedenheit Aspekte der politischen Mitbestimmung	Satisfaction à l'égard des aspects de la participation à la prise de décision politique
"In der Schweiz gibt es verschiedene Formen von Mitbestimmung bei der Schweizer Politik. Wie zufriedenstellend sind aus Ihrer Sicht die folgenden Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung in der Schweiz gelöst?"	«En Suisse, il existe différentes formes de participation à la politique nationale. D'après vous, dans quelle mesure l'organisation des possibilités de participation politique ci-après est-elle satisfaisante en Suisse?»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	En % de la population qui réside en Suisse
sehr zufriedenstellend gelöst	Organisation très satisfaisante
eher zufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt satisfaisante
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt pas satisfaisante
sehr unzufriedenstellend gelöst	Organisation pas du tout satisfaisante
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution

Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Wahl des Parlaments	L'élection du Parlement
Die Möglichkeit, mit Versammlungen und Demonstrationen auf politische Anliegen aufmerksam zu machen	La possibilité d'attirer l'attention sur des préoccupations politiques au moyen de rassemblements et de manifestations
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Wahl der Regierung (Bundesrat)	L'élection du gouvernement (Conseil fédéral)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

Les différences entre les diverses possibilités de participation politique ne sont toutefois pas très grandes: chacune des options de participation bénéficie d'un soutien majoritaire comparable de la part de la population suisse. L'insatisfaction, même si elle est minoritaire, concerne en premier lieu l'élection du Conseil fédéral (25% -> organisée de manière plutôt / très insatisfaisante), la participation politique de minorités (20%) et la formation de l'opinion à l'aide de médias indépendants (18%).

Pour tous les partis ainsi que pour les personnes non liées à un parti, on observe que l'élection du Conseil fédéral génère de l'insatisfaction, car la proportion de «très/plutôt satisfaisante» (entre 49 et 84%) est plus faible que pour d'autres possibilités de participation à la prise de décision. Pour tous les partis, exception faite de l'UDC et des personnes non liées à un parti, des valeurs de satisfaction plus basses sont également obtenues concernant la participation politique des minorités. Les partisan-es de l'UDC et les personnes non liées à un parti se déclarent insatisfait-es notamment en ce qui concerne les rassemblements et manifestations (respectivement 70% et 51%) et la formation indépendante de l'opinion (66% et 43%).

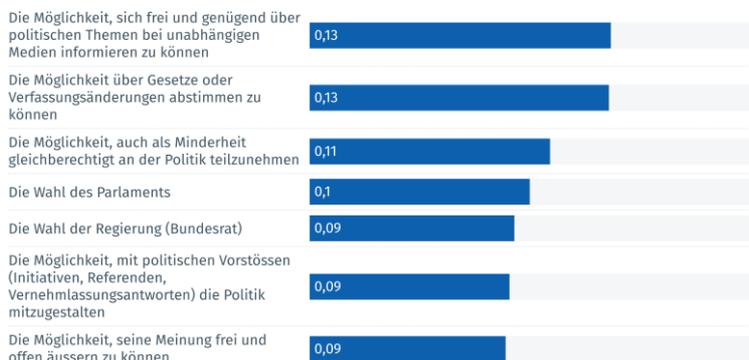
Graphique7

### Einfluss konkreter Mitbestimmungsmöglichkeiten auf die allgemeine Zufriedenheit mit politischer Mitbestimmung in der Schweiz

Schweizer Wohnbevölkerung

Blau: Richtung "zufrieden mit politischer Mitbestimmung"

Orange: Richtung "unzufrieden mit politischer Mitbestimmung"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021); Erklärungsgrad: 24%

13

Einfluss konkreter Mitbestimmungsmöglichkeiten auf die allgemeine Zufriedenheit mit politischer Mitbestimmung in der Schweiz	Influence des possibilités concrètes de participation à la prise de décision sur la satisfaction générale en matière de participation politique en Suisse
Schweizer Wohnbevölkerung	Population qui réside en Suisse
Blau: Richtung "zufrieden mit politischer Mitbestimmung"	Bleu: tendance «satisfait-es à l'égard de la participation politique»
Orange: Richtung "unzufrieden mit politischer Mitbestimmung"	Orange: tendance «non satisfait-es à l'égard de la participation politique»
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021); Erklärungsgrad: 24%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021); force explicative: 24%
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Wahl des Parlaments	L'élection du Parlement
Die Wahl der Regierung (Bundesrat)	L'élection du gouvernement (Conseil fédéral)
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement

**EXPLICATION:** La méthode de régression linéaire utilisée décrit la présence de l'influence de variables indépendantes (par ordre décroissant) sur une variable dépendante. La couleur permet de distinguer si un élément a contribué plutôt à la satisfaction (bleu) ou plutôt à l'insatisfaction (orange). Le R<sup>2</sup> est un coefficient de détermination qui désigne la part

expliquée de la variance de la variable dépendante par toutes les variables indépendantes du modèle – plus la valeur est proche de 1, plus la force explicative du modèle est importante. Les éléments qui n'apparaissent pas dans le graphique n'ont aucune influence.

Tous les éléments individuels ne contribuent pas dans la même mesure à l'opinion en ce qui concerne la satisfaction générale à l'égard de la participation politique en Suisse. Sans surprise, la satisfaction à l'égard de la participation politique en Suisse est renforcée par la satisfaction à l'égard de la possibilité de voter au sujet de lois ou de modifications constitutionnelles. Un autre facteur impactant fortement l'opinion est la satisfaction à l'égard de la possibilité de s'informer librement sur des thèmes politiques auprès de médias indépendants. Ces deux aspects sont perçus positivement par la population suisse et conduisent directement à une vision généralement positive de la participation politique. Fondamentalement, l'égalité des droits en matière de participation politique pour les minorités, l'élection du gouvernement et du Parlement et la liberté d'expression renforcent cette vue globalement positive. A contrario, ces aspects fournissent également des pistes concernant le niveau marginal d'insatisfaction à l'égard de la participation politique en Suisse: les personnes qui expriment des difficultés à s'informer librement par le biais de médias indépendants, qui estiment que les minorités ne sont pas suffisamment intégrées, ou qui émettent des contestations à l'encontre de l'élection actuelle du gouvernement tendent plus fortement vers une vision critique. Etant donné qu'il s'agit là d'un nombre réduit de personnes, la critique à l'égard de la participation politique provient clairement d'une minorité.

Dans les **PAYS LIMITOPHES**, la population n'est majoritairement satisfaite que d'une partie des possibilités de participation:

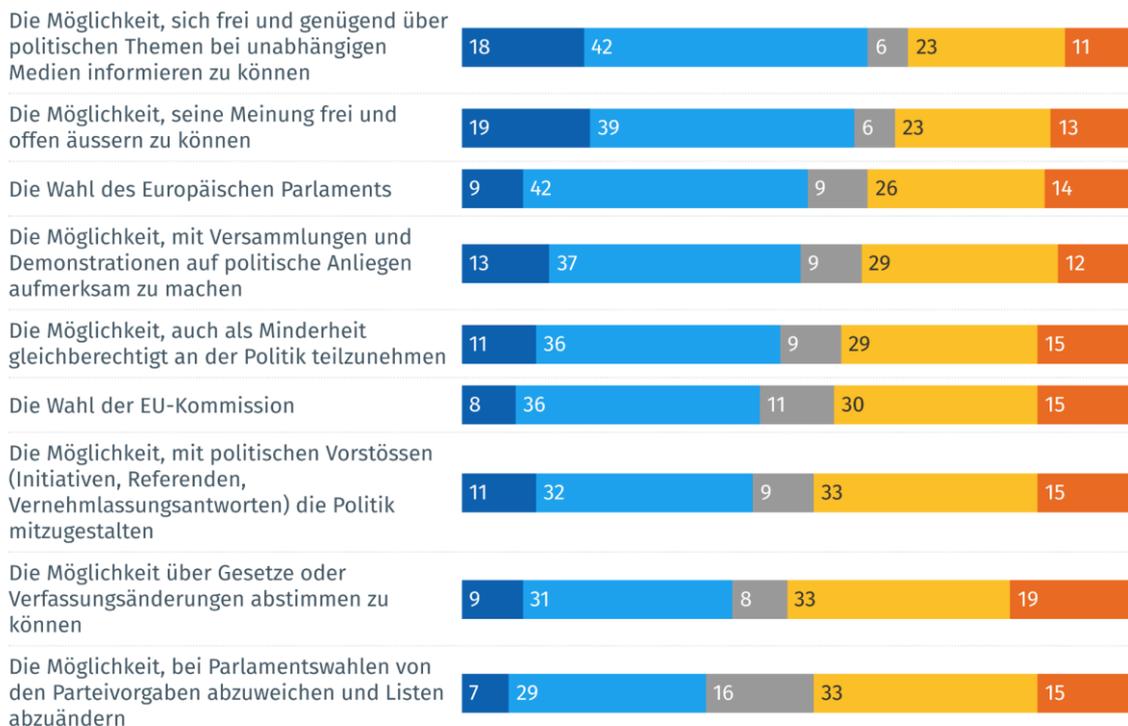
Graphique8

### Zufriedenheit Aspekte der politischen Mitbestimmung EU

"In der Europäischen Union gibt es verschiedene Formen von Mitbestimmung bei der Politik. Wie zufriedenstellend sind aus Ihrer Sicht die folgenden Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung in der EU gelöst?"

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

■ sehr zufriedenstellend gelöst ■ eher zufriedenstellend gelöst ■ weiss nicht/keine Antwort ■ eher unzufriedenstellend gelöst ■ sehr unzufriedenstellend gelöst



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Aspekte der politischen Mitbestimmung EU	Satisfaction à l'égard des aspects de la participation à la prise de décision politique de l'UE
"In der Europäischen Union gibt es verschiedene Formen von Mitbestimmung bei der Politik. Wie zufriedenstellend sind aus Ihrer Sicht die folgenden Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung in der EU gelöst?"	«Dans l'Union européenne, il existe différentes formes de participation à la politique. D'après vous, dans quelle mesure l'organisation des possibilités de participation politique ci-après est-elle satisfaisante en UE?»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	En % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
sehr zufriedenstellend gelöst	Organisation très satisfaisante
eher zufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt satisfaisante
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt pas satisfaisante
sehr unzufriedenstellend gelöst	Organisation pas du tout satisfaisante
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions

unabhängigen Medien informieren zu können	politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Wahl des Europäischen Parlaments	L'élection du Parlement européen
Die Möglichkeit, mit Versammlungen und Demonstrationen auf politische Anliegen aufmerksam zu machen	La possibilité d'attirer l'attention sur des préoccupations politiques au moyen de rassemblements et de manifestations
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Wahl der EU-Kommission	L'élection de la Commission européenne
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives

On constate une satisfaction majoritaire au niveau de la liberté de formation de l'opinion via les médias indépendants (60% de plutôt/très satisfait-es), de la liberté d'opinion (58%) et de l'élection du Parlement européen (51%). La possibilité de participer à des manifestations politiques divise les habitant-es: tout juste 50% des sondé-es tendent à se déclarer satisfait-es à cet égard. L'insatisfaction se situe surtout au niveau de la modification des listes pour les élections (48% -> organisation plutôt/très insatisfaisante), des votations aux niveaux législatif et constitutionnel (52%), des actions politiques (48%), de l'élection de la Commission européenne (45%) et de la participation pour les minorités (44%).

Pour ce qui est de l'impact de ces éléments sur la satisfaction générale vis-à-vis de la participation politique, on constate de nettes différences, ce qui est significatif:

Graphique9

### Einfluss konkreter Mitbestimmungsmöglichkeiten auf allgemeine Zufriedenheit mit Mitbestimmungsmöglichkeiten in EU

Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

Blau: Richtung "zufrieden mit Regeln EU-Politik"

Orange: Richtung "unzufrieden mit Regeln EU-Politik"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 43%

15

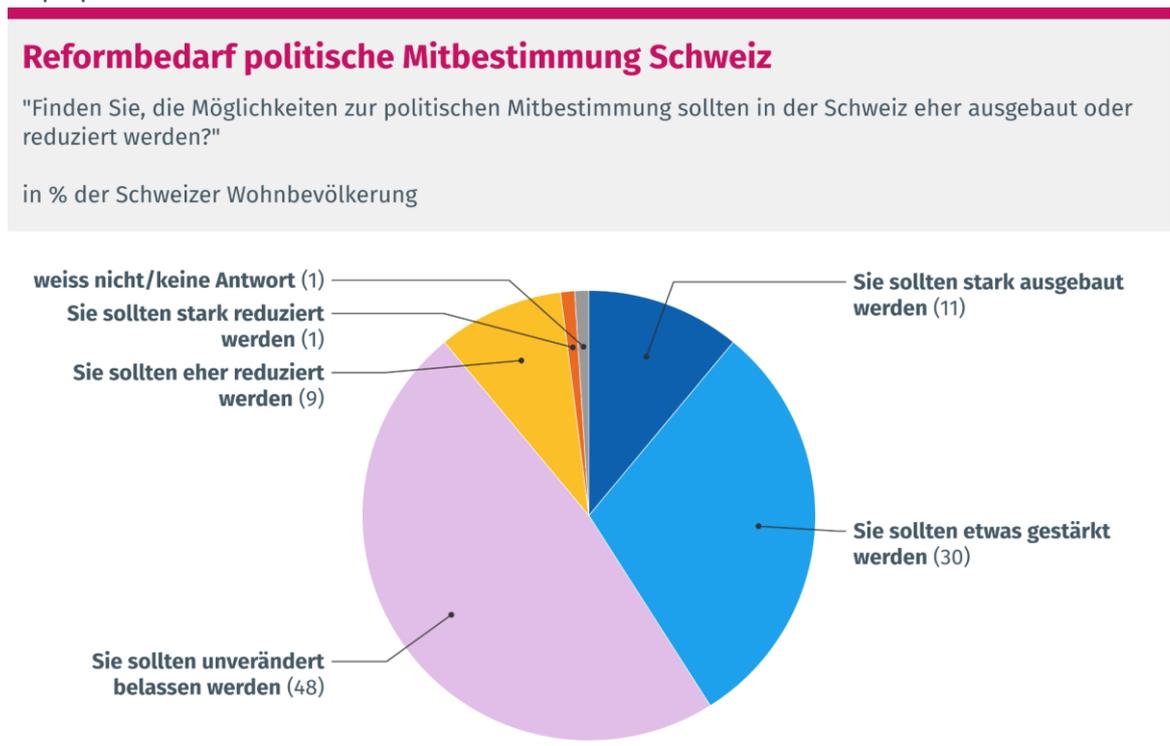
Einfluss konkreter Mitbestimmungsmöglichkeiten auf allgemeine Zufriedenheit mit Mitbestimmungsmöglichkeiten in EU	Influence des possibilités concrètes de participation à la prise de décision sur la satisfaction générale à l'égard des possibilités de participation à la prise de décision dans l'UE
Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	Résident-es des pays limitrophes (à l'exclusion du Liechtenstein)
Blau: Richtung "zufrieden mit Regeln EU-Politik"	Bleu: tendance «satisfait-es des règles de la politique de l'UE»
Orange: Richtung "unzufrieden mit Regeln EU-Politik"	Orange: tendance «insatisfait-es des règles de la politique de l'UE»
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 43%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays) ; force explicative 43%
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Wahl des Europäischen Parlaments	L'élection du Parlement européen
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstößen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Wahl der EU-Kommission	L'élection de la Commission européenne
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives

C'est clairement l'évaluation de la possibilité de voter au sujet de lois et de modifications de la constitution qui influe le plus sur cette satisfaction générale. C'est donc un aspect individuel qui, selon une majorité des sondé-es en UE, n'est pas résolu de manière satisfaisante, qui influe le plus – et de loin – l'opinion.

### 4.1.3 Besoin de réforme au niveau de la participation politique

Près de la moitié des sondé-es résidant en Suisse (48%) aimerait laisser les possibilités de participation à la prise de décision telles qu'elles sont actuellement:

Graphique10



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

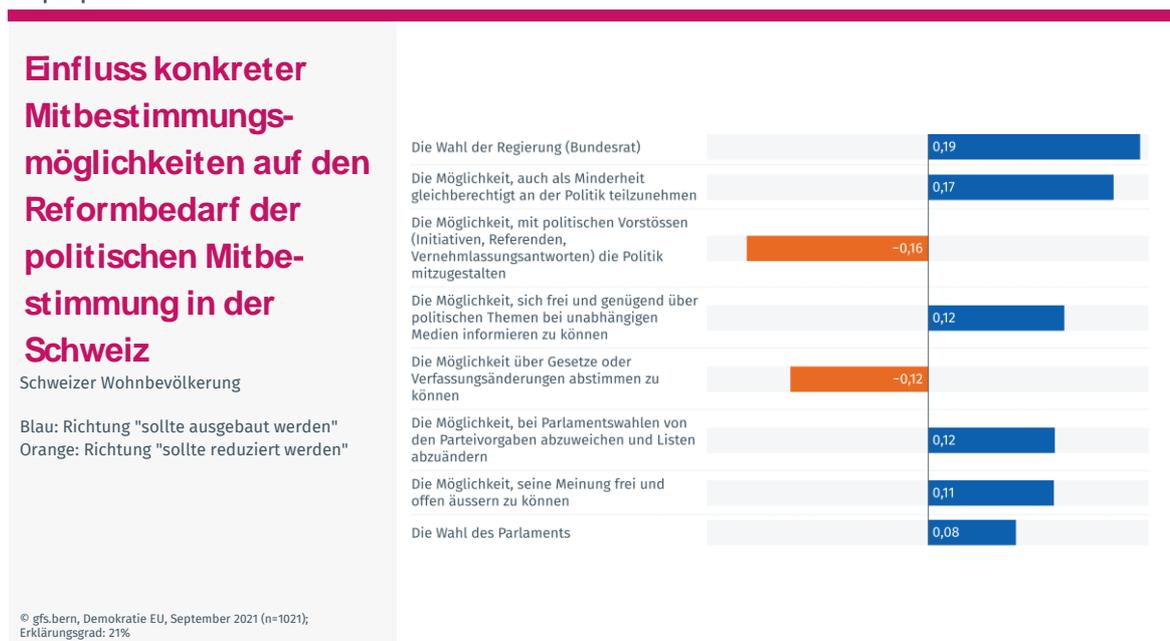
Reformbedarf politische Mitbestimmung Schweiz	Besoin de réforme au niveau de la participation politique en Suisse
"Finden Sie, die Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung sollten in der Schweiz eher ausgebaut oder reduziert werden?"	«Estimez-vous que les possibilités de participation politique devraient plutôt être renforcées ou réduites en Suisse?»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	En % de la population qui réside en Suisse
weiss nicht/keine Antwort (1)	Ne sais pas / pas de réponse (1)
Sie sollten stark reduziert werden (1)	Elles devraient être sensiblement réduites (1)
Sie sollten eher reduziert werden (9)	Elles devraient être légèrement réduites (9)
Sie sollten stark ausgebaut werden (11)	Elles devraient être sensiblement renforcées (11)
Sie sollten etwas gestärkt werden (30)	Elles devraient être légèrement renforcées (30)
Sie sollten unverändert belassen werden (48)	Elles devraient rester inchangées (48)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

Parmi les habitant-es qui estiment qu'une réforme est nécessaire au niveau de la participation politique, la majorité est pour un renforcement des possibilités de participation à la prise de décision. Plus précisément, 41% des personnes interrogées souhaitent un renforcement plus ou moins prononcé, tandis que 11% se déclarent résolument favorables à un renforcement très marqué.

En ce qui concerne les affinités politiques, il apparaît que les personnes non liées à un parti (58% -> légèrement/sensiblement renforcées), les sympathisant-es des Vert-es (52%) et l'UDC (50%) se déclarent favorables à un renforcement. Les moins favorables à un renforcement sont le Centre (19%) et le PLR (22%), tandis que le PVL se positionne au milieu (27%).

Dans l'ensemble, on distingue donc une majorité relative de personnes souhaitant le statu quo, mais également un besoin de renforcement non négligeable. Les souhaits de réduction occupent une place clairement minoritaire et ne sont pas au cœur de la discussion actuelle.

Graphique11



Einfluss konkreter Mitbestimmungsmöglichkeiten auf den Reformbedarf der politischen Mitbestimmung in der Schweiz	Influence des possibilités concrètes de participation à la prise de décision sur le besoin de réforme au niveau de la participation politique en Suisse
Schweizer Wohnbevölkerung	Population qui réside en Suisse
Blau: Richtung "sollte ausgebaut werden" Orange: Richtung "sollte reduziert werden"	Bleu: tendance «devrait être renforcée» Orange: tendance «devrait être réduite»
Die Wahl der Regierung (Bundesrat)	L'élection du gouvernement (Conseil fédéral)
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun

Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Wahl des Parlaments	L'élection du Parlement
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021); Erklärungsgrad: 21%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021); force explicative: 21%

Le contenu et la répartition des souhaits de renforcement, en particulier, ne sont pas surprenants. Ils sont surtout liés à des questions se rapportant à l'élection du Conseil fédéral, de la participation de minorités et de la possibilité de s'informer librement auprès de médias indépendants. Toute personne qui se penche sérieusement sur ces questions souhaite un renforcement sensible. Le souhait marginal de réduction, en revanche, va de pair avec une critique ponctuelle des instruments de la démocratie directe.

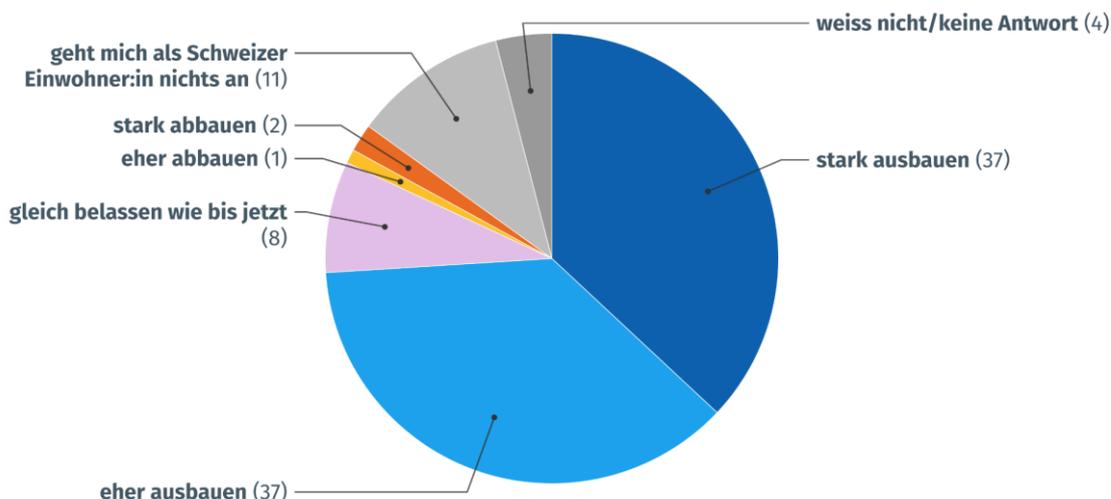
En ce qui concerne les possibilités de participation aux décisions dans l'Union européenne, Monsieur et Madame Tout-le-monde en Suisse constatent un besoin de renforcement nettement plus marqué:

Graphique12

### Reformbedarf politische Mitbestimmung EU

"Ganz generell, was ist Ihr Eindruck, soll die Europäische Union die eigenen Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung..."

in % der Schweizer Wohnbevölkerung



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Reformbedarf politische Mitbestimmung EU	Besoin de réforme en matière de participation politique en UE
"Ganz generell, was ist Ihr Eindruck, soll die Europäische Union die eigenen Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung..."	«De manière générale, pensez-vous que l'Union européenne devrait renforcer ou réduire ses propres possibilités de participation politique?»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	En % de la population qui réside en Suisse
geht mich als Schweizer Einwohnerin nichts an (11)	Habitant en Suisse, cela ne me regarde pas (11)
stark abbauen (2)	Les réduire sensiblement (2)
eher abbauen (1)	Les réduire légèrement (1)
gleich belassen wie bis jetzt (8)	Les laisser telles quelles (8)
weiss nicht/keine Antwort (4)	Ne sais pas / pas de réponse (4)
stark ausbauen (37)	Les renforcer sensiblement (37)
eher ausbauen (37)	Les renforcer légèrement (37)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

74% des sondé-es résidant en Suisse renforceraient légèrement ou même sensiblement les possibilités de participation politique en UE. 11% considèrent que cela ne les regarde pas en tant que résident-es Suisse. 8% privilégieraient le statu quo, tandis que 3% seulement des personnes interrogées envisageraient une réduction.

En ce qui concerne les affinités politiques, il apparaît qu'un renforcement des droits de participation à la prise de décision politique en UE est surtout favorisé par les partis de gauche (entre 83 et 86% -> «légèrement/sensiblement renforcées»). Chez les partisan-

es de l'UDC et les personnes non liées à un parti, 60% demandent un renforcement des possibilités de participation à la prise de décision en UE.

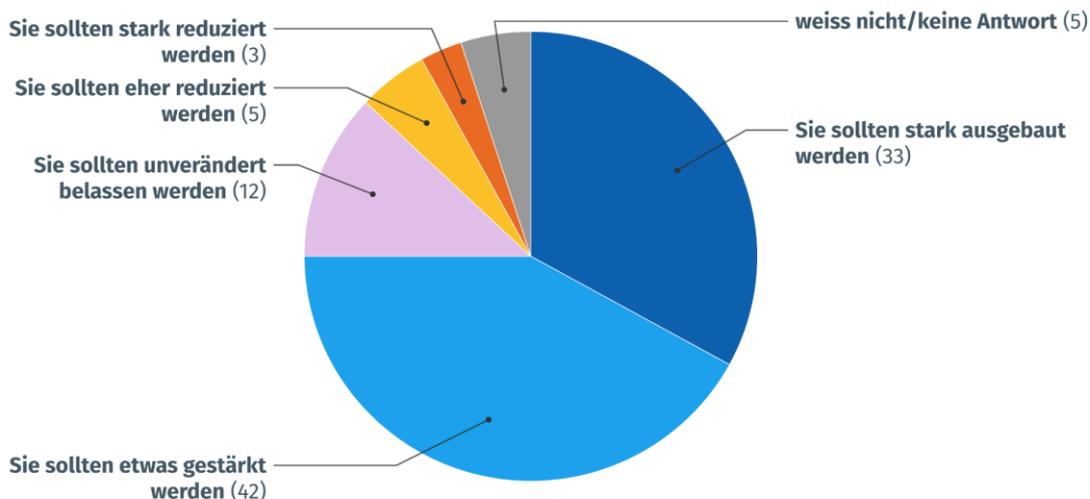
Dans les pays limitrophe, 75% des résident-es interrogés souhaiteraient renforcer plus ou moins résolument les possibilités de participation politique:

Graphique13

### Reformbedarf Mitbestimmung EU-Politik

"Finden Sie, die Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung sollten in der Europäischen Union eher ausgebaut oder reduziert werden?"

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Reformbedarf Mitbestimmung EU-Politik	Besoin de réforme au niveau de la participation à la prise de décision politique de l'UE
"Finden Sie, die Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung sollten in der Europäischen Union eher ausgebaut oder reduziert werden?"	«Estimez-vous que les possibilités de participation politique devraient plutôt être renforcées ou réduites en Union européenne?»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	En % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
Sie sollten stark reduziert werden (3)	Elles devraient être sensiblement réduites (3)
Sie sollten eher reduziert werden (5)	Elles devraient être légèrement réduites (5)
Sie sollten unverändert belassen werden (12)	Elles devraient rester inchangées (12)
weiss nicht/keine Antwort (5)	Ne sais pas / pas de réponse (5)
Sie sollten stark ausgebaut werden (33)	Elles devraient être sensiblement renforcées (33)
Sie sollten etwas gestärkt werden (42)	Elles devraient être légèrement renforcées (42)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Une personne sur trois souhaite un renforcement sensible, tandis que 12% souhaitent le statu quo. Seuls 8% souhaitent une réduction des possibilités de participation à la prise de décision. Il convient de souligner ici que les appréciations des populations de la Suisse et de l'UE sont très semblables.

Dans l'ensemble, il ressort ainsi déjà de cette première dimension de la démocratie, la participation – la plus satisfaisante du point de vue suisse – que, d'après les habitant-es concerné-es, l'évolution ne doit en aucun cas être terminée. En Suisse, le souhait de voir les possibilités de participation politique renforcées n'est certes pas majoritaire, mais il reste non négligeable. Dans les pays limitrophes situés en UE, ce souhait d'une plus grande participation politique est cependant plus marqué.

### 4.1.4 Les règles du système politique

La population de la Suisse est fondamentalement bien disposée vis-à-vis du système politique suisse et donc des règles associées, même si, dans l'ensemble, cette disposition est plus faible qu'à l'égard des éléments concernant la participation à la prise de décision:

Graphique14

#### Zufriedenheit Aspekte des politischen Systems

"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Schweiz gelöst? Bitte geben Sie jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen nationaler, kantonaler und Gemeinde-Ebene."

in % der Schweizer Wohnbevölkerung

■ sehr zufriedenstellend gelöst ■ eher zufriedenstellend gelöst ■ weiss nicht/keine Antwort ■ eher unzufriedenstellend gelöst ■ sehr unzufriedenstellend gelöst



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Zufriedenheit Aspekte des politischen Systems	Satisfaction à l'égard des aspects du système politique
"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Schweiz gelöst? Bitte geben Sie jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen nationaler, kantonaler und Gemeinde-Ebene."	«A votre avis, dans quelle mesure l'organisation des aspects suivants est-elle satisfaisante en Suisse? Veuillez exprimer à chaque fois votre impression générale, sans faire de distinction entre les niveaux national, cantonal ou communal.»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	En % de la population qui réside en Suisse
sehr zufriedenstellend gelöst	Organisation très satisfaisante
eher zufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt satisfaisante
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt pas satisfaisante
sehr unzufriedenstellend gelöst	Organisation pas du tout satisfaisante
Ein System, das alle relevanten politischen Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement

Ein System, in dem Gemeinden und Kantone gegenüber der nationalen Regierung eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les cantons ont une position forte par rapport au gouvernement national
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürger: innen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'État
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

Pour une nette majorité, tous les aspects pertinents pour le système sont organisés de manière plutôt ou très satisfaisante. L'implication de toutes les forces politiques concernées au sein du Parlement et du gouvernement obtient le plus haut niveau de satisfaction (89% de plutôt/très satisfait-es). Manifestement, ce rapport à la concordance suisse parvient également à se démarquer légèrement des autres dimensions (participation politique et résultats) dans la perception de la population – un regard sur les règles de la démocratie suisse semble y être associé en premier lieu de manière bienveillante du point de vue des personnes interrogées.

Si l'on prend en compte l'affiliation politique, on observe que la transparence dans la prise de décision affiche des valeurs de satisfaction plus basses chez toutes les personnes liées à un parti. La satisfaction à l'égard du contrôle du pouvoir est plus faible, plus particulièrement chez les sympathisant-es des Vert-es (57%). Le fait de placer les libertés des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat conduit, en comparaison, à une satisfaction plus basse, surtout chez les personnes non liées à un parti (43%) et chez les partisan-es du PVL (80%), du PLR (82%) et de l'UDC (67%).

En deuxième place vient la satisfaction à l'égard de la position des communes et des cantons par rapport à la Confédération (77%), et de la jurisprudence équitable et transparente (75%). L'insatisfaction la plus grande, quoique minoritaire, est celle exprimée à propos de la transparence des décisions par la politique et les administrations (27% organisation plutôt/très insatisfaisante), de la répartition du pouvoir (24%) et du rapport entre les libertés des citoyennes et citoyens et les intérêts de l'Etat (21%). Les trois dernières dimensions mentionnées faisant actuellement l'objet de vives discussions dans le contexte de la crise du Covid-19, il n'est pas possible d'exclure un certain élan dans le sens de l'insatisfaction.

Là aussi, tous les aspects individuels ne contribuent pas dans la même mesure à la satisfaction ou l'insatisfaction à l'égard des règles démocratiques en Suisse:

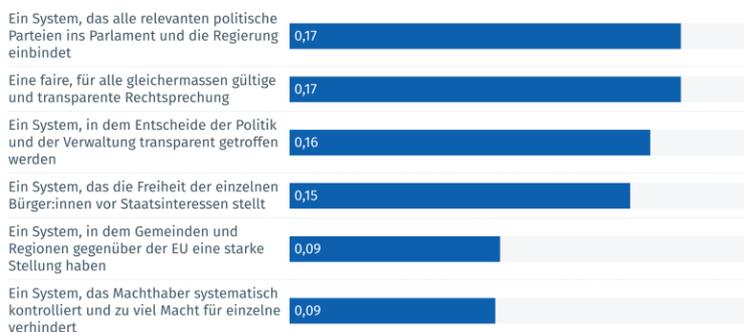
Graphique15

## Einfluss von konkreten Regeln auf die allgemeine Zufriedenheit mit den Regeln der EU-Politik

Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

Blau: Richtung "zufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"

Orange: Richtung "unzufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 44%

23

Einfluss von konkreten Regeln auf die allgemeine Zufriedenheit mit den Regeln der EU-Politik	Influence des règles concrètes sur la satisfaction générale à l'égard des règles de la politique de l'UE
Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	Résident-es des pays limitrophes (à l'exclusion du Liechtenstein)
Blau: Richtung "zufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"	Bleu: tendance «satisfait-es à l'égard de la participation à la politique de l'UE»
Orange: Richtung "unzufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"	Orange: tendance «insatisfait-es à l'égard de la participation à la politique de l'UE»
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürger:innen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat
Ein System, in dem Gemeinden und Regionen gegenüber der EU eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les régions ont une position forte par rapport à l'UE
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 44%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays) ; force explicative 44%

Les éléments qui ont le plus d'impact sur l'opinion sont premièrement la question de savoir si, en Suisse, la liberté individuelle est placée avant les intérêts de l'Etat et, deuxièmement, le souhait de fédéralisme et de concordance au sein des parlements. Ainsi, non seulement les habitant-es de la Suisse apprécient majoritairement les piliers centraux de la démocratie suisse, mais expriment aussi très directement leur satisfaction générale vis-à-vis du système démocratique suisse.

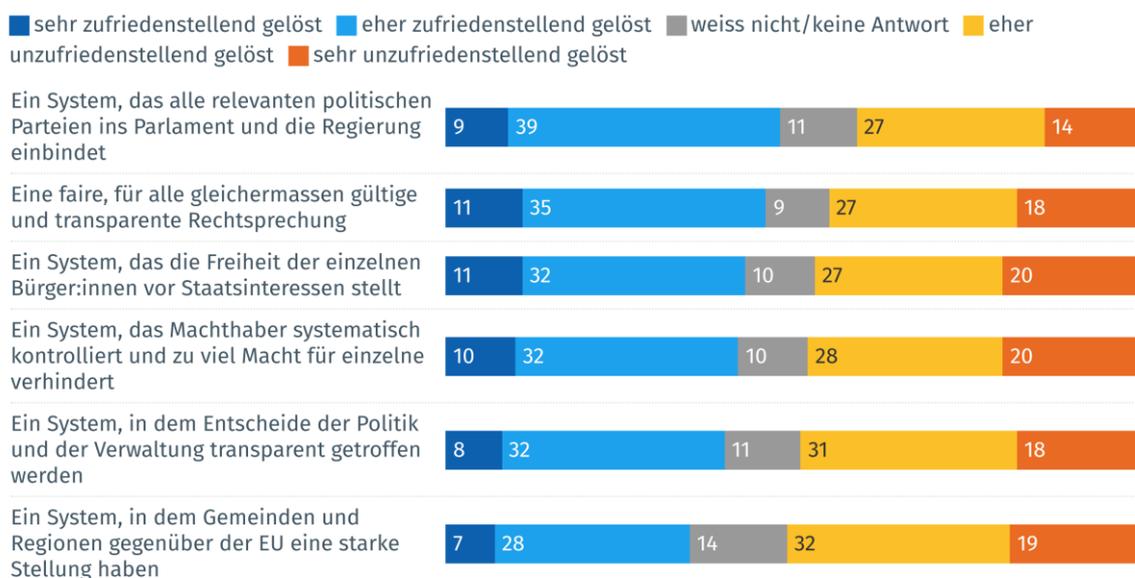
En ce qui concerne le système politique de l'UE, les habitant-es des pays limitrophes sont partagés, avec une légère tendance à l'insatisfaction.

Graphique16

### Zufriedenheit Aspekte des politischen Systems EU

"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union gelöst? Bitte geben Sie jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Aspekte des politischen Systems EU	Satisfaction à l'égard des aspects du système politique de l'UE
"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union gelöst? Bitte geben Sie jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."	«A votre avis, dans quelle mesure l'organisation des aspects suivants est-elle satisfaisante au sein de l'Union européenne? Veuillez exprimer à chaque fois votre impression générale, sans faire de distinction entre les niveaux européen, national et régional.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	En % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
sehr zufriedenstellend gelöst	Organisation très satisfaisante
eher zufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt satisfaisante
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse

eher unzufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt pas satisfaisante
sehr unzufriedenstellend gelöst	Organisation pas du tout satisfaisante
Ein System, das alle relevanten politischen Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürgerinnen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
Ein System, in dem Gemeinden und Regionen gegenüber der EU eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les régions ont une position forte par rapport à l'UE
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Aucun des éléments du système sur lesquels les sondé-es ont été interrogé-es n'affiche une satisfaction à la majorité absolue. Comparativement, les résident-es indiquent que c'est de l'intégration de toutes les forces politiques au Parlement et au gouvernement (48% -> organisation plutôt/très satisfaisante), de la jurisprudence (46%) et du fait que les libertés des citoyennes et citoyens soient placées avant les intérêts de l'Etat (43%) qu'ils sont les plus satisfaits. L'insatisfaction la plus grande concerne la position des communes et des régions par rapport à l'UE (51% de plutôt/très insatisfait-es), la transparence des processus de prise de décision (49%) et la prévention de l'accumulation de pouvoir (48%).

Ici également, on observe des nuances intéressantes dans les opinions des citoyens et citoyennes de l'UE:

Graphique17

## Einfluss von konkreten Regeln auf die allgemeine Zufriedenheit mit den Regeln der EU-Politik

Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

Blau: Richtung "zufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"

Orange: Richtung "unzufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 44%

23

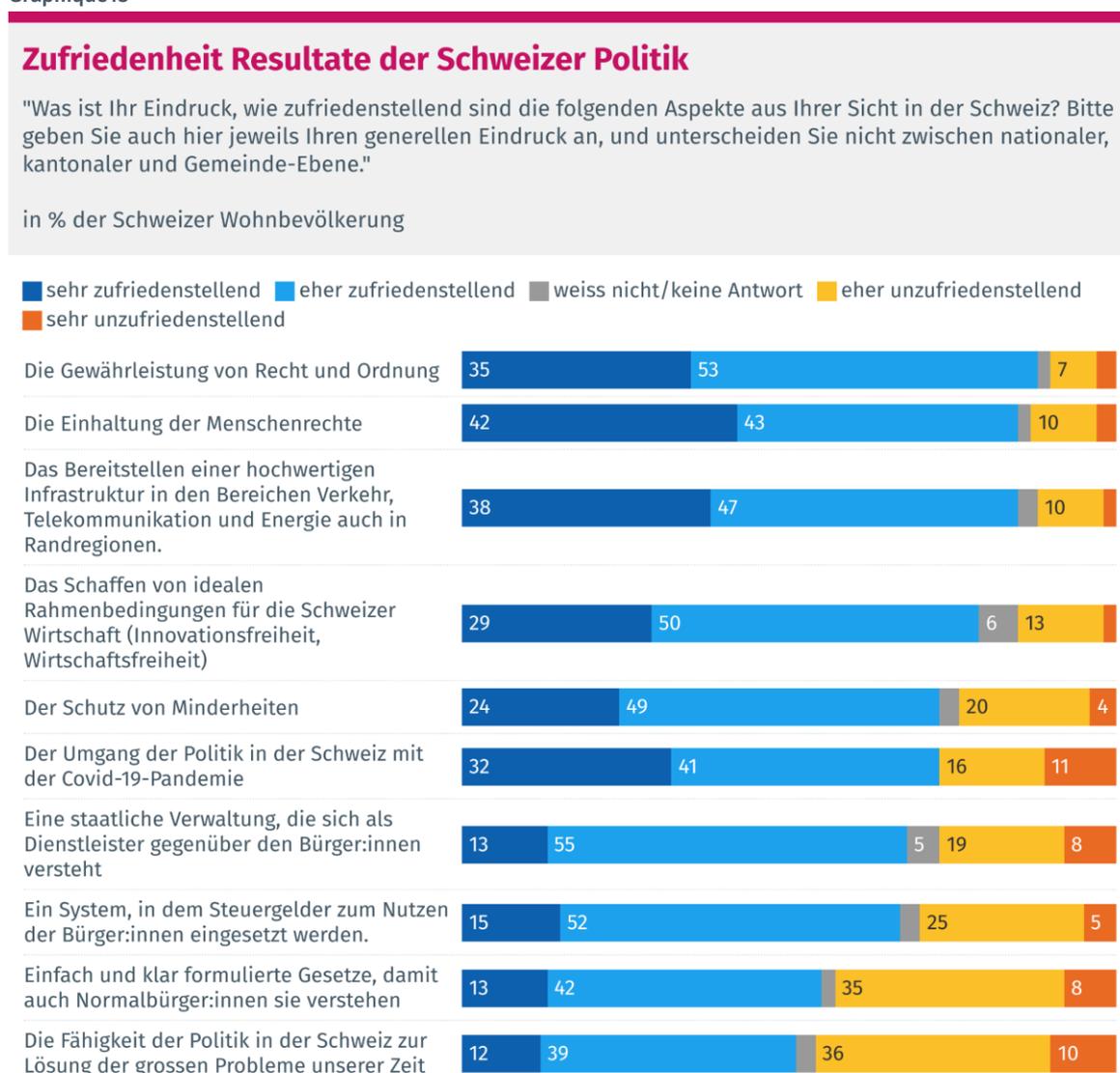
Einfluss von konkreten Regeln auf die allgemeine Zufriedenheit mit den Regeln der EU-Politik	Influence des règles concrètes sur la satisfaction générale à l'égard des règles de la politique de l'UE
Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	Résident-es des pays limitrophes (à l'exclusion du Liechtenstein)
Blau: Richtung "zufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"	Bleu: tendance «satisfait-es à l'égard de la participation à la politique de l'UE»
Orange: Richtung "unzufrieden mit Mitbestimmung EU-Politik"	Orange: tendance «insatisfait-es à l'égard de la participation à la politique de l'UE»
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 44%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays) ; force explicative 44%
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürger:innen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat
Ein System, in dem Gemeinden und Regionen gegenüber der EU eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les régions ont une position forte par rapport à l'UE
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs

Ainsi, la satisfaction (ou l'insatisfaction) à l'égard des règles démocratiques n'est pas causée en premier et deuxième lieu par l'importance primordiale de la liberté individuelle ou du fédéralisme, mais par l'intégration parlementaire de toutes les forces politiques concernées, et par l'équité et la transparence dans la jurisprudence et la législation. La démocratie indirecte conduit manifestement à juger le système un peu moins à l'aune de son utilité pour l'individu et un peu plus selon sa transparence et l'implication des différentes forces. En Europe, en conséquence, ces éléments constituent plus fortement une source d'insatisfaction à l'égard du système.

#### 4.1.5 Les résultats du système politique

Comme nous l'avons déjà constaté dans les observations générales, les plus grandes lacunes dans la satisfaction de la population suisse se situent au niveau de la dimension des résultats. Toutefois, même sur cette dimension, une majorité de la population suisse est satisfaite de tous les aspects:

Graphique18



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Zufriedenheit Resultate der Schweizer Politik	Satisfaction à l'égard des résultats de la politique suisse
---	---

"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Schweiz? Bitte geben Sie auch hier jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen nationaler, kantonaler und Gemeinde-Ebene."	«A votre avis, dans quelle mesure les aspects suivants sont-ils satisfaisants en Suisse? Ici également, veuillez exprimer dans chaque cas votre impression générale, sans faire de distinction entre les niveaux national, cantonal ou communal.»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	En % de la population qui réside en Suisse
sehr zufriedenstellend	Très satisfaisant
eher zufriedenstellend	Plutôt satisfaisant
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufriedenstellend	Plutôt insatisfaisant
sehr unzufriedenstellend	Très insatisfaisant
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie de l'ordre public
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die Schweizer Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie suisse (liberté de l'innovation, liberté économique)
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
Der Umgang der Politik in der Schweiz mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique suisse
Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürgerinnen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürgerinnen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé au profit des citoyens et citoyennes
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürgerinnen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Die Fähigkeit der Politik in der Schweiz zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique suisse à résoudre les grands problèmes de notre époque
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

La population de la Suisse affiche la plus grande satisfaction vis-à-vis de la garantie du droit et de l'ordre public (88% de plutôt/très satisfait-es), de la protection des droits de l'homme (85%), de la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (85%) et des conditions-cadres économiques (79%).

Indépendamment des sympathies envers un parti ou un autre ou, au contraire, de l'absence de lien avec tout parti, la satisfaction est en moyenne plus faible, surtout à l'égard de la capacité à résoudre les problèmes. Autre point de critique pour tous, à l'exception du PS (85%): la simplicité et l'intelligibilité des lois (entre 44% et 74%). En

ce qui concerne la politique à l'égard du COVID, les personnes non liées à un parti (49%), les partisan-es de l'UDC (61%) et les sympathisant-es des Vert-es (70%) affichent les pourcentages de satisfaction les plus faibles. Les partisans du Centre (81%) et le PLR (84%) se montrent les plus satisfaits à l'égard de l'utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes.

L'insatisfaction est un peu plus grande à l'égard de la protection des minorités (24% d'insatisfaction), de la gestion de la pandémie de coronavirus (27% d'insatisfaction), du rôle de prestataire de services de l'administration publique (27%) et de l'utilisation judicieuse de l'argent public (30%). Du point de vue de Monsieur et Madame Tout-le-monde en Suisse, le point le plus problématique est la capacité à résoudre les grands problèmes de l'époque moderne (46% de plutôt/très insatisfait-es) et la formulation intelligible des lois (43%). Dans les deux cas, on observe une insatisfaction minoritaire, mais en aucun cas négligeable, qu'il convient tout à fait d'aborder du point de vue de la politique démocratique.

On constate de manière significative que les résultats du système politique suisse sont manifestement évalués en premier lieu à l'aune de la capacité à résoudre les grands problèmes et seulement en second lieu à l'aune de son utilité pour les citoyens et citoyennes, du respect des droits de l'homme ou de la garantie du droit et de l'ordre public:

Graphique19



Die Fähigkeit der Politik in der Schweiz zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique suisse à résoudre les grands problèmes de notre époque
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürgerinnen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé au profit des citoyens et citoyennes
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie de l'ordre public

Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die Schweizer Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie suisse (liberté de l'innovation, liberté économique)
Einfluss von konkreten Politikresultaten auf die allgemeine Zufriedenheit mit den Resultaten der Schweizer Politik	Influence des résultats politiques concrets sur la satisfaction générale à l'égard des résultats de la politique suisse
Schweizer Wohnbevölkerung	Population qui réside en Suisse
Blau: Richtung "zufrieden mit den Regeln der Schweizer Politik"	Bleu: tendance «satisfait-es à l'égard des règles de la politique suisse»
Orange: Richtung "unzufrieden mit den Regeln der Schweizer Politik"	Orange: tendance «insatisfait-es à l'égard des règles de la politique suisse»
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021); Erklärungsgrad: 33%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021); force explicative: 33%

Un autre aspect qui n'a qu'un impact secondaire sur l'opinion est la création de conditions-cadres économiques idéales. Ainsi, c'est précisément l'élément qui a le plus d'impact sur l'opinion qui est jugé de la manière la plus critique lors de l'évaluation des résultats.

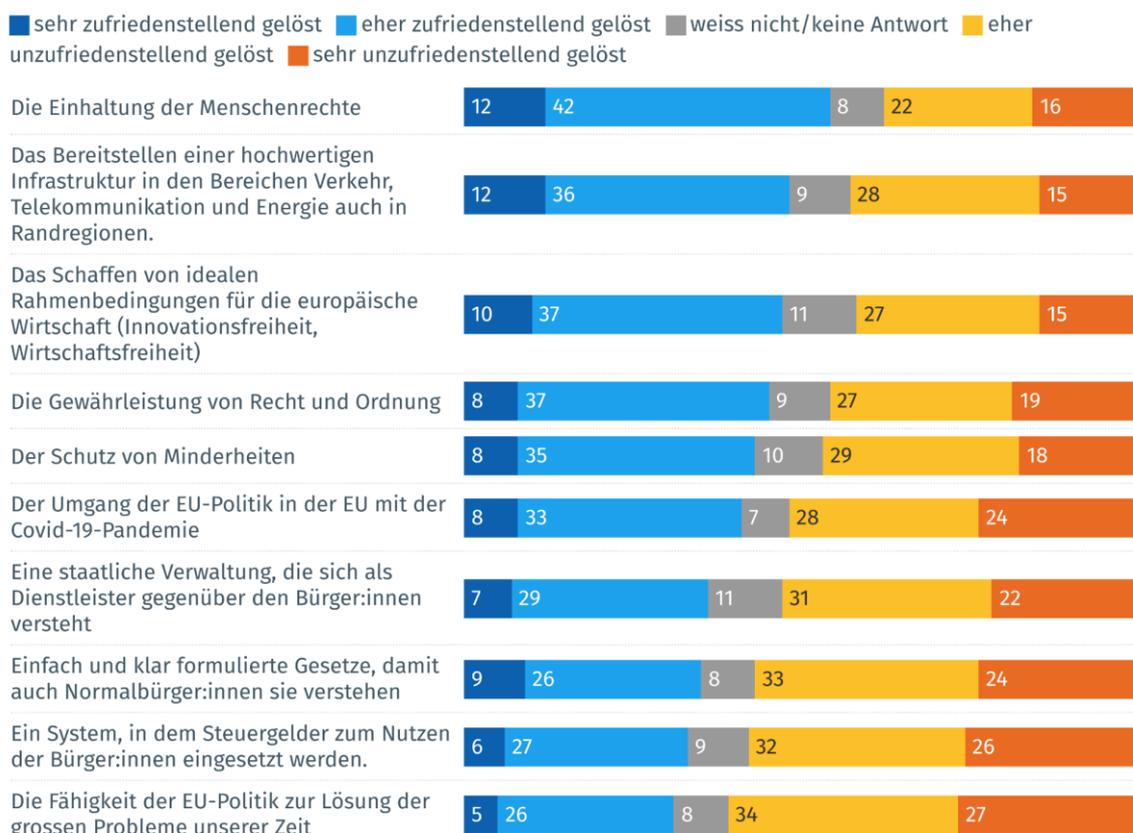
La satisfaction à l'égard des résultats du système politique est là encore nettement plus faible dans les pays limitrophes par rapport à la Suisse.

Graphique20

### Zufriedenheit Resultate der EU-Politik

"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union? Bitte geben Sie auch hier jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Resultate der EU-Politik	Satisfaction à l'égard des résultats de la politique de l'UE
"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union? Bitte geben Sie auch hier jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."	«A votre avis, dans quelle mesure les aspects suivants sont-ils satisfaisants au sein de l'Union européenne? Une fois encore, veuillez exprimer dans chaque cas votre impression générale, sans faire de distinction entre les niveaux européen, national ou communal.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	En % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
sehr zufriedenstellend gelöst	Organisation très satisfaisante
eher zufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt satisfaisante
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse

eher unzufriedenstellend gelöst	Organisation plutôt pas satisfaisante
sehr unzufriedenstellend gelöst	Organisation pas du tout satisfaisante
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die europäische Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie européenne (liberté d'innovation, liberté économique)
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie de l'ordre public
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
Der Umgang der EU-Politik in der EU mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique européen
Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürgerinnen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürgerinnen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürgerinnen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé au profit des citoyens et citoyennes
Die Fähigkeit der EU-Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique de l'UE à résoudre les grands problèmes de notre époque
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

La protection des droits de l'homme est le seul résultat de la politique de l'UE qui satisfait les habitant-es interrogés à la majorité absolue (54% de plutôt/très satisfait-es). Les valeurs de satisfaction à l'égard de la mise à disposition d'infrastructures pour les régions périphériques (48%) et des conditions-cadres économiques (47%) affichent des majorités relatives. La plus grande insatisfaction des résident-es concerne la capacité de l'UE à résoudre des problèmes (61% de plutôt/très insatisfait-es), l'utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyennes et citoyens (58%) et l'intelligibilité des lois (57%).

Chez les sondé-es de l'espace européen, la satisfaction à l'égard des résultats se fonde en premier lieu, comme en Suisse, sur la capacité à résoudre des problèmes:

Graphique21

### Einfluss konkreter Politikresultate auf die allgemeine Zufriedenheit mit Resultaten der EU-Politik

Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

Blau: Richtung "zufrieden mit Resultate EU-Politik"  
 Orange: Richtung "unzufrieden mit Resultate EU-Politik"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 54%

27

Einfluss konkreter Politikresultate auf die allgemeine Zufriedenheit mit Resultaten der EU-Politik	Influence des résultats politiques concrets sur la satisfaction générale à l'égard des résultats de la politique de l'UE
Wohnbevölkerung der Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	Résident-es des pays limitrophes (à l'exclusion du Liechtenstein)
Blau: Richtung "zufrieden mit Resultate EU-Politik"	Bleu: tendance «satisfait-es à l'égard des résultats de la politique de l'UE»
Orange: Richtung "unzufrieden mit Resultate EU-Politik"	Orange: tendance «insatisfait-es à l'égard des résultats de la politique de l'UE»
Die Fähigkeit der EU-Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique de l'UE à résoudre les grands problèmes de notre époque
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die europäische Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie européenne (liberté d'innovation, liberté économique)
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie de l'ordre public
Der Umgang der EU-Politik in der EU mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la politique de l'UE au sein de l'UE avec la pandémie de Covid-19
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürger:innen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürger:innen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürger:innen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé au profit des citoyens et citoyennes
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques

© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land); Erklärungsgrad: 54%

© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays) ; force explicative 54%

Comme en Suisse, un tel contexte explique les vives critiques formulées à l'égard des résultats. L'opinion des sondé-es dans les pays limitrophes est en revanche nettement moins favorable à l'utilité pour l'individu, tandis que l'utilité pour l'économie semble avoir un impact nettement plus important. Même si, au bout du compte, une démocratie indirecte est évaluée en premier lieu à l'aune de sa capacité à résoudre des problèmes, on observe au niveau secondaire des différences d'appréciation par rapport aux systèmes de démocratie directe.

#### 4.1.6 Différences selon les affinités politiques

Tous les éléments ne sont pas évalués de la même manière par les sympathisant-es des différents grands partis:

<b>Tableau 3: Satisfaction par parti</b> <b>Part des très/plutôt satisfait-es</b>	<b>Verts et PVL</b>	<b>PS</b>	<b>Le Centre</b>	<b>PLR</b>	<b>UDC</b>
<b>Participation à la prise de décision</b>					
<b>Liberté d'expression de l'opinion</b>	96%	95%	95%	99%	72%
<b>Liberté de formation de l'opinion</b>	85%	92%	95%	91%	66%
<b>Votations aux niveaux législatif et constitutionnel</b>	95%	95%	95%	98%	87%
<b>Actions politiques</b>	91%	86%	97%	89%	86%
<b>Election du Parlement</b>	95%	86%	93%	96%	86%
<b>Modification des listes des partis</b>	92%	90%	95%	95%	85%
<b>Election du Conseil fédéral</b>	78%	75%	84%	82%	67%
<b>Participation des minorités</b>	67%	65%	91%	90%	78%
<b>Rassemblements et manifestations</b>	87%	91%	88%	91%	70%
<b>Règles</b>					
<b>Jurisprudence équitable et juste</b>	79%	67%	58%	93%	66%
<b>Contrôle du pouvoir</b>	71%	69%	86%	69%	72%
<b>Transparence du processus de prise de décision</b>	70%	65%	82%	79%	75%
<b>Position forte des communes et cantons</b>	81%	79%	86%	87%	79%
<b>Libertés des citoyennes et citoyens</b>	77%	83%	89%	82%	67%
<b>Intégration de tous les partis pertinents</b>	93%	92%	97%	93%	87%
<b>Résultats</b>					
<b>Administration orientée vers le service</b>	74%	67%	76%	72%	73%
<b>Lois intelligibles</b>	54%	55%	54%	74%	56%
<b>Protection des minorités</b>	69%	70%	68%	91%	80%
<b>Respect des droits de l'homme</b>	87%	82%	93%	95%	81%
<b>Capacité à résoudre des problèmes</b>	34%	43%	66%	73%	57%
<b>Conditions-cadres idéales pour l'économie</b>	80%	84%	90%	84%	75%
<b>Utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyennes et citoyens</b>	65%	67%	81%	84%	62%
<b>Droit et ordre public</b>	92%	90%	88%	93%	87%
<b>Mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques</b>	89%	82%	87%	93%	78%
<b>Gestion de la crise du coronavirus</b>	75%	86%	87%	84%	61%

©gfs.bern, Perception des fondements démocratiques, octobre 2021

Parmi tous les aspects étudiés, ceux qui suscitent la plus grande satisfaction des participant-es à l'enquête proches des **VERTS OU DU PVL** sont les éléments de participation. A cet égard, la satisfaction est la plus élevée en ce qui concerne la liberté d'expression de l'opinion (96% de plutôt ou très satisfait-es), suivie par les outils de démocratie directe (votations populaires sur les modifications de la loi et de la constitution et élection du Parlement, 95% chacune). Dans les autres thématiques, ce sont l'intégration de tous les partis pertinents (93%) et la garantie du droit et de l'ordre public (92%) qui obtiennent les valeurs de satisfaction les plus élevées. Ceci étant, les partisan-es des Verts et du PVL sont ceux qui jugent les aspects de la thématique «résultats politiques» comme les moins satisfaisants: en effet, seuls 34% sont satisfaits de la capacité du monde politique à résoudre les grands problèmes de notre époque. L'intelligibilité des lois est le deuxième aspect le plus critiqué, même si plus de la moitié sont néanmoins satisfaits (54%).

Pour les partisan-es du **PS**, ce sont également la liberté d'expression de l'opinion et la possibilité de voter sur des modifications de la loi et de la constitution qui obtiennent les valeurs de satisfaction les plus élevées, avec 95% chacune. Les points de vue des partisan-es du PS, y compris sur les aspects qui sont moins satisfaisants, coïncident avec ceux des Verts/PVL. En effet, ils sont majoritairement insatisfaits de la capacité du monde politique à résoudre les problèmes (43%) et seule une faible majorité est satisfaite de l'intelligibilité des lois (55%).

Les sympathisant-es du **CENTRE** sont majoritairement satisfaits de la possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (97% de plutôt ou très satisfait-es). Mais les autres aspects de la participation politique sont également jugés comme extrêmement satisfaisants par les partisan-es du Centre. En effet, la liberté d'expression et de formation de l'opinion, ainsi que la possibilité de voter et de modifier les listes des partis lors d'élections sont jugées satisfaisantes par 95% d'entre eux. En dehors de la participation politique, la satisfaction est la plus élevée à l'égard de l'intégration de tous les partis pertinents dans le processus politique (97%) et du respect des droits de l'homme (93%). Les partisan-es du Centre sont majoritairement satisfaits de tous les aspects étudiés. Ils ont cependant plutôt tendance à déplorer l'intelligibilité des lois (54%) et la jurisprudence équitable et transparente (58%).

Les Suisses et Suissesses qui sympathisent avec le **PLR** jugent les éléments étudiés de manière globalement plus positive que les autres habitant-es. Ainsi, ils sont pratiquement tous satisfaits de la liberté d'expression de l'opinion (99%). De même, la possibilité de voter sur les lois et les modifications de la constitution (98%), l'élection du Parlement (96%) et le fait de pouvoir modifier les listes des partis lors de cette élection (95%), ainsi que le respect des droits de l'homme (95%) atteignent des valeurs très élevées. De manière générale, les partisan-es du PLR sont extrêmement satisfaits de tous les éléments étudiés. Seuls quatre aspects sont jugés satisfaisants par moins de trois quarts d'entre eux: la valeur la plus faible à cet égard revient au contrôle du pouvoir (69%), suivi par une administration orientée vers le service (72%), la capacité du monde politique à résoudre les problèmes (73%) et l'intelligibilité des lois (74%). L'évaluation globalement très positive des sympathisant-es du PLR se voit aussi dans le fait que la satisfaction à l'égard de la capacité à résoudre des problèmes et de l'intelligibilité des

lois, est malgré tout très supérieure à la moyenne par rapport aux partisan-es des autres partis.

Les partisan-es de l'**UDC** sont généralement un peu plus critiques que les autres habitant-es. En particulier, les valeurs maximales de la satisfaction sont clairement en dessous de celles des autres partis. Il est toutefois intéressant de relever que tous les aspects étudiés ne sont pas majoritairement évalués comme satisfaisants et que seuls moins de deux tiers ne sont satisfaits qu'à l'égard de quatre éléments. Les éléments ayant recueilli les valeurs de satisfaction les plus hautes ou les plus basses coïncident toutefois avec la majeure partie des réponses des autres habitant-es. Comme pour les autres partis, les aspects de la participation politique sont au centre des préoccupations: les votations populaires et l'intégration de tous les partis pertinents arrivent en première place avec chacune 87%, suivies par les actions politiques (86%), l'élection du Parlement (86%) et la possibilité de modifier les listes des partis lors d'élections (85%). L'insatisfaction est la plus haute à l'égard de l'intelligibilité des lois (56%) et de la capacité à résoudre des problèmes (57%). L'utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes (62%) et la gestion de la crise du coronavirus (61%) obtiennent aussi des valeurs de satisfaction basses.

Certains des aspects étudiés mettent en évidence d'importantes différences en termes de satisfaction entre les sympathisant-es du parti: on remarque surtout l'appréciation de la liberté d'expression et de formation de l'opinion, ainsi que de la possibilité de se rassembler et de manifester. Sur ce point, les sympathisant-es de l'UDC sont relativement critiques, puisque 72% d'entre eux jugent la liberté d'expression de l'opinion plutôt voire très insatisfaisante. Seuls 66% sont satisfaits de la liberté de formation de l'opinion et 70% de la possibilité de se rassembler et de manifester. Parallèlement, les partisan-e-s des autres partis sont satisfaits à 95% de la liberté d'expression de l'opinion, à 85% de la liberté de formation de l'opinion et à plus de 87% des possibilités de manifester. Même en ce qui concerne la gestion de la crise du coronavirus, les partisan-es de l'UDC sont visiblement plus critiques (61%) que les autres participant-es à l'enquête. Von linker Seite ist die Kritik hingegen deutlich grösser bezüglich der Teilhabe von Minderheiten (Grüne/GLP: 67%; SP: 65%) und der Problemlösungsfähigkeit (Grüne/GLP: 34%; SP: 43%). Les sympathisant-es du Centre et du PLR sont souvent d'accord dans l'évaluation de la satisfaction des éléments étudiés de la démocratie. La jurisprudence équitable et transparente (Centre: 58% / PVL: 93%) et le contrôle du pouvoir dans le système politique (Centre 86% / pvl 69%) font toutefois exception.

### 4.1.7 Comparaison de la satisfaction à l'égard des bases démocratiques

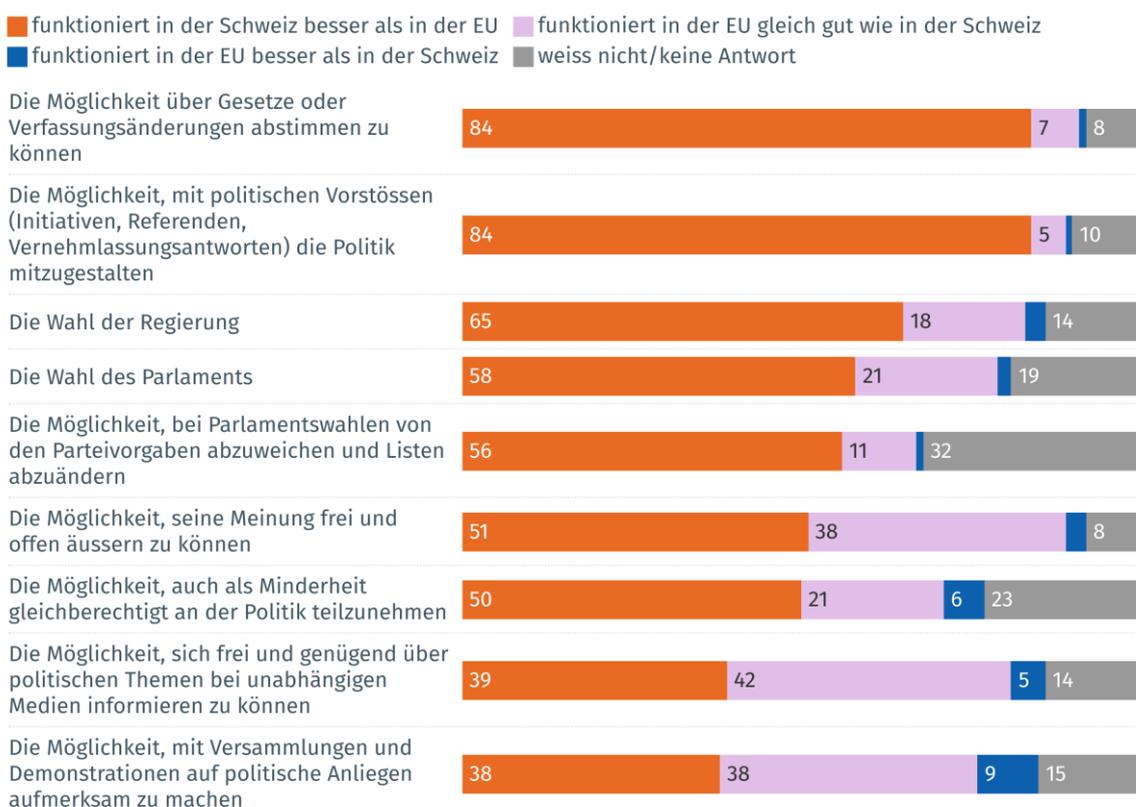
S'agissant des possibilités de participation politique, une majorité de la **POPULATION SUISSE** considère, dans presque tous les domaines, que les formes de participation fonctionnent mieux en Suisse que dans l'Union européenne:

Graphique22

#### Aspekte der politischen Mitbestimmung EU vs. Schweiz

"Diesmal interessiert, welche Elemente aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser funktionieren als in der Schweiz, welche in der Schweiz und in der EU gleich gut und welche in der Schweiz besser funktionieren als in der EU."

in % der Schweizer Wohnbevölkerung



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Aspekte der politischen Mitbestimmung EU vs. Schweiz	Aspects de la participation politique UE / Suisse
"Diesmal interessiert, welche Elemente aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser funktionieren als in der Schweiz, welche in der Schweiz und in der EU gleich gut und welche in der Schweiz besser funktionieren als in der EU."	«Cette fois, nous vous invitons à indiquer, parmi ces éléments, lesquels fonctionnent mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse, lesquels d'après vous fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l'UE et lesquels fonctionnent mieux en Suisse que dans l'UE.»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	en % de la population qui réside en Suisse
funktioniert in der Schweiz besser als in der EU	Cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE

funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz	Cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse
funktioniert in der EU besser als in der Schweiz	Cela fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Wahl der Regierung	L'élection du gouvernement
Die Wahl des Parlaments	L'élection du Parlement
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit, mit Versammlungen und Demonstrationen auf politische Anliegen aufmerksam zu machen	La possibilité d'attirer l'attention sur des préoccupations politiques au moyen de rassemblements et de manifestations
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

De sa propre perspective, la Suisse s'en sort le mieux dans les domaines «Votations sur les modifications de la loi ou de la constitution» et «Actions politiques» (à chaque fois, 84% répondent que cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE). La population suisse considère que la situation est comparable en ce qui concerne la formation de l'opinion au moyen de médias indépendants (42% répondent que cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse), ainsi que le droit de manifester et la liberté de formation de l'opinion (38% chacun).

Aucune possibilité de participation étudiée n'est considérée par une majorité de la population suisse comme fonctionnant mieux dans l'UE qu'en Suisse. A cet égard, les résultats les plus élevés sont obtenus par le droit de manifester (9% répondent que cela fonctionne mieux dans l'UE), la participation des minorités (6%) et la liberté de formation de l'opinion au moyen de médias indépendants (5%).

Du point de vue des **PAYS LIMITROPHES**, aucune possibilité de participation politique n'est considérée, de l'avis d'une majorité, comme fonctionnant mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse:

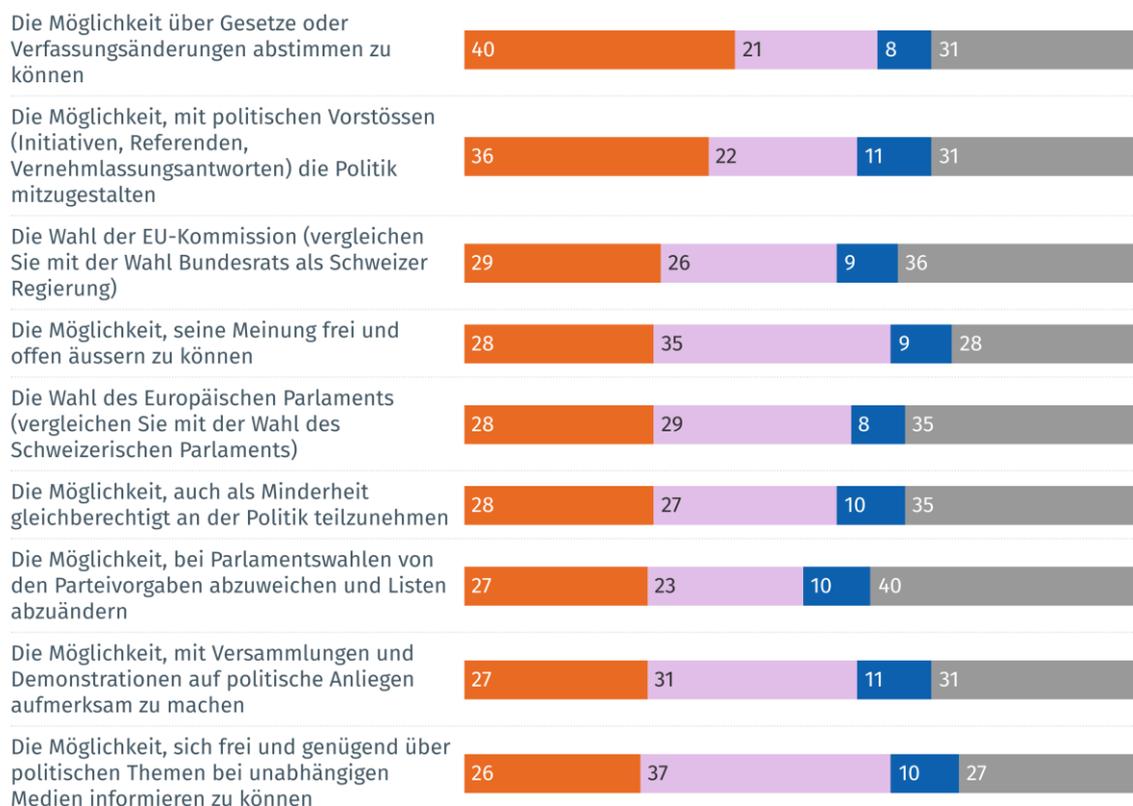
Graphique23

### Aspekte der politischen Mitbestimmung EU vs. Schweiz

"Nun sehen Sie die gleichen Elemente noch einmal. Diesmal interessiert, welche Elemente aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser funktionieren als in der Schweiz, welche in der Schweiz und in der EU gleich gut und welche in der Schweiz besser funktionieren als in der EU."

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

- funktioniert in der Schweiz besser als in der EU
- funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz
- funktioniert in der EU besser als in der Schweiz
- weiss nicht/keine Antwort



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Aspekte der politischen Mitbestimmung EU vs. Schweiz	Aspects de la participation politique UE / Suisse
"Nun sehen Sie die gleichen Elemente noch einmal. Diesmal interessiert, welche Elemente aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser funktionieren als in der Schweiz, welche in der Schweiz und in der EU gleich gut und welche in der Schweiz besser funktionieren als in der EU."	«Les mêmes éléments vont maintenant à nouveau s'afficher. Cette fois, nous vous invitons à indiquer, parmi ces éléments, lesquels d'après vous fonctionnent mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse, lesquels fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l'UE et lesquels fonctionnent mieux en Suisse que dans l'UE.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
funktioniert in der Schweiz besser als in der EU	Cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE
funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz	Cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse

funktioniert in der EU besser als in der Schweiz	Cela fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Wahl der EU-Kommission (vergleichen Sie mit der Wahl Bundesrats als Schweizer Regierung)	L'élection de la Commission européenne (Comparez avec l'élection du Conseil fédéral en tant que gouvernement suisse)
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Wahl des Europäischen Parlaments (vergleichen Sie mit der Wahl des Schweizerischen Parlaments)	L'élection du Parlement européen (Comparez avec l'élection du Parlement suisse)
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Die Möglichkeit, mit Versammlungen und Demonstrationen auf politische Anliegen aufmerksam zu machen	La possibilité d'attirer l'attention sur des préoccupations politiques au moyen de rassemblements et de manifestations
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Bien que minoritaires, les résultats les plus élevés pour les possibilités de participation qui fonctionnent mieux dans l'UE qu'en Suisse sont obtenus par les actions politiques et les rassemblements et manifestations (11% chacun). Du point de vue d'une majorité relative, les actions politiques (36% répondent que cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE) et les votes sur des modifications de la loi et de la constitution (40%) fonctionnent mieux en Suisse. Les choses sont comparables pour les rassemblements et manifestations (31% répondent que cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse), la liberté de formation de l'opinion au moyen de médias indépendants (37%), la liberté d'expression de l'opinion (35%) et l'élection du Parlement (29%).

Du point de vue de **MONSIEUR ET MADAME TOUT-LE-MONDE EN SUISSE**, le système politique suisse fonctionne majoritairement mieux que l'UE dans presque tous les domaines:

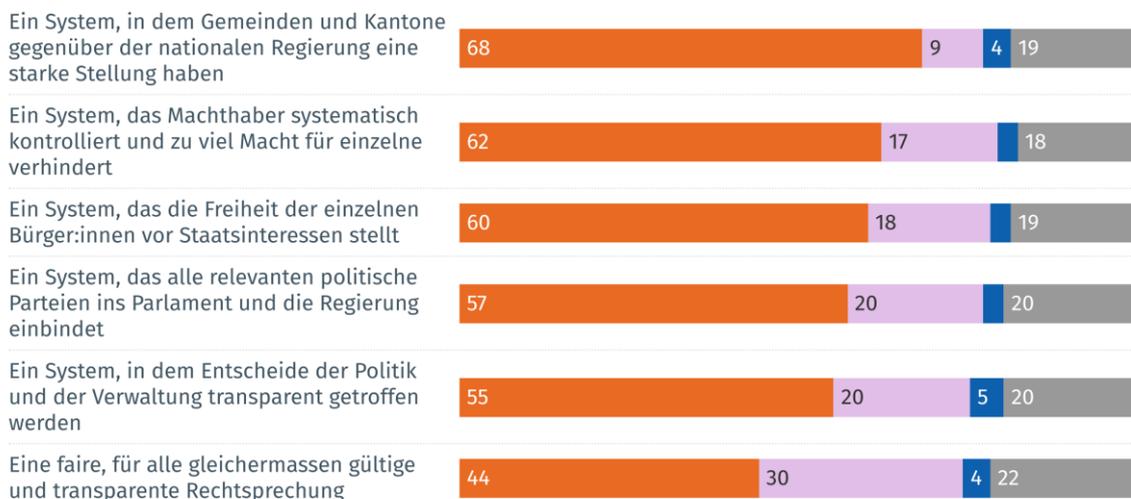
Graphique24

### Aspekte des politischen Systems EU vs. Schweiz

"Auch hier: welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche gleich gut in der Schweiz und in der EU und welche in der Schweiz besser?"

in % der Schweizer Wohnbevölkerung

- funktioniert in der Schweiz besser als in der EU
- funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz
- funktioniert in der EU besser als in der Schweiz
- weiss nicht/keine Antwort



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Aspekte des politischen Systems EU vs. Schweiz	Aspects du système politique UE / Suisse
"Auch hier: welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche gleich gut in der Schweiz und in der EU und welche in der Schweiz besser?"	«A nouveau, veuillez indiquer, parmi ces aspects, lesquels d'après vous fonctionnent mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse, lesquels fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l'UE et lesquels fonctionnent mieux en Suisse que dans l'UE.»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	en % de la population qui réside en Suisse
funktioniert in der Schweiz besser als in der EU	Cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE
funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz	Cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse
funktioniert in der EU besser als in der Schweiz	Cela fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Ein System, in dem Gemeinden und Kantone gegenüber der nationalen Regierung eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les cantons ont une position forte par rapport au gouvernement national
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürgerinnen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat

Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

La satisfaction à l'égard du système suisse est particulièrement marquée en ce qui concerne la position des communes et des cantons (68% répondent que cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE), le contrôle du pouvoir (62%) et les libertés des citoyens et citoyennes (60%). Les éléments qui sont considérés le plus souvent comme comparables sont la jurisprudence (30% répondent que cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse), ainsi que la transparence des processus de prise de décision et l'intégration de toutes les forces politiques pertinentes (chacune 20%).

La population qui réside dans les **PAYS LIMITROPHES** considère par ailleurs qu'aucun aspect du système politique ne fonctionne majoritairement mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse:

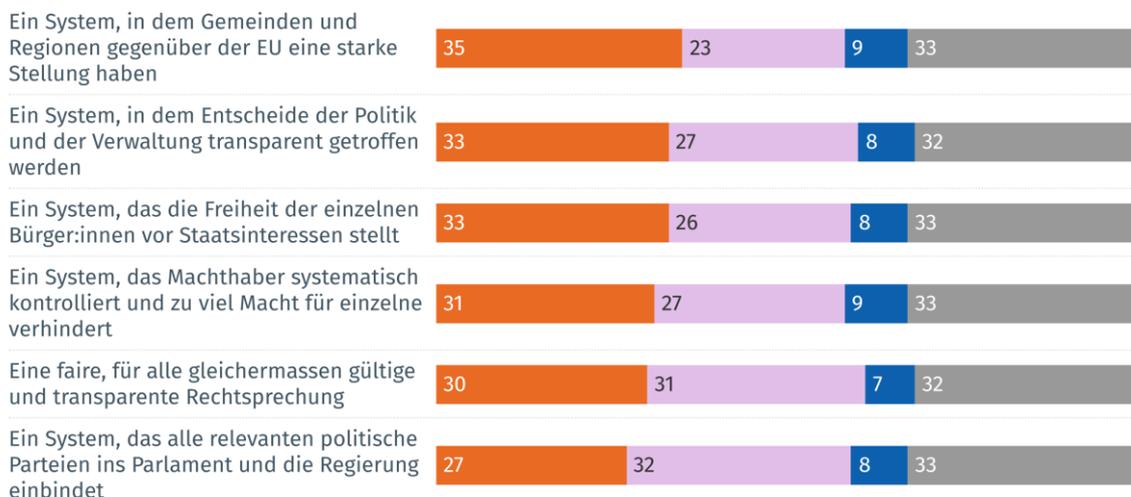
Graphique25

### Aspekte des politischen Systems EU vs. Schweiz

"Auch hier: welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche gleich gut in der Schweiz und in der EU und welche in der Schweiz besser?"

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

■ funktioniert in der Schweiz besser als in der EU 
 ■ funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz  
■ funktioniert in der EU besser als in der Schweiz 
 ■ weiss nicht/keine Antwort



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Aspekte des politischen Systems EU vs. Schweiz	Aspects du système politique UE / Suisse
"Auch hier: welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche gleich gut in der Schweiz und in der EU und welche in der Schweiz besser?"	«A nouveau, veuillez indiquer, parmi ces aspects, lesquels d’après vous fonctionnent mieux dans l’Union européenne qu’en Suisse, lesquels fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l’UE et lesquels fonctionnent mieux en Suisse que dans l’UE.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l’exclusion du Liechtenstein)
funktioniert in der Schweiz besser als in der EU	Cela fonctionne mieux en Suisse que dans l’UE
funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz	Cela fonctionne aussi bien dans l’UE qu’en Suisse
funktioniert in der EU besser als in der Schweiz	Cela fonctionne mieux dans l’UE qu’en Suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Ein System, in dem Gemeinden und Regionen gegenüber der EU eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les régions ont une position forte par rapport à l’UE
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l’administration sont prises de manière transparente
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürgerinnen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l’Etat

Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Selon une majorité relative, le contrôle du pouvoir (31% répondent que cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE), le renforcement de la position des communes et régions par rapport au gouvernement (35%), la transparence du processus de prise de décision (33%) et le fait de placer la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'État (33%) fonctionnent mieux en Suisse. La majorité considère que l'intégration de tous les partis (32% répondent que cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse) et la jurisprudence (31%) fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l'UE. Aucune majorité relative n'estime que certains aspects du système fonctionnent mieux dans l'UE qu'en Suisse. La valeur maximale s'élève à 9% (fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse) et elle concerne le contrôle du pouvoir et les positions des communes et régions par rapport au gouvernement.

Au niveau des résultats, l'évaluation de l'UE du **POINT DE VUE SUISSE** est meilleure par rapport aux dimensions susmentionnées:

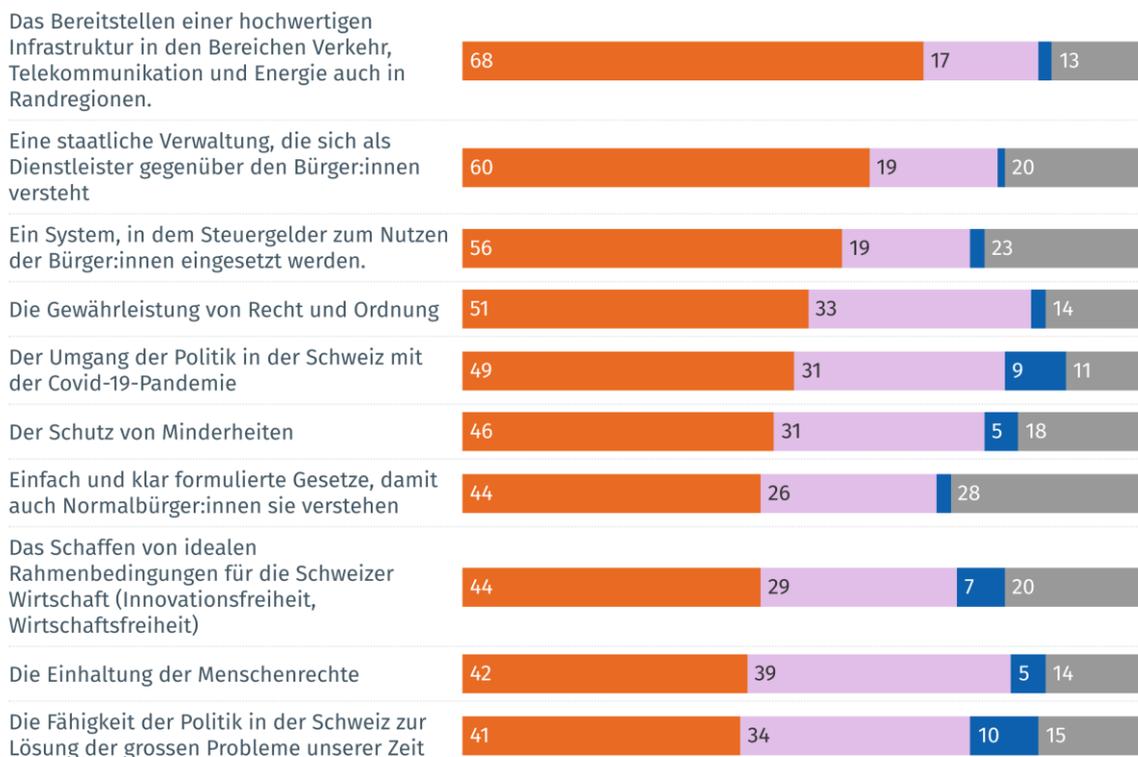
Graphique26

### Resultate der Politik EU vs. Schweiz

"Auch hier: welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche gleich gut in der Schweiz und in der EU und welche in der Schweiz besser?"

in % der Schweizer Wohnbevölkerung

- funktioniert in der Schweiz besser als in der EU
- funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz
- funktioniert in der EU besser als in der Schweiz
- weiss nicht/keine Antwort



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)

Resultate der Politik EU vs. Schweiz	Résultats de la politique UE / Suisse
"Auch hier: welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche gleich gut in der Schweiz und in der EU und welche in der Schweiz besser?"	«A nouveau, veuillez indiquer, parmi ces aspects, lesquels d’après vous fonctionnent mieux dans l’Union européenne qu’en Suisse, lesquels fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l’UE et lesquels fonctionnent mieux en Suisse que dans l’UE.»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	en % de la population qui réside en Suisse
funktioniert in der Schweiz besser als in der EU	Cela fonctionne mieux en Suisse que dans l’UE
funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz	Cela fonctionne aussi bien dans l’UE qu’en Suisse
funktioniert in der EU besser als in der Schweiz	Cela fonctionne mieux dans l’UE qu’en Suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d’infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l’énergie, y compris dans les régions périphériques

Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürgerinnen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürgerinnen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé dans l'intérêt des citoyens et citoyennes
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie du droit et de l'ordre public
Der Umgang der Politik in der Schweiz mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique suisse
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürgerinnen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die Schweizer Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie suisse (liberté de l'innovation, liberté économique)
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Die Fähigkeit der Politik in der Schweiz zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique suisse à résoudre les grands problèmes de notre époque
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

Pour sa propre population, la Suisse s'en sort mieux en ce qui concerne la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (68% répondent que cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE) et l'administration publique orientée vers le service (60%). Les résultats les plus élevés en faveur d'une solution aussi bonne sont obtenus dans les domaines «Droits de l'homme» (39% répondent que cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse), «Capacité à résoudre des problèmes» (34%) et «Droit et ordre public» (33%). Les meilleures évaluations de l'UE, quand bien même elles sont minoritaires, concernent la capacité à résoudre des problèmes (10% répondent que cela fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse), la lutte contre la pandémie (9%) et la création de conditions-cadres économiques (7%).

Pour les citoyens et citoyennes des **PAYS LIMITOPHES**, il n'existe pas non plus, au niveau des résultats, d'aspect qui, de l'avis d'une majorité, fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse:

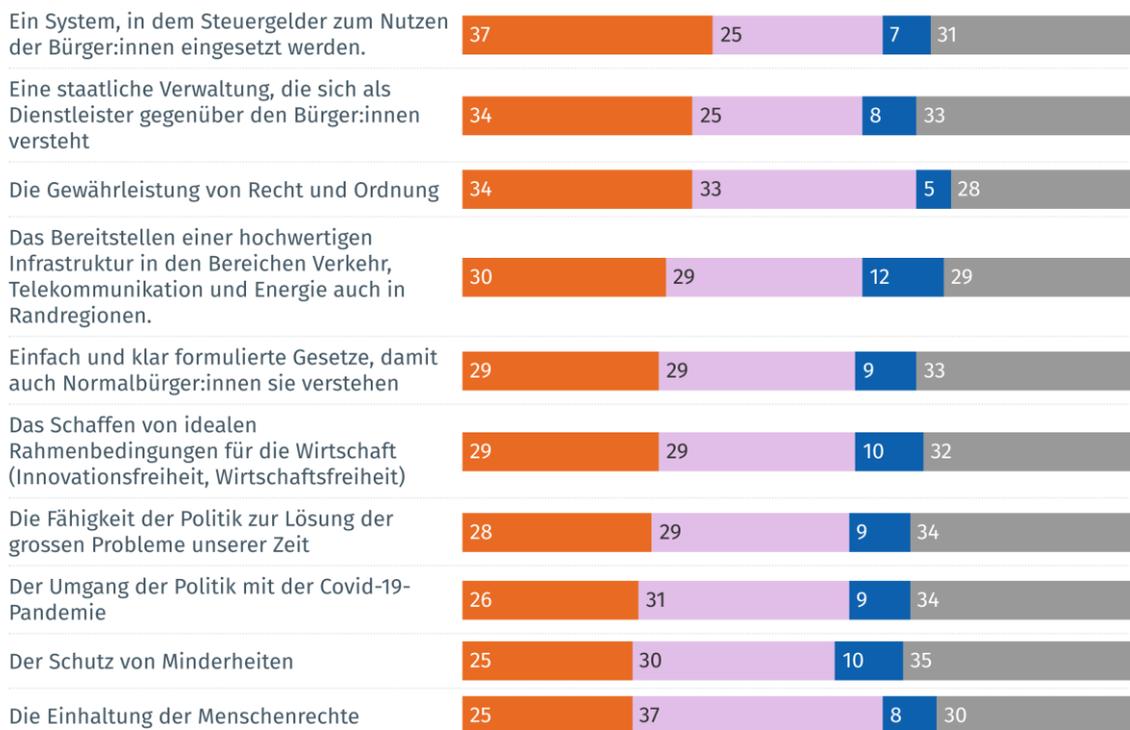
Graphique27

### Resultate der Politik EU vs. Schweiz

"Und welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche in der Schweiz und in der EU gleich gut und welche in der Schweiz besser?"

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)

■ funktioniert in der Schweiz besser als in der EU 
 ■ funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz  
■ funktioniert in der EU besser als in der Schweiz 
 ■ weiss nicht/keine Antwort



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Resultate der Politik EU vs. Schweiz	Résultats de la politique UE / Suisse
"Und welche dieser Aspekte funktionieren aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union besser als in der Schweiz, welche in der Schweiz und in der EU gleich gut und welche in der Schweiz besser?"	«Ici aussi, veuillez indiquer, parmi ces aspects, lesquels d'après vous fonctionnent mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse, lesquels fonctionnent aussi bien en Suisse que dans l'UE et lesquels fonctionnent mieux en Suisse que dans l'UE.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
funktioniert in der Schweiz besser als in der EU	Cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE
funktioniert in der EU gleich gut wie in der Schweiz	Cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse
funktioniert in der EU besser als in der Schweiz	Cela fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürgerinnen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé dans l'intérêt des citoyens et citoyennes

Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürgerinnen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie du droit et de l'ordre public
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürgerinnen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie (liberté de l'innovation, liberté économique)
Die Fähigkeit der Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique à résoudre les grands problèmes de notre époque
Der Umgang der Politik mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Du point de vue de la majorité, la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (30% répondent que cela fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE), l'administration orientée vers le service (34%), l'utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes (37%) et la garantie du droit et de l'ordre public (34%) fonctionnent mieux en Suisse. La protection des minorités (30% répondent que cela fonctionne aussi bien dans l'UE qu'en Suisse), la capacité à résoudre des problèmes (29%), la gestion de la crise du coronavirus (31%) et le respect des droits de l'homme (37%) fonctionnent relativement aussi bien. Seule une minorité considère que certains aspects du système fonctionnent mieux dans l'Union européenne qu'en Suisse. Cette position est principalement partagée en ce qui concerne la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (12% répondent que cela fonctionne mieux dans l'UE qu'en Suisse), suivie par la protection des minorités et les conditions-cadres économiques (10% chacune).

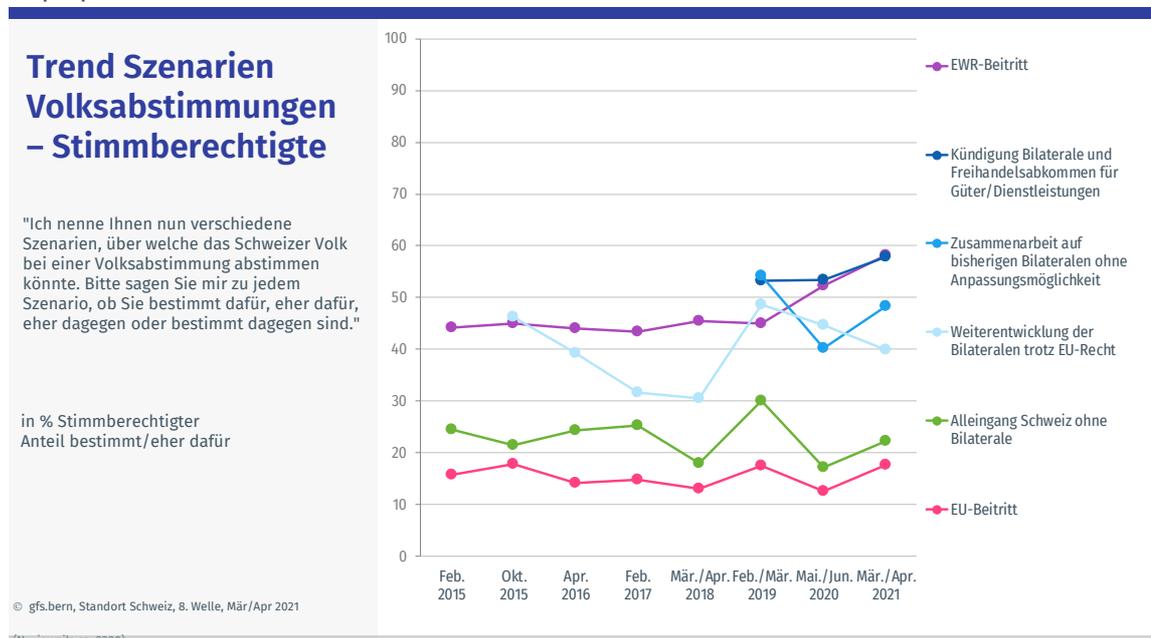
Aucun avis clair ne peut être tiré concernant les conditions économiques idéales et l'intelligibilité des lois, puisque les citoyens et citoyennes sont partagés entre «fonctionne aussi bien» et «fonctionne mieux en Suisse que dans l'UE» (29% chacun).

#### 4.1.8 Potentiel de coopération et d'apprentissage mutuel

L'opinion largement partagée par les citoyens et citoyennes quant à la façon dont les systèmes démocratiques suisses et européens pourraient être optimisés pour donner satisfaction peut aussi être la base d'une acceptation plus vaste de formes de coopération

entre la Suisse et l'UE. Une étude de l'institut gfs menée début 2021 révèle que, en l'absence d'un tel rapprochement des systèmes, toutes les formes de coopération envisageables ne reçoivent pas le même soutien:

Graphique28



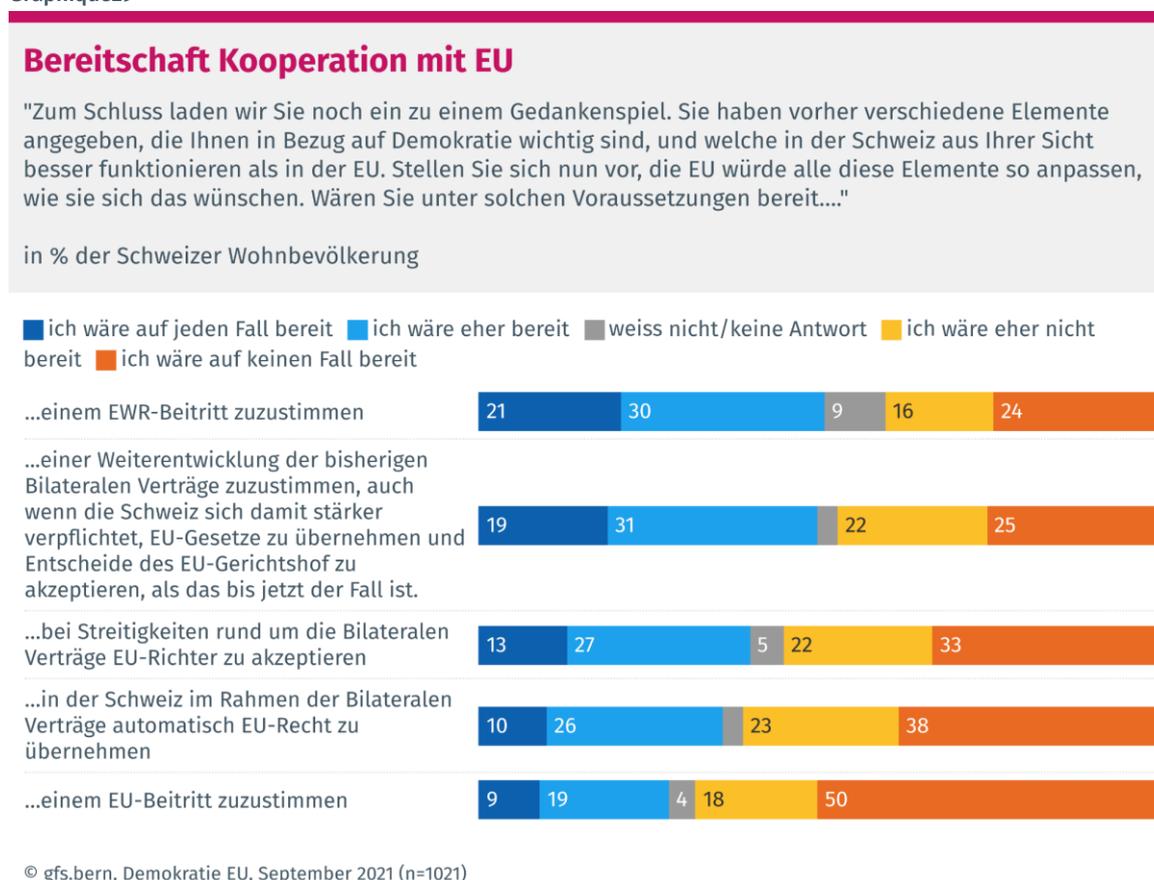
Trend Szenarien Volksabstimmungen – Stimmberechtigte	Tendance scénarios votations populaires – électeurs
"Ich nenne Ihnen nun verschiedene Szenarien, über welche das Schweizer Volk bei einer Volksabstimmung abstimmen könnte. Bitte sagen Sie mir zu jedem Szenario, ob Sie bestimmt dafür, eher dafür, eher dagegen oder bestimmt dagegen sind."	«Je vais maintenant vous citer différents scénarios sur lesquels le peuple suisse pourrait être amené à se prononcer dans le cadre d'une votation populaire. Pour chaque scénario, merci de me dire si vous êtes certainement pour, plutôt pour, plutôt contre ou certainement contre.»
in % Stimmberechtigter Anteil bestimmt/eher dafür	in % Stimmberechtigter Anteil bestimmt/eher dafür
EWR- Beitritt	Adhésion à l'EEE
Kündigung Bilaterale und Freihandelsabkommen für Güter/Dienstleistungen	Résiliation d'accords bilatéraux et de libre-échange pour les biens/services
Zusammenarbeit auf bisherigen Bilateralen ohne Anpassungsmöglichkeit	Coopération aux niveaux bilatéraux habituels sans possibilité de modification
Weiterentwicklung der Bilateralen trotz EU-Recht	Renforcement des accords bilatéraux en dépit du droit européen
Alleingang Schweiz ohne Bilaterale	Action isolée de la Suisse sans accords bilatéraux
EU- Beitritt	Adhésion à l'UE
Feb. 2015	Fév. 2015
Okt. 2015	Oct. 2015
Apr. 2016	Avr. 2016
Feb. 2017	Fév. 2017
Mär./Apr. 2018	Mars/avr. 2018
Feb./Mär. 2019	Fév./mars 2019
Mai./Jun. 2020	Mai/juin 2020
Mär./Apr. 2021	Mars/avr. 2021

© gfs.bern, Standort Schweiz, 8. welle, Mär/Apr2021 (N = jeweils ca. 2300)	© gfs.bern, Place suisse, 8 <sup>e</sup> édition, mars/avril 2021 (n = à chaque fois approx. 2300)
---	---

En mars 2021, il existe ainsi une approbation majoritaire à l'adhésion à l'EEE et à un accord de libre-échange pur, tandis que, notamment, le renforcement des accords bilatéraux dans le sens de l'ancien accord-cadre évoqué est solide, mais bénéficie d'un soutien minoritaire. Il est toutefois évident que l'adhésion à l'UE n'est pas majoritaire.

En supposant que tous les souhaits démocratiques de la **POPULATION QUI RÉSIDE EN SUISSE** soient concrétisés dans l'Union européenne, une adhésion à l'EEE ou le renforcement des accords bilatéraux seraient les formes de coopération les plus populaires:

Graphique29



<b>Bereitschaft Kooperation mit EU</b>	<b>Disposition à coopérer avec l'UE</b>
"Zum Schluss laden wir Sie noch ein zu einem Gedankenspiel. Sie haben vorher verschiedene Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Stellen Sie sich nun vor, die EU würde alle diese Elemente so anpassen, wie sie sich das wünschen. Wären Sie unter solchen Voraussetzungen bereit...."	«Pour terminer, nous vous invitons à un petit jeu de l'esprit. Vous avez cité précédemment différents éléments qui sont importants à vos yeux en ce qui concerne la démocratie et dont vous pensez qu'ils fonctionnent mieux en Suisse que dans l'Union européenne. Imaginez maintenant que l'UE adapte tous ces éléments comme vous le souhaitez. Dans ces conditions, seriez-vous prêt-e...»
in % der Schweizer Wohnbevölkerung	en % de la population qui réside en Suisse

ich wäre auf jeden Fall bereit	Je serais tout à fait prêt-e
ich wäre eher bereit	Je serais relativement prêt-e
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
ich wäre eher nicht bereit	Je ne serais plutôt pas prêt-e
ich wäre auf keinen Fall bereit	Je ne serais pas du tout prêt-e
...einem EWR-Beitritt zuzustimmen	... à approuver une adhésion à l'EEE?
...einer Weiterentwicklung der bisherigen Bilateralen Verträge zuzustimmen, auch wenn die Schweiz sich damit stärker verpflichtet, EU-Gesetze zu übernehmen und Entscheide des EU-Gerichtshof zu akzeptieren, als das bis jetzt der Fall ist.	... à approuver un renforcement des accords bilatéraux actuels, même si la Suisse s'engagerait ainsi davantage à adopter les lois de l'UE et à reconnaître les décisions de la Cour de justice de l'UE comme c'est le cas à ce jour?
...bei Streitigkeiten rund um die Bilateralen Verträge EU-Richter zu akzeptieren	... à accepter qu'un juge européen traite les litiges concernant les accords bilatéraux?
...in der Schweiz im Rahmen der Bilateralen Verträge automatisch EU-Recht zu übernehmen	... à adopter automatiquement le droit européen en Suisse dans le cadre des accords bilatéraux?
...einem EU-Beitritt zuzustimmen	... à approuver une adhésion à l'UE?
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021)

Parmi toutes les formes de coopération, l'adhésion à l'EEE serait l'option privilégiée, même si une très faible majorité de 51% serait plutôt prête ou tout à fait prête à l'approuver. Il convient toutefois de relever que l'incertitude quant à l'adhésion à l'EEE est la plus forte avec 9%. L'acceptation de juges européens échoue avec une majorité relative de 55%. L'adoption automatique du droit européen est d'ores et déjà refusée de manière décidée par 61% des personnes interrogées. L'adhésion à l'UE est le scénario qui a les chances de succès les plus faibles, puisqu'un peu plus d'un-e habitant-e sur quatre envisagerait cette possibilité et qu'une nette majorité de 68% la refuse.

Si l'on tient compte des affinités politiques, on remarque que l'adhésion à l'UE est la forme de coopération la plus impopulaire pour presque tous les partis, à l'exception des Verts. L'adhésion à l'UE est le scénario le moins prisé à l'UDC (3% tout à fait/plutôt prêts), tandis que ce projet bénéficie du soutien le plus élevé auprès des Verts (57%). L'adoption automatique de la législation est, du point de vue des Verts (56%) et des personnes non liées à un parti (7%), le scénario de coopération qui arrive en dernier parmi toutes les options possibles. Une nette disparité apparaît sur l'échiquier politique gauche/droite en ce qui concerne la forme de coopération la plus prisée. Le Centre, le PLR, l'UDC et les personnes non liées à un parti préfèrent l'adhésion à l'EEE, tandis que le PS, les Verts libéraux et les Verts privilégient un renforcement des accords bilatéraux. Dans l'ensemble, on remarque toutefois, tant à l'UDC que parmi les personnes non liées à un parti, qu'aucun scénario de coopération ne reçoit de soutien majoritaire: dans les deux groupes, l'adhésion à l'EEE est l'option la plus favorisée par rapport à toutes les autres options présentées, mais elle reste définitivement minoritaire avec 17% (UDC) et 27% (personnes non liées à un parti).

L'interprétation comparative avec les éléments tirés de l'étude de mars 2021 mérite d'être notée. A cet égard, en particulier, le renforcement des accords bilatéraux dans le sens d'un accord-cadre et l'adhésion à l'UE recueillent désormais environ 10 points de

pourcentage d’approbation supplémentaire dans le cadre de cette discussion. Il en résulte donc une courte majorité pour l’accord-cadre, tandis que l’acceptation de l’adhésion à l’UE reste clairement minoritaire dans ces conditions. Par conséquent, un rapprochement entre la Suisse et l’Union européenne semble conduire à un certain déblocage de la discussion de fond sur les formes de coopération.

Graphique30



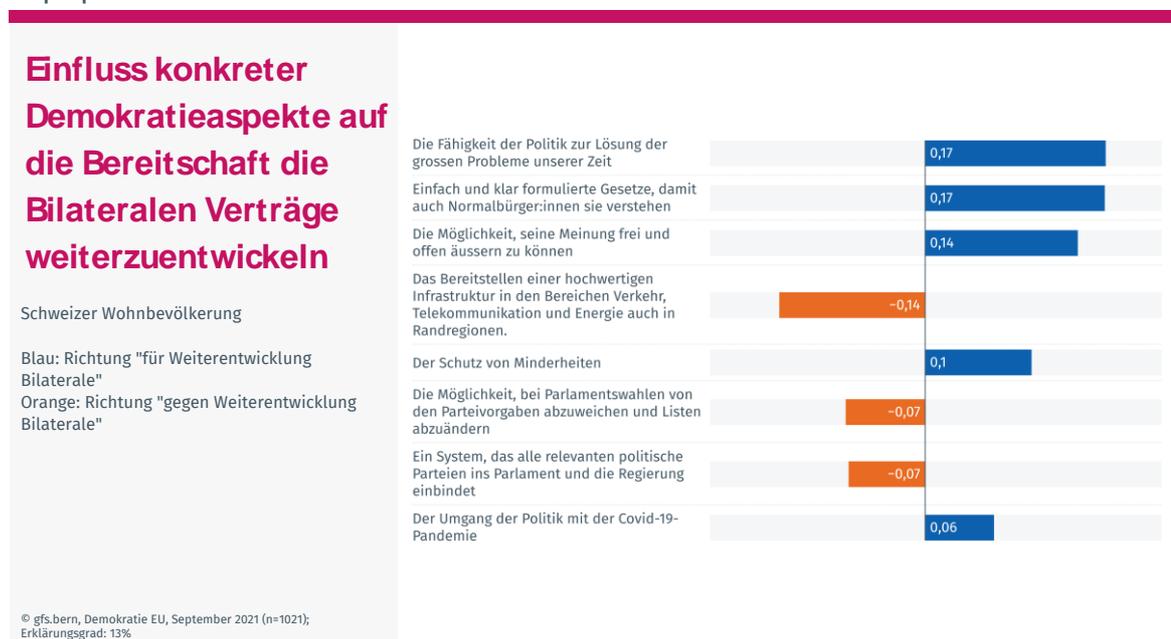
Einfluss konkreter Demokratieaspekte auf die Bereitschaft dem EWR beizutreten	Influence d’aspects démocratiques concrets sur la disposition à rejoindre l’EEE
Schweizer Wohnbevölkerung	Population qui réside en Suisse
Blau: Richtung "für EWR-Beitritt" Orange: Richtung "gegen EWR-Beitritt"	Bleu: tendance «pour une adhésion à l’EEE» Orange: tendance «contre une adhésion à l’EEE»
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d’exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l’homme
Die Wahl des Parlaments	L’élection du Parlement
Die Fähigkeit der Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique à résoudre les grands problèmes de notre époque
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d’infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l’énergie, y compris dans les régions périphériques
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s’opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Die Wahl der Regierung	L’élection du gouvernement
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021); Erklärungsgrad: 13%	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021); force explicative: 13%

Toutefois, tous les souhaits d'adaptation de l'UE aux spécificités suisses n'ont pas pour effet de favoriser de la même façon la disposition à rejoindre l'EEE. Le scénario le plus plébiscité est l'acceptation d'une adhésion à l'EEE par un rapprochement de l'UE avec la Suisse sur les questions de liberté d'opinion, de respect des droits de l'homme, de procédure pour les élections parlementaires et de capacité à résoudre des problèmes. En outre, d'une manière générale, la démocratie directe est essentielle, quand bien même elle est absente du modèle statistique pour des raisons liées à la méthode. Puisque l'avis selon lequel la Suisse s'en sort mieux que l'UE à cet égard et l'UE devrait idéalement reprendre la démocratie directe de la Suisse est très répandu, une évolution européenne vers la démocratie directe selon la Suisse est plus une prémisse générale qu'un véritable moteur pour une plus grande acceptation d'une adhésion à l'EEE.

En revanche, quiconque souhaite une UE qui s'oriente vers la Suisse en termes de concordance parlementaire et de fédéralisme ne peut imaginer une adhésion à l'EEE, même avec un tel ajustement. Dans ce contexte, des ajustements ne favorisent pas une volonté de coopération correspondante.

Toutefois, la représentativité du modèle statistique sous-jacent montre aussi que des alignements sur les différents éléments démocratiques n'auraient qu'une influence mineure sur l'adhésion à l'EEE et surtout que le contenu d'une telle coopération est aussi déterminant pour la décision.

Graphique31



Einfluss konkreter Demokratieaspekte auf die Bereitschaft die Bilateralen Verträge weiterzuentwickeln	Influence d'aspects démocratiques concrets sur la disposition à renforcer les accords bilatéraux
Schweizer Wohnbevölkerung	Population qui réside en Suisse
Blau: Richtung "für Weiterentwicklung Bilaterale"	Bleu: tendance «pour le renforcement des accords bilatéraux»
Orange: Richtung "gegen Weiterentwicklung Bilaterale"	Orange: tendance «contre le renforcement des accords bilatéraux»

Die Fähigkeit der Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique à résoudre les grands problèmes de notre époque
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürger: innen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
Der Umgang der Politik mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n=1021);	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n=1021);
Erklärungsgrad: 13%	force explicative: 13%

Le résultat est comparable en ce qui concerne l'acceptation d'un renforcement des accords bilatéraux existants. La capacité à résoudre des problèmes et la liberté de formation de l'opinion au sens de la Suisse favorisent l'adhésion à une telle forme de coopération. Cette adhésion est appuyée par le souhait de lois intelligibles, la protection des minorités et la gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique dans l'idée de la Suisse.

Même en cas de renforcement des accords bilatéraux, les adaptations au fédéralisme et à la concordance ne favorisent pas l'acceptation d'une telle forme de coopération, tandis que les instruments de la démocratie directe représentent plus, là encore, une prémisses qu'une base de négociation.

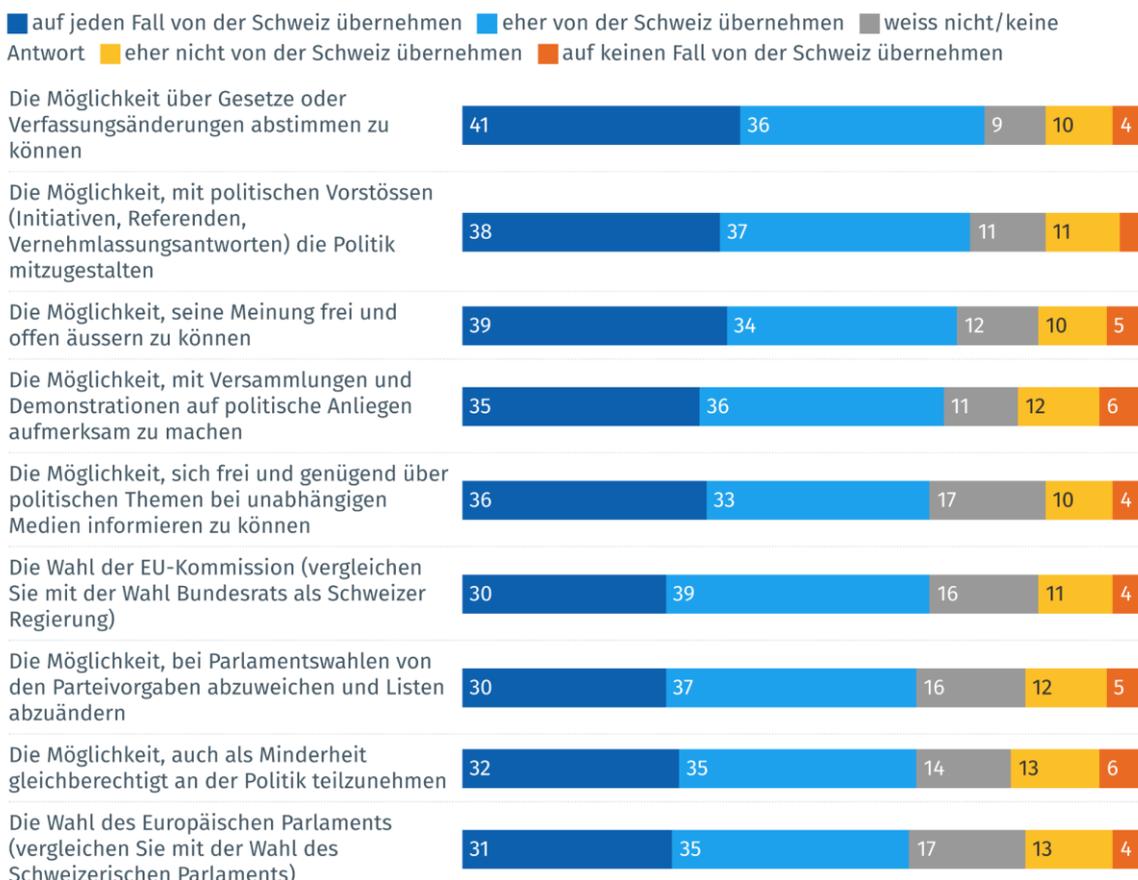
Les **POPULATIONS QUI RÉSIDENT DANS LES PAYS LIMITOPHES** reprendraient majoritairement toutes les possibilités de participation politique de la Suisse:

Graphique32

### Reformbedarf politische Mitbestimmung EU

"Sie haben vorher eines oder mehrere Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Bei welchen der folgenden Punkte würde das Europäische politische System idealerweise Elemente des Schweizerischen Systems übernehmen? Geben Sie bitte bei jedem Punkt an, ob das Europäische politische System ein solches Element auf jeden Fall, eher, eher nicht oder auf keinen Fall vom Schweizerischen politischen System übernehmen soll."

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Reformbedarf politische Mitbestimmung EU	Besoin de réforme en matière de participation politique dans l'UE
"Sie haben vorher eines oder mehrere Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Bei welchen der folgenden Punkte würde das Europäische politische System idealerweise Elemente des Schweizerischen Systems übernehmen? Geben Sie bitte bei jedem Punkt an, ob das Europäische politische System ein solches Element auf jeden Fall, eher, eher nicht oder auf keinen Fall vom	«Vous avez cité précédemment un ou plusieurs éléments qui sont importants à vos yeux en ce qui concerne la démocratie et dont vous pensez qu'ils fonctionnent mieux en Suisse que dans l'Union européenne. Parmi les éléments suivants, pour lesquels le système politique européen devrait-il idéalement s'inspirer du système suisse? Veuillez indiquer à chaque fois si le système politique européen devrait absolument ou plutôt reprendre cet élément du système politique suisse ou s'il ne devrait

Schweizerischen politischen System übernehmen soll."	plutôt pas ou absolument pas le reprendre.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
auf jeden Fall von der Schweiz übernehmen	Il devrait absolument reprendre cet élément suisse
eher von der Schweiz übernehmen	Il devrait plutôt reprendre cet élément suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher nicht von der Schweiz übernehmen	Il ne devrait plutôt pas reprendre cet élément suisse
auf keinen Fall von der Schweiz übernehmen	Il ne devrait absolument pas reprendre cet élément suisse
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Möglichkeit, mit Versammlungen und Demonstrationen auf politische Anliegen aufmerksam zu machen	La possibilité d'attirer l'attention sur des préoccupations politiques au moyen de rassemblements et de manifestations
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Wahl der EU-Kommission (vergleichen Sie mit der Wahl Bundesrats als Schweizer Regierung)	L'élection de la Commission européenne (Comparez avec l'élection du Conseil fédéral en tant que gouvernement suisse)
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Wahl des Europäischen Parlaments (vergleichen Sie mit der Wahl des Schweizerischen Parlaments)	L'élection du Parlement européen (Comparez avec l'élection du Parlement suisse)
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Le souhait de reprise est le plus marqué en ce qui concerne les votations sur les modifications de la loi ou de la constitution (77% -> devrait plutôt/absolument reprendre cet élément suisse) et les actions politiques (75%). La plus grande incertitude porte surtout sur l'élection du Parlement suisse (17% -> ne sais pas / pas de réponse), la formation de l'opinion au moyen de médias indépendants (17%), l'élection du Conseil fédéral et la modification des listes des partis (16% chacune). La reprise de la

modification des listes des partis (67%), la participation politique des minorités (67%) et l'élection du Parlement (66%) restent majoritaires, mais suscitent une approbation plus ténue.

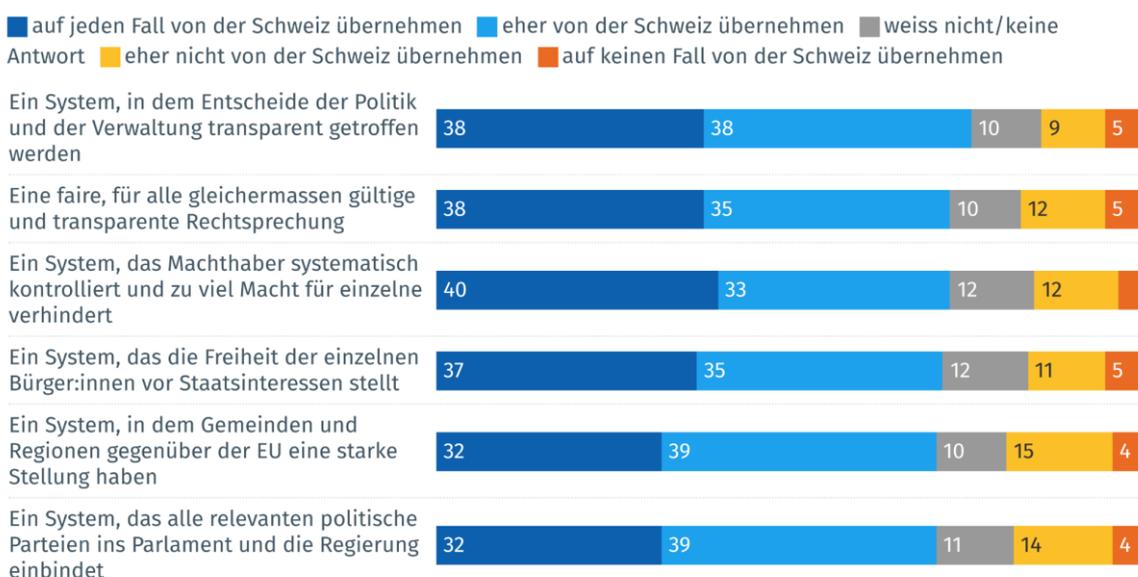
Pour le système politique également, une majorité absolue des habitant-es des pays limitrophes reprendrait tous les aspects de la Suisse:

Graphique33

### Reformbedarf politisches System der EU

"Sie haben vorher eines oder mehrere Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Bei welchen der folgenden Punkte würde das Europäische politische System idealerweise Elemente des Schweizerischen Systems übernehmen? Geben Sie bitte bei jedem Punkt an, ob das Europäische politische System ein solches Element auf jeden Fall, eher, eher nicht oder auf keinen Fall vom Schweizerischen politischen System übernehmen soll."

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Reformbedarf politisches System der EU	Besoin de réforme du système politique de l'UE
"Sie haben vorher eines oder mehrere Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Bei welchen der folgenden Punkte würde das Europäische politische System idealerweise Elemente des Schweizerischen Systems übernehmen? Geben Sie bitte bei jedem Punkt an, ob das Europäische politische System ein solches Element auf jeden Fall, eher, eher nicht oder auf keinen Fall vom	«Vous avez cité précédemment un ou plusieurs éléments qui sont importants à vos yeux en ce qui concerne la démocratie et dont vous pensez qu'ils fonctionnent mieux en Suisse que dans l'Union européenne. Parmi les éléments suivants, pour lesquels le système politique européen devrait-il idéalement s'inspirer du système suisse? Veuillez indiquer à chaque fois si le système politique européen devrait absolument ou plutôt reprendre cet élément du système politique suisse ou s'il ne devrait

Schweizerischen politischen System übernehmen soll."	plutôt pas ou absolument pas le reprendre.»
in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
auf jeden Fall von der Schweiz übernehmen	Il devrait absolument reprendre cet élément suisse
eher von der Schweiz übernehmen	Il devrait plutôt reprendre cet élément suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher nicht von der Schweiz übernehmen	Il ne devrait plutôt pas reprendre cet élément suisse
auf keinen Fall von der Schweiz übernehmen	Il ne devrait absolument pas reprendre cet élément suisse
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürgerinnen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat
Ein System, in dem Gemeinden und Regionen gegenüber der EU eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les régions ont une position forte par rapport à l'UE
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Les éléments qui sont le plus souvent repris de la Suisse sont la transparence des processus de décision (76% -> devrait plutôt/absolument reprendre cet élément suisse), la jurisprudence (73%) et le contrôle de la répartition du pouvoir (73%). Le renforcement de la position des communes et des régions (71%) et l'intégration de tous les partis pertinents (71%) sont plus rares, mais toujours réclamés par une majorité absolue. Ces deux aspects sont aussi ceux qui obtiennent les résultats les plus élevés, bien que minoritaires, contre une reprise (19% et 18% respectivement).

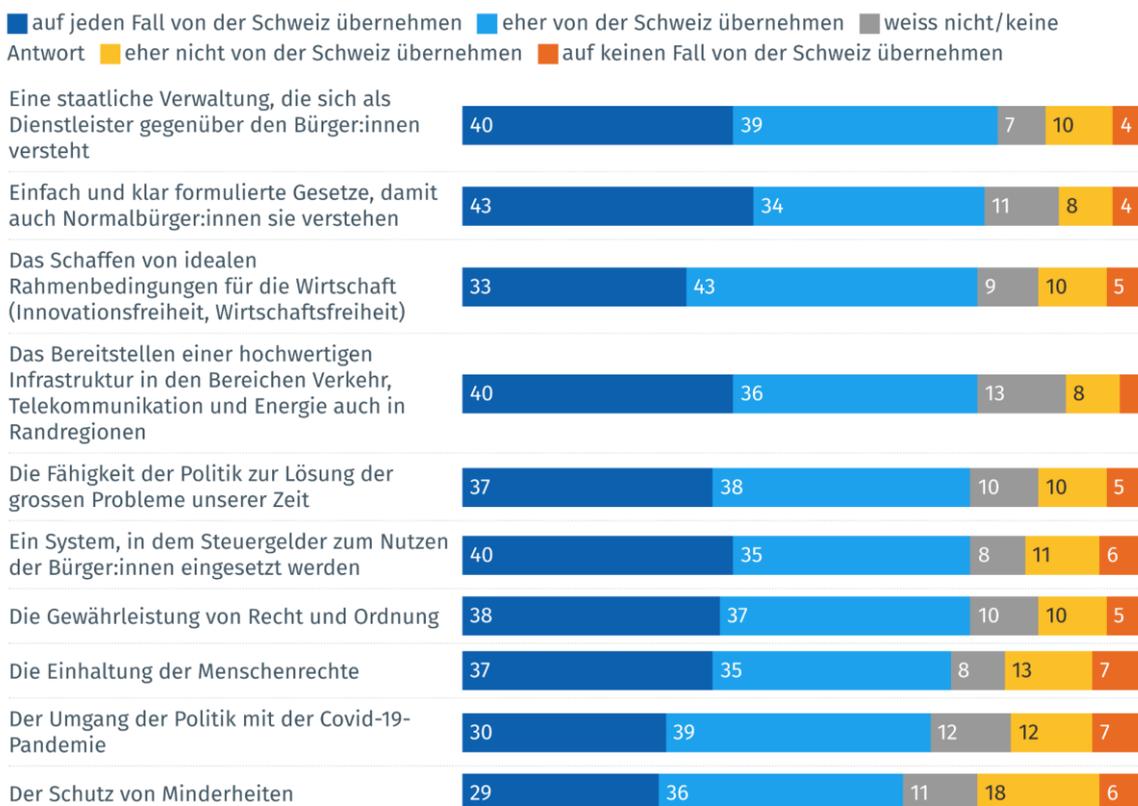
Pour les résultats de la politique aussi, une majorité absolue souhaite suivre le modèle suisse pour chaque aspect:

Graphique34

### Reformbedarf Resultate der Politik EU

"Sie haben vorher eines oder mehrere Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Bei welchen der folgenden Punkte würde das Europäische politische System idealerweise Elemente des Schweizerischen Systems übernehmen? Geben Sie bitte bei jedem Punkt an, ob das Europäische politische System ein solches Element auf jeden Fall, eher, eher nicht oder auf keinen Fall vom Schweizerischen politischen System übernehmen soll."

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Reformbedarf Resultate der Politik EU	Besoin de réforme en matière de résultats de la politique dans l'UE
"Sie haben vorher eines oder mehrere Elemente angegeben, die Ihnen in Bezug auf Demokratie wichtig sind, und welche in der Schweiz aus Ihrer Sicht besser funktionieren als in der EU. Bei welchen der folgenden Punkte würde das Europäische politische System idealerweise Elemente des Schweizerischen Systems übernehmen? Geben Sie bitte bei jedem Punkt an, ob das Europäische politische System ein solches Element auf jeden Fall, eher, eher nicht oder auf keinen Fall vom Schweizerischen politischen System übernehmen soll."	«Vous avez cité précédemment un ou plusieurs éléments qui sont importants à vos yeux en ce qui concerne la démocratie et dont vous pensez qu'ils fonctionnent mieux en Suisse que dans l'Union européenne. Parmi les éléments suivants, pour lesquels le système politique européen devrait-il idéalement s'inspirer du système suisse? Veuillez indiquer à chaque fois si le système politique européen devrait absolument ou plutôt reprendre cet élément du système politique suisse ou s'il ne devrait plutôt pas ou absolument pas le reprendre.»

in % der Wohnbevölkerung der Schweizer Nachbarstaaten (exkl. Liechtenstein)	en % de la population qui réside dans les pays limitrophes de la Suisse (à l'exclusion du Liechtenstein)
auf jeden Fall von der Schweiz übernehmen	Il devrait absolument reprendre cet élément suisse
eher von der Schweiz übernehmen	Il devrait plutôt reprendre cet élément suisse
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher nicht von der Schweiz übernehmen	Il ne devrait plutôt pas reprendre cet élément suisse
auf keinen Fall von der Schweiz übernehmen	Il ne devrait absolument pas reprendre cet élément suisse
Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürgerinnen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürgerinnen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie (liberté de l'innovation, liberté économique)
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen	La mise à disposition d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques
Die Fähigkeit der Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique à résoudre les grands problèmes de notre époque
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürger: innen eingesetzt werden	Un système dans lequel l'argent public est utilisé dans l'intérêt des citoyens et citoyennes
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie du droit et de l'ordre public
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Der Umgang der Politik mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Le point le plus recherché est une reprise de l'administration orientée vers le service (79% -> devrait plutôt/absolument reprendre cet élément suisse), ainsi que des lois intelligibles (77%) et des conditions économiques idéales (76%). Une reprise est principalement rejetée en ce qui concerne la protection des minorités (24%), la gestion de la crise du coronavirus (19%) et le respect des droits de l'homme (20%)

Il existe des chantiers communs, et donc un **POTENTIEL D'APPRENTISSAGE MUTUEL**, dans les domaines «Résoudre les grands problèmes de notre époque», «Pour des lois compréhensibles par les citoyens et citoyennes ordinaires» et «Utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes», car c'est là que les habitant-es de la

Suisse et comme ceux des pays limitrophes sont le plus insatisfaits. L'UE pourrait apprendre de la Suisse en ce qui concerne les instruments de la démocratie directe (votations sur les modifications de la loi et de la constitution, modifications des listes des partis et actions politiques), ainsi que le droit de codécision des communes et des régions, tandis que la Suisse pourrait prendre exemple sur l'UE en ce qui concerne les médias indépendants et la liberté d'opinion.

L'inclusion de toutes les forces politiques pertinentes ainsi qu'une jurisprudence équitable et transparente sont les **BASES COMMUNES** d'une future coopération. Ces éléments assurent la satisfaction de la population, tant en Suisse que dans les pays limitrophes. Selon les habitant-es de Suisse et des pays limitrophes, la Suisse est supérieure à l'UE, démocratiquement parlant, sur les points suivants: Les possibilités de participation grâce aux votations sur les lois et la constitution, la possibilité d'actions politiques et l'élection du gouvernement. Au niveau réglementaire, il s'agit de la position forte des communes et des cantons, ainsi que du placement des libertés des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat. Selon les habitant-es interrogés, l'administration suisse est plus orientée vers le service et les recettes fiscales sont davantage utilisées au profit des citoyens et citoyennes.

## 1.10 Comparaison des pays limitrophes

### 4.1.9 La satisfaction à l'égard de la politique de l'UE

Seuls les habitant-es d'Allemagne (57% de plutôt/très satisfait-es) et d'Autriche (51%) sont tout juste majoritairement satisfaits du **SYSTÈME POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE**:

Graphique35

## Zufriedenheit Aspekte EU-Politik

Zufriedenheit mit verschiedenen Aspekten der EU-Politik

in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes

Aspekt	Land	sehr zufrieden	eher zufrieden	weiss nicht/keine Antwort	eher unzufrieden	sehr unzufrieden
Zufriedenheit politisches System EU	Deutschland	8	49	3	27	13
	Österreich	10	41	2	30	17
	Italien	10	37	4	33	16
	Frankreich	5	40	13	27	15
Zufriedenheit Mitbestimmung EU-Politik	Italien	15	45	5	25	10
	Deutschland	7	39	5	34	15
	Frankreich	4	38	11	32	15
	Österreich	9	33	3	37	18
Zufriedenheit Regeln EU-Politik	Deutschland	5	48	5	28	14
	Italien	5	45	4	31	15
	Österreich	8	38	4	30	20
	Frankreich	2	40	15	30	13
Zufriedenheit Resultate EU-Politik	Italien	7	40	5	31	17
	Deutschland	4	42	4	32	18
	Frankreich	3	38	13	31	15
	Österreich	6	32	4	36	22

© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Aspekte EU-Politik	Satisfaction à l'égard d'aspects de la politique de l'UE
----------------------------------	--

Zufriedenheit mit verschiedenen Aspekten der EU-Politik	Satisfaction à l'égard de différents aspects de la politique de l'UE
in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes	en % de la population qui réside dans le pays concerné
Aspekt	Aspect
Land	Pays
sehr zufrieden	Très satisfaisant
eher zufrieden	Plutôt satisfaisant
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
eher unzufrieden	Plutôt insatisfaisant
sehr unzufrieden	Pas du tout satisfaisant
Zufriedenheit politisches System EU	Satisfaction à l'égard du système politique de l'UE
Zufriedenheit Mitbestimmung EU-Politik	Satisfaction à l'égard de la participation à la prise de décision sur la politique de l'UE
Zufriedenheit Regeln EU-Politik	Satisfaction à l'égard des règles de la politique de l'UE
Zufriedenheit Resultate EU-Politik	Satisfaction à l'égard des résultats de la politique de UE
Deutschland	Allemagne
Österreich	Autriche
Italien	Italie
Frankreich	France
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Le résultat est minoritaire en Italie, où 47% sont plutôt ou très satisfait-es du système politique européen en général. Avec 45%, la satisfaction en France est la plus faible de tous les pays limitrophes interrogés. L'insatisfaction est la plus forte en Italie (49% de plutôt/très insatisfait-es) et Autriche (47%).

S'agissant des **POSSIBILITÉS DE PARTICIPATION À LA PRISE DE DÉCISION DANS L'UNION EUROPÉENNE**, il n'y a qu'en Italie qu'une nette majorité est plutôt ou très satisfaite (60%). Des majorités relatives apparaissent en Allemagne (46% de plutôt/très satisfait-es), ainsi qu'en France et en Italie (42% chacune). L'Autriche est la plus insatisfaite des possibilités de participation au sein de l'UE, puisqu'une majorité absolue de 55% se dit plutôt ou très insatisfaite.

Seuls les habitant-es d'Allemagne (53% de plutôt/très satisfait-es) et d'Italie (50%) sont tout juste majoritairement satisfaits des **RÈGLES POLITIQUES APPLIQUÉES DANS L'UE**. En Autriche et en France, respectivement 46% 42% sont plus ou moins satisfait-es des règles. Là encore, les valeurs d'insatisfaction les plus élevées sont enregistrées en Autriche (50% de plutôt/très insatisfait-es) et en Italie (46%).

S'agissant des **RÉSULTATS DE LA POLITIQUE DE L'UE**, aucun des pays limitrophes interrogés n'obtient une majorité absolue d'habitant-es satisfait-es. Les populations les plus satisfaites sont celles de l'Italie (47% de plutôt/très satisfait-es) et de l'Allemagne (46%). Les taux de satisfaction les plus faibles se situent en France (41%) et en Autriche

(38%). Les plus insatisfaits sont les habitant-es de l’Autriche (58% de plutôt/très insatisfait-es) et de l’Allemagne (50%).

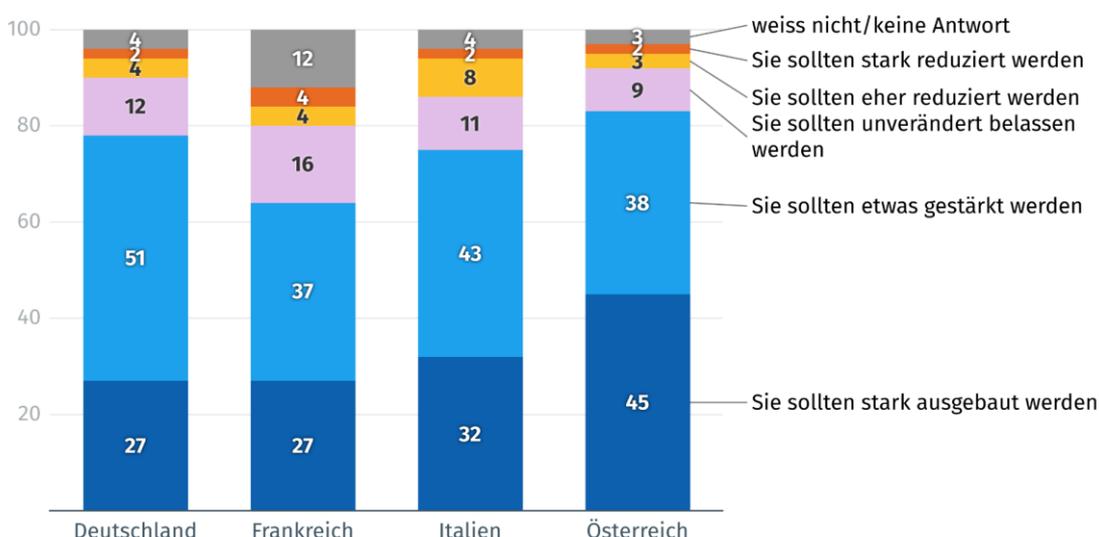
Un aménagement des possibilités de participation dans l’Union européenne est réclamé par une majorité absolue dans tous les pays limitrophes:

Graphique36

### Reformbedarf Mitbestimmung EU-Politik

"Finden Sie, die Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung sollten in der Europäischen Union eher ausgebaut oder reduziert werden?"

in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Reformbedarf Mitbestimmung EU-Politik	Besoin de réforme au niveau de la participation à la prise de décision politique de l’UE
"Finden Sie, die Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung sollten in der Europäischen Union eher ausgebaut oder reduziert werden?"	«Estimez-vous que les possibilités de participation politique devraient plutôt être renforcées ou réduites en Union européenne?»
in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes	en % de la population qui réside dans le pays concerné
weiss nicht/keine Antwort	Ne sais pas / pas de réponse
Sie sollten stark reduziert werden	Elles devraient être sensiblement réduites
Sie sollten eher reduziert werden	Elles devraient être légèrement réduites
Sie sollten unverändert belassen werden	Elles devraient rester inchangées
Sie sollten etwas gestärkt werden	Elles devraient être légèrement renforcées
Sie sollten stark ausgebaut werden	Elles devraient être sensiblement renforcées
Deutschland	Allemagne
Frankreich	France
Italien	Italie

Österreich	Autriche
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

C'est en Autriche qu'un renforcement est souhaité le plus souvent et le plus majoritairement, puisque 83% des habitant-es interrogé-es réclament un renforcement général, dont 45% souhaitent un renforcement marqué. La deuxième place est occupée par l'Allemagne, où 78% souhaitent un renforcement, étant précisé que 51% sont favorables à un renforcement clair des possibilités de participation. Le maintien du statu quo est le plus populaire en France, où 16% se prononcent contre une modification des possibilités de participation à la prise de décision. Une réduction des possibilités de participation n'est appuyée que par une petite majorité dans chaque pays limitrophe (entre 5 et 10%). Par rapport aux autres pays limitrophes, les habitant-es de la France ont été les plus nombreux à ne pas répondre (12% de ne sais pas / pas de réponse), car les personnes interrogées n'ont pas pu ou pas voulu répondre à cette question.

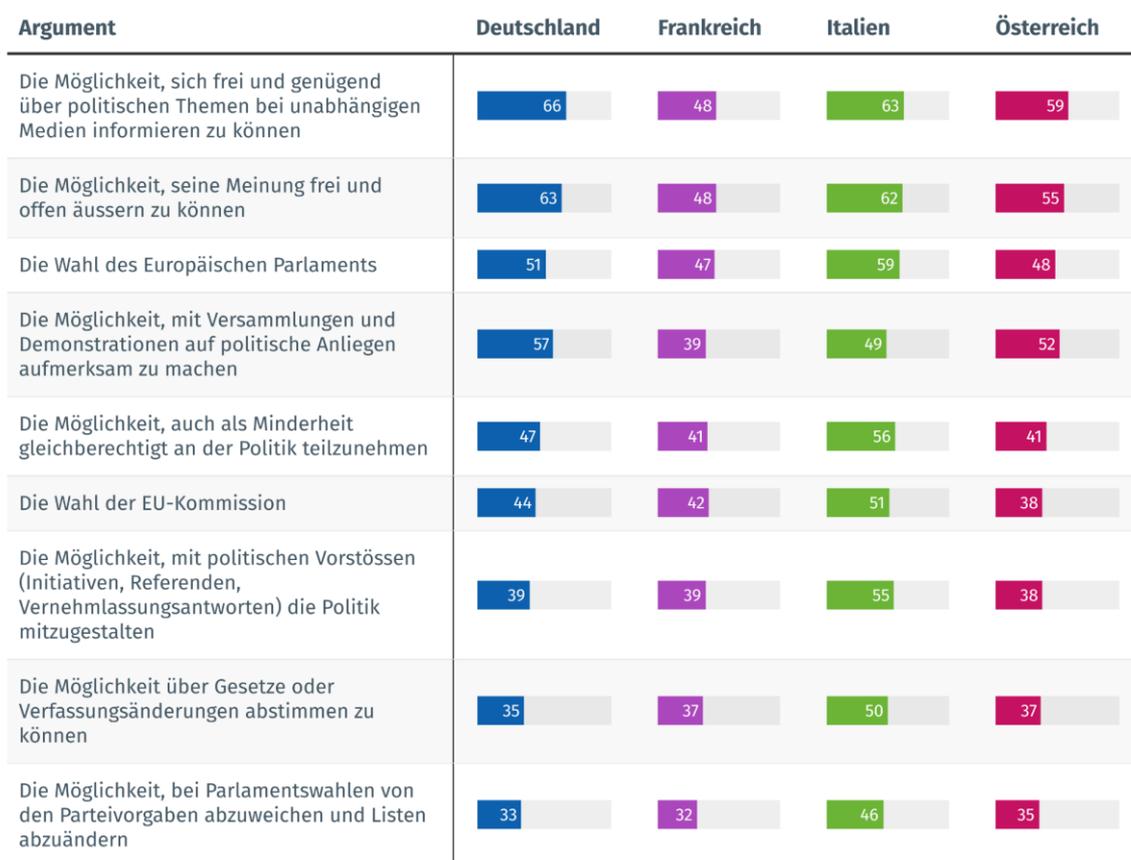
S'agissant des possibilités concrètes de participation dans l'Union européenne, la satisfaction à l'égard de la liberté de formation et d'expression de l'opinion est la plus élevée dans les **PAYS LIMITROPHES**:

Graphique37

### Zufriedenheit Aspekte der politischen Mitbestimmung EU pro Land

"In der Europäischen Union gibt es verschiedene Formen von Mitbestimmung bei der Politik. Wie zufriedenstellend sind aus Ihrer Sicht die folgenden Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung in der EU gelöst?"

in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes  
Anteil "sehr/eher zufriedenstellend gelöst"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Aspekte der politischen Mitbestimmung EU pro Land	Satisfaction à l'égard des aspects de la participation à la prise de décision politique dans l'UE par pays
"In der Europäischen Union gibt es verschiedene Formen von Mitbestimmung bei der Politik. Wie zufriedenstellend sind aus Ihrer Sicht die folgenden Möglichkeiten zur politischen Mitbestimmung in der EU gelöst?"	«En Suisse, il existe différentes formes de participation la politique nationale. D'après vous, dans quelle mesure l'organisation des possibilités de participation politique ci-après est-elle satisfaisante en UE?»
in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes	en % de la population qui réside dans le pays concerné
Anteil "sehr/eher zufriedenstellend gelöst"	Part «Organisation très/plutôt satisfaisante»
Argument	Argument
Deutschland	Allemagne
Frankreich	France
Italien	Italie

Österreich	Autriche
Die Möglichkeit, sich frei und genügend über politischen Themen bei unabhängigen Medien informieren zu können	La possibilité de s'informer librement et suffisamment sur les questions politiques auprès de médias indépendants
Die Möglichkeit, seine Meinung frei und offen äussern zu können	La possibilité d'exprimer ses opinions librement et ouvertement
Die Wahl des Europäischen Parlaments	L'élection du Parlement européen
Die Möglichkeit, mit Versammlungen und Demonstrationen auf politische Anliegen aufmerksam zu machen	La possibilité d'attirer l'attention sur des préoccupations politiques au moyen de rassemblements et de manifestations
Die Möglichkeit, auch als Minderheit gleichberechtigt an der Politik teilzunehmen	La possibilité pour les minorités de participer à la politique avec les mêmes droits que tout un chacun
Die Wahl der EU-Kommission	L'élection de la Commission européenne
Die Möglichkeit, mit politischen Vorstössen (Initiativen, Referenden, Vernehmlassungsantworten) die Politik mitzugestalten	La possibilité de contribuer à façonner la politique au moyen d'actions politiques (initiatives, référendums, réponses à des consultations)
Die Möglichkeit über Gesetze oder Verfassungsänderungen abstimmen zu können	La possibilité de voter sur les lois ou les modifications de la constitution
Die Möglichkeit, bei Parlamentswahlen von den Parteivorgaben abzuweichen und Listen abzuändern	La possibilité de s'opposer aux décisions des partis et de modifier les listes aux élections législatives
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

Tant la liberté de formation que d'expression de l'opinion rassemblent une nette majorité dans presque tous les pays limitrophes, qui jugent ces aspects de la participation politique plutôt ou très satisfaisants. La seule exception est la population française, dont la majorité absolue s'exprime pour qu'il n'existe pas qu'une seule possibilité unique de participation à la prise de décision. En Allemagne, les questions de la liberté de formation et d'expression de l'opinion, de l'élection du Parlement européen et des rassemblements et manifestations recueillent des majorités absolues. Une majorité absolue de la population qui réside en Italie est favorable à tous les aspects, hormis les rassemblements et manifestations (49% de plutôt/très satisfait-es) et la modification des listes des partis (46%). On remarque en outre que la valeur minimale la plus élevée est atteinte par la population italienne à l'égard de tous les aspects (46% de très/plutôt satisfait-es), tandis que ces résultats sont compris entre 32 et 35% dans les autres pays. En Autriche, la liberté de formation et d'expression de l'opinion, ainsi que les rassemblements et manifestations sont jugés plutôt/très satisfaisants par une majorité des habitant-es.

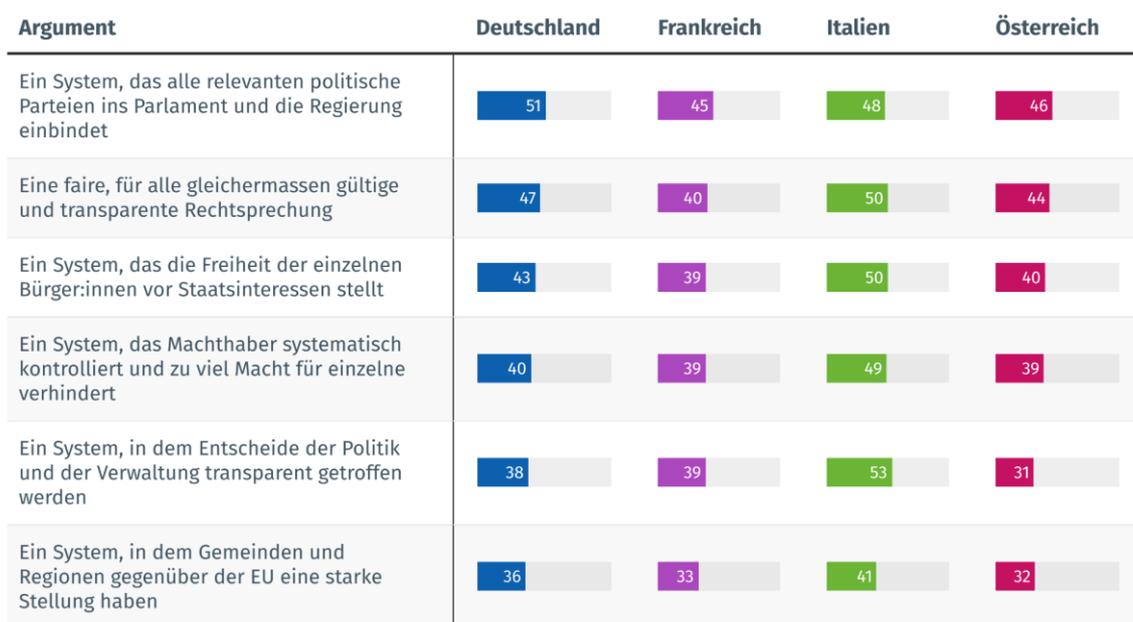
Les habitant-es des **PAYS LIMITROPHES** sont moins satisfaits du système politique de l'Union européenne que des possibilités de participation à la prise de décision politique:

Graphique38

### Zufriedenheit Aspekte des politischen Systems EU

"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union gelöst? Bitte geben Sie jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."

in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes  
Anteil "sehr/eher zufriedenstellend gelöst"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Aspekte des politischen Systems EU	Satisfaction à l'égard des aspects du système politique de l'UE
"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union gelöst? Bitte geben Sie jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."	«A votre avis, dans quelle mesure l'organisation des aspects suivants est-elle satisfaisante en Union européenne? Veuillez exprimer dans chaque cas votre impression générale, sans faire de distinction entre le niveau européen, national ou régional.»
in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes	en % de la population qui réside dans le pays concerné
Anteil "sehr/eher zufriedenstellend gelöst"	Part «Organisation très/plutôt satisfaisante»
Argument	Argument
Deutschland	Allemagne
Frankreich	France
Italien	Italie
Österreich	Autriche
Ein System, das alle relevanten politische Parteien ins Parlament und die Regierung einbindet	Un système qui implique tous les partis politiques pertinents au Parlement et au gouvernement

Eine faire, für alle gleichermassen gültige und transparente Rechtsprechung	Une jurisprudence équitable, transparente et qui s'applique à tout le monde sur un pied d'égalité
Ein System, das die Freiheit der einzelnen Bürgerinnen vor Staatsinteressen stellt	Un système qui place la liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat
Ein System, das Machthaber systematisch kontrolliert und zu viel Macht für einzelne verhindert	Un système qui contrôle systématiquement les dirigeants et qui évite que certains cumulent trop de pouvoirs
Ein System, in dem Entscheide der Politik und der Verwaltung transparent getroffen werden	Un système dans lequel les décisions du monde politique et de l'administration sont prises de manière transparente
Ein System, in dem Gemeinden und Regionen gegenüber der EU eine starke Stellung haben	Un système dans lequel les communes et les régions ont une position forte par rapport à l'UE
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

En France et en Autriche, aucun des aspects du système ne rassemble une majorité absolue satisfaite de la mise en œuvre. En Allemagne, seule l'intégration de tous les partis pertinents (51% de plutôt/très satisfait-es) atteint une majorité absolue. La population italienne est comparativement plus satisfaite, car la transparence des processus de prise de décision atteint une majorité absolue (53%) et la jurisprudence et le fait de placer les libertés des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat (50% chacun) atteignent une majorité relative.

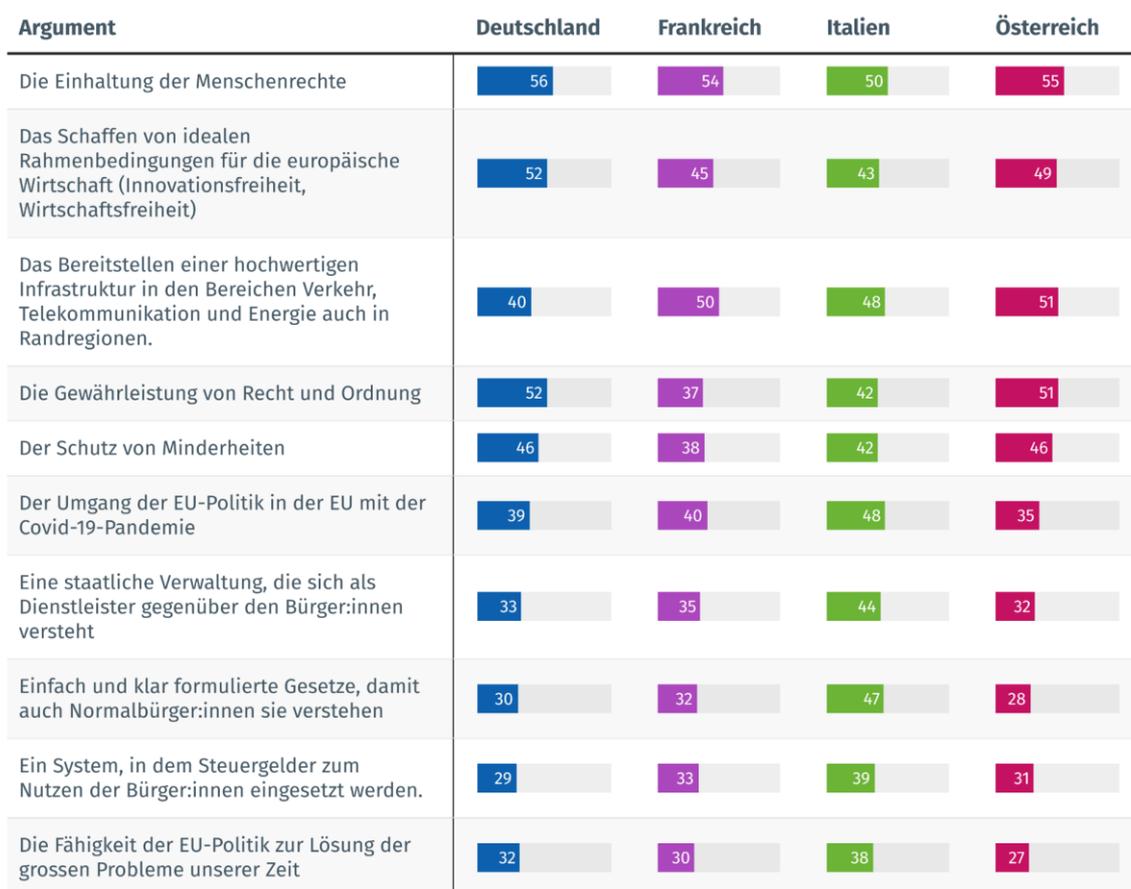
Concernant les résultats dans l'Union européenne, les pays limitrophes sont particulièrement satisfaits du respect des droits de l'homme et des conditions-cadres économiques:

Graphique39

### Zufriedenheit Resultate der EU-Politik

"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union? Bitte geben Sie auch hier jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."

in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes  
Anteil "sehr/eher zufriedenstellend gelöst"



© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)

Zufriedenheit Resultate der EU-Politik	Satisfaction à l'égard des résultats de la politique de l'UE
"Was ist Ihr Eindruck, wie zufriedenstellend sind die folgenden Aspekte aus Ihrer Sicht in der Europäischen Union? Bitte geben Sie auch hier jeweils Ihren generellen Eindruck an, und unterscheiden Sie nicht zwischen europäischer, nationaler und regionaler Ebene."	«A votre avis, dans quelle mesure les aspects suivants sont-ils satisfaisants en Union européenne? Une fois encore, veuillez exprimer à chaque fois votre impression générale, sans faire de distinction entre le niveau européen, national ou régional.»
in % der Wohnbevölkerung des jeweiligen Landes	en % de la population qui réside dans le pays concerné
Anteil "sehr/eher zufriedenstellend gelöst"	Part «Organisation très/plutôt satisfaisante»
Argument	Argument
Deutschland	Allemagne

Frankreich	France
Italien	Italie
Österreich	Autriche
Die Einhaltung der Menschenrechte	Le respect des droits de l'homme
Das Schaffen von idealen Rahmenbedingungen für die europäische Wirtschaft (Innovationsfreiheit, Wirtschaftsfreiheit)	La création de conditions-cadres idéales pour l'économie européenne (liberté de l'innovation, liberté économique)
Das Bereitstellen einer hochwertigen Infrastruktur in den Bereichen Verkehr, Telekommunikation und Energie auch in Randregionen.	La fourniture d'infrastructures de haute qualité dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie, y compris dans les régions périphériques
Die Gewährleistung von Recht und Ordnung	La garantie du droit et de l'ordre public
Der Schutz von Minderheiten	La protection des minorités
Der Umgang der EU-Politik in der EU mit der Covid-19-Pandemie	La gestion de la pandémie de Covid-19 par le monde politique européen
Eine staatliche Verwaltung, die sich als Dienstleister gegenüber den Bürger:innen versteht	Une administration publique qui se veut au service des citoyens et citoyennes
Einfach und klar formulierte Gesetze, damit auch Normalbürgerinnen sie verstehen	Des lois formulées de façon simple et claire afin que les citoyens et citoyennes ordinaires puissent aussi les comprendre
Ein System, in dem Steuergelder zum Nutzen der Bürger:innen eingesetzt werden.	Un système dans lequel l'argent public est utilisé dans l'intérêt des citoyens et citoyennes.
Die Fähigkeit der EU-Politik zur Lösung der grossen Probleme unserer Zeit	La capacité du monde politique de l'UE à résoudre les grands problèmes de notre époque
© gfs.bern, Demokratie EU, September 2021 (n= ca. 1000 pro Land)	© gfs.bern, Démocratie UE, septembre 2021 (n = approx.1000 par pays)

En Allemagne, les droits de l'homme (56%), les conditions-cadres économiques (52%) et la garantie du droit et de l'ordre public (52%) suscitent une satisfaction majoritaire. En France, seuls les droits de l'homme (54%) satisfont une majorité absolue de la population. Les habitant-es d'Italie sont, pour la plupart, satisfait-es du respect des droits de l'homme (50%), mais aucun des autres aspects n'atteint la barre des 50%. En Autriche, en revanche, une majorité absolue est satisfaite des droits de l'homme (55%), de la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (51%) et de la garantie du droit et de l'ordre public (51%). La population la plus insatisfaite est celle d'Allemagne en ce qui concerne l'utilisation de l'argent public au profit des citoyens et citoyennes (29% de plutôt/très satisfait-es), tandis que les habitant-es des autres pays limitrophes sont les plus insatisfaits de la capacité à résoudre des problèmes de l'UE (entre 27 et 38%).

#### 4.1.10 Comparaison de la satisfaction à l'égard des bases démocratiques

S'agissant de la **PARTICIPATION POLITIQUE**, les pays limitrophes reprendraient le plus souvent les instruments de démocratie directe de la Suisse:

Tableau 4: Participation politique (pays limitrophes)

Participation politique	Allemagne	France	Italie	Autriche
1 <sup>er</sup> rang	Votations sur les modifications de la loi et de la constitution (78% > devrait plutôt/absolument reprendre cet élément)	Actions politiques (75%)	Manifestations et rassemblements (69%)	Votations sur les modifications de la loi et de la constitution (82%)
2 <sup>e</sup> rang	Actions politiques (75%)	Votations sur les modifications de la loi et de la constitution (74%)	Liberté de formation de l'opinion (68%)	Liberté d'expression de l'opinion (81%)
3 <sup>e</sup> rang	Liberté d'expression de l'opinion (74%)	Liberté d'expression de l'opinion (69%)	Participation politique des minorités (67%)	Actions politiques (79%)
Dernier rang	Modification des listes de partis (64%)	Election du Parlement (55%)	Modification des listes de partis (58%)	Participation politique des minorités (74%)

©gfs.bern, Perception des fondements démocratiques, octobre 2021

Les habitant-es de l'Allemagne et de l'Autriche reprendraient les mêmes éléments de la Suisse: votations sur les modifications de la loi et de la constitution, actions politiques et liberté d'expression de l'opinion. L'Italie apprécie le plus le droit de rassemblement et de manifestation, tandis que la population française préférerait reprendre les actions politiques. Il est en outre intéressant de relever que l'Italie est le seul pays limitrophe qui reprendrait la liberté de formation de l'opinion, tandis que les autres pays donnent la priorité à la liberté d'expression de l'opinion. La modification des listes des partis arrive au dernier rang de toutes les possibilités de participation en Allemagne et en Italie. En France, la reprise de l'élection du Parlement est minoritaire, de même que la participation politique des minorités en Autriche. Mais pour ces éléments aussi, une majorité absolue envisagerait une reprise dans tous les pays limitrophes.

S'agissant des règles politiques, les pays limitrophes tendent le plus souvent vers la reprise du contrôle du pouvoir et de la transparence des processus de décision:

Tableau 5: Règles politiques (pays limitrophes)

Règles	Allemagne	France	Italie	Autriche
1 <sup>er</sup> rang	Transparence du processus de prise de décision (79% -> devrait plutôt/absolument reprendre cet élément)	Contrôle du pouvoir (75%)	Transparence du processus de prise de décision (72%)	Contrôle du pouvoir (81%)
2 <sup>e</sup> rang	Jurisprudence équitable (77%)	- Jurisprudence équitable - Transparence du processus de prise de décision (72% chacun)	Liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat (69%)	Intégration de tous les partis pertinents (80%)
3 <sup>e</sup> rang	Contrôle du pouvoir et intégration de tous les partis pertinents (74% chacun)	- Position forte des communes et régions - Liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat (69% chacun)	- Position forte des communes et régions - Jurisprudence équitable (66% chacun)	- Jurisprudence équitable - Contrôle du pouvoir (78% chacun)
Dernier rang	Position forte des communes et régions (72%)	Intégration de tous les partis pertinents (62%)	Intégration de tous les partis pertinents (60%)	- Position forte des communes et régions - Liberté des citoyens et citoyennes avant les intérêts de l'Etat (76% chacun)

©gfs.bern, Perception des fondements démocratiques, octobre 2021

Une reprise de la jurisprudence équitable est également souhaitée. Il est aussi intéressant de relever que la France et l'Italie souhaitent une position forte des communes et des régions, tandis que le même élément arrive au dernier rang en Allemagne et en Autriche. Un modèle similaire apparaît en ce qui concerne l'intégration de tous les partis pertinents qui, en Autriche et en Allemagne, est dans le top 3 des candidats à la reprise, alors qu'elle est la lanterne rouge en Italie et en France.

Au **NIVEAU DES RÉSULTATS**, les pays limitrophes préféreraient reprendre l'administration orientée vers le service de la Suisse:

Tableau 6: Résultats (pays limitrophes)

Résultats	Allemagne	France	Italie	Autriche
1 <sup>er</sup> rang	Administration orientée vers le service (84% -> devrait plutôt/absolument reprendre cet élément)	Administration orientée vers le service (75%)	- Capacité à résoudre les problèmes - Conditions-cadres économiques (74% chacun)	Administration orientée vers le service (85%)
2 <sup>e</sup> rang	- Lois intelligibles - Utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes (82% chacun)	Garantie du droit et de l'ordre public (73%)	Mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (73%)	- Capacité à résoudre les problèmes - Utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes (84% chacun)
3 <sup>e</sup> rang	Mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques (79%)	Utilisation de l'argent public dans l'intérêt des citoyens et citoyennes (70%)	Administration orientée vers le service (72%)	Lois intelligibles (83%)
Dernier rang	Capacité à résoudre des problèmes (72%)	Protection des minorités (55%)	Gestion de la crise du coronavirus (56%)	Protection des minorités (72%)

©gfs.bern, Perception des fondements démocratiques, octobre 2021

Une utilisation de l'argent public dans l'intérêt de la population se classe dans le top 3 des résultats souhaités dans tous les pays limitrophes, à l'exception de l'Italie. Les habitant-es de l'Italie et de l'Autriche souhaiteraient surtout reprendre la capacité à résoudre les grands problèmes de notre époque. La formulation intelligible des textes de loi, quant à elle, a la préférence des populations allemande et autrichienne.

L'aspect le plus rarement envisagé pour une reprise est la protection des minorités. Pour l'Allemagne, l'élément comparativement le moins important pour une reprise est la capacité de la Suisse à résoudre des problèmes, tandis que celui que l'Italie souhaiterait le moins reprendre est la gestion de la crise du coronavirus.

## 5 Synthèse

Dans son exposé qui accompagne l'étude, le Prof. Graber montre précisément que l'évolution de la démocratie suisse n'est en aucune façon un processus organique qui aurait débuté avec le serment de Grütli pour aboutir à la démocratie suisse telle qu'on la connaît aujourd'hui. Les développements qui sont intervenus sont au contraire une réaction pragmatique à des problèmes et, assez fréquemment, à la pression étrangère. Considérée comme un champ expérimental de la démocratie, surtout à l'étranger, la Suisse a, à ce titre, été observée avec bienveillance et intérêt jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est précisément cette capacité d'adaptation pragmatique de la démocratie suisse qui s'est révélée être une force. La démocratie favorise également la légitimité des lois et autres décisions politiques perçue par les citoyens et citoyennes, ce qui conforte la stabilité globale de la société.

Le Prof. Graber souligne que le développement pragmatique et réactif de la démocratie suisse est encore loin d'être achevé. Comme par le passé, des déficits démocratiques existent encore et les défis d'aujourd'hui et de demain sont susceptibles de rendre d'autres ajustements nécessaires. C'est la raison pour laquelle il paraît essentiel de ne pas idéaliser la démocratie suisse, voire, dans le pire des cas, de l'ériger en fait établi. Sur ce dernier point, justement, le discours actuel présente un certain danger: par le passé, la Suisse a été bien avisée d'adapter «sa» démocratie lorsque et dans la mesure où elle ne permettait plus suffisamment de répondre avec justesse aux problèmes rencontrés et aux réalités quotidiennes. Or on remarque aujourd'hui, dans le discours par rapport à l'Union européenne mais aussi face à de nombreux défis importants qui dépassent le cadre national, une tendance à comprendre la démocratie suisse actuelle comme une ligne rouge qui ne peut être remise en question. Cette attitude est en contradiction avec les bonnes expériences que la Suisse, en tant que champ d'expérimentation démocratique, a faites pendant longtemps.

La présente étude, qui se fonde sur une enquête, n'a pas pour objectif de changer la démocratie suisse. Elle entend en revanche sensibiliser au fait que la démocratie est, d'une manière générale, un instrument d'organisation de la société et qu'il convient de vérifier régulièrement si elle remplit idéalement cet objectif. Dans la présente étude, nous nous sommes donc intéressés aux éléments de la démocratie suisse qui, du point de vue des citoyens et des citoyennes suisses, font actuellement leurs preuves, aux autres solutions que les pays voisins peuvent éventuellement nous enseigner et aux solutions que ces pays voisins pourraient reprendre du champ d'expérimentation suisse. Ce faisant, nous avons tiré les conclusions suivantes:



En **SUISSE**, la population résidente est dans l'ensemble satisfaite du système politique en général, mais aussi des possibilités de participation qu'il offre, de ses règles et de ses résultats. Les habitants et les habitantes qui disposent des instruments de démocratie directe (votations aux niveaux législatif et constitutionnel, interventions politiques, possibilité de modifier les listes des partis) sont quant à eux particulièrement satisfaits. Le potentiel d'amélioration, même si seule une nette minorité des personnes sondées le met en évidence, concerne surtout l'élection du Conseil fédéral, la participation politique des minorités et les médias indépendants (pour se former une opinion). Sur le plan

des règles du système politique, les personnes sondées apprécient particulièrement l'implication de toutes les forces politiques importantes, la position des communes et des cantons par rapport à la Confédération et la jurisprudence. La satisfaction peut être améliorée en ce qui concerne la prévention de l'accumulation de pouvoir, la transparence des processus de prise de décisions et le rapport entre les libertés des citoyens et des citoyennes et l'intérêt de l'Etat. Au niveau des résultats atteints par le système politique, les habitants et les habitantes sont surtout satisfaits de l'ordre public, de la protection des droits humains et de l'approvisionnement en infrastructures dans les régions périphériques. La population est en revanche actuellement insatisfaite de la capacité à résoudre les problèmes, de la lisibilité des lois et de l'utilisation des fonds publics dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes. C'est dans ce domaine que le souhait de voir les choses changer est le plus prononcé.

Les habitants et les habitantes de **PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE LIMITROPHES** sont quant à eux visiblement moins satisfaits du système démocratique de l'Union européenne, et ce, dans toutes ses dimensions. Cela se remarque déjà lorsqu'on se penche sur le système général: seule une petite majorité s'en dit satisfaite. 75% des sondés et des sondées réclament une extension des possibilités de participation. Les éléments de participation actuellement appréciés sont les médias indépendants, qui permettent de se forger une opinion, la liberté d'opinion et l'élection du Parlement européen. Les points qui nécessitent une amélioration sont la possibilité de modifier les listes des partis, les votations sur les modifications de la loi et de la constitution et les initiatives politiques. En ce qui concerne les règles institutionnelles, les habitants et les habitantes apprécient l'inclusion de toutes les forces politiques importantes au Parlement et dans le gouvernement ainsi que la jurisprudence et la liberté d'opinion. Dans le domaine réglementaire, la position des communes et des régions par rapport à l'Union européenne, la transparence dans la prise de décisions et le contrôle de la répartition du pouvoir pourraient être améliorés. Pour ce qui est des résultats, les personnes interrogées sont surtout satisfaites de la situation des droits humains, de la mise à disposition d'infrastructures dans les régions périphériques et des conditions-cadres économiques. Elles voient en revanche des possibilités d'optimisation dans la capacité à résoudre les problèmes, dans l'utilisation des fonds publics dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes et dans la lisibilité des lois.



Les habitants et les habitantes de la **SUISSE ET DES PAYS LIMITROPHES CONSIDÈRENT LA SUISSE** comme un modèle démocratique pour l'Union européenne dans les domaines suivants: la participation politique par le biais de votations sur les lois et la constitution et d'actions politiques. La position forte des communes et des cantons par rapport au gouvernement national, ainsi que la subordination des intérêts de l'Etat aux libertés des citoyens et citoyennes. Sur le plan des résultats, l'administration de l'Etat orientée vers le service et l'utilisation de l'argent public au profit de la population sont deux aspects qui convainquent. Si l'Union européenne cherchait à ressembler à la Suisse dans ces domaines concrets, cela remplirait une attente de la population européenne, tout en améliorant la



perception suisse de la démocratie européenne, ce qui pourrait servir de base à une intensification de la coopération entre la Suisse et l'Union européenne.



La comparaison entre les pays limitrophes a montré que seules l'Allemagne et l'Autriche étaient en principe majoritairement satisfaites du système politique européen. En ce qui concerne les résultats de la politique de l'Union européenne, aucun des pays voisins n'enregistre de majorité absolue qui en serait plutôt/très satisfaite. Les sondés et les sondées s'accordent néanmoins sur le souhait de voir les possibilités de participation politique renforcées. Ce souhait de réforme se remarque aussi dans leur disposition à reprendre les possibilités de participation politique suisses; les votations sur les modifications des lois et de la constitution, les actions politiques et la liberté d'expression figurent en tête de la liste des souhaits de tous les pays limitrophes. Sur le plan des règles, tous les pays limitrophes reprendraient volontiers le processus de décision et le contrôle du pouvoir de la Suisse. Enfin, dans le domaine des résultats, c'est par son administration orientée vers le service et l'équité de sa jurisprudence que la Suisse convainc ses voisins.



Dans les pays limitrophes, il existe dans tous les domaines (codécision, règles et résultats) des majorités qui reprendraient volontiers les éléments en question de la Suisse. Ce serait tout à fait favorable à une meilleure acceptation de la coopération en Suisse, car une (petite) majorité de la population suisse pourrait envisager une adhésion à l'EEE et le développement des accords bilatéraux si l'Union européenne adaptait ses instruments démocratiques. Le consentement à l'accord-cadre, justement, recueille près de 10 points de pourcentage supplémentaires que ce que nous avons constaté lors d'une enquête comparable réalisée en mars 2021. Toutefois, même si les conditions idéales étaient remplies, les formes de coopération «Acceptation de juges de l'Union européenne en cas de litige concernant les accords bilatéraux», «Adoption automatique de la législation européenne dans le cadre des accords bilatéraux» et «Adhésion à l'Union européenne» n'auraient aucune chance d'aboutir. Mais dans l'ensemble, des modèles statistiques plus poussés montrent aussi qu'un rapprochement de l'UE avec la participation, les règles ou les résultats démocratiques suisses ne se traduit pas simplement par un souhait majoritaire de Monsieur et Madame Tout-le-monde de renforcer la coopération avec l'UE. Un mouvement allant dans le sens de la conception suisse de la démocratie peut certes susciter la bienveillance en Suisse, mais il reste un élément parmi d'autres, en plus de la définition concrète du contenu d'une telle coopération.

Même si on remarque dans l'ensemble qu'il existe un consensus général dans la population sur le fait que la reprise d'éléments démocratiques suisses permettrait à la démocratie européenne d'évoluer positivement, il ne faut pas oublier que la démocratie et les étapes de son développement sont étroitement liées aux réalités et aux conditions propres à chaque pays. Ce qui fonctionne bien dans un système ne passera pas nécessairement aussi bien dans un autre. Cependant, c'est aussi en s'intéressant à la manière dont les autres pays résolvaient leurs problèmes que les démocraties européennes se sont développées par le passé. De notre point de vue, il reste donc judicieux de conserver cette curiosité à l'égard des solutions élaborées dans d'autres pays

et d'au moins débattre des meilleures d'entre elles. Si ce type de discussion avait comme effet collatéral de faire reprendre, à un niveau de discours ignoré jusqu'ici, les négociations actuellement bloquées entre la Suisse et l'Union européenne concernant la meilleure manière de coopérer à l'avenir, l'esprit d'autrefois de la «démocratie suisse comme champ d'expérimentation» s'en trouverait ravivé.

## 6 Annexe

### 1.11 Equipe

---

#### URS BIERI

Co-directeur et membre du conseil d'administration de gfs.bern, politologue et expert en médias (lic. rer. soc.), Executive MBA FH en management stratégique, chargé de cours à la VMI de l'Université de Fribourg et à la ZHAW Winterthur

✉ [urs.bieri@gfsbern.ch](mailto:urs.bieri@gfsbern.ch)

Activités principales:

Monitoring des thèmes et problèmes, analyses de l'image et la réputation, technologies à risques, analyses des suffrages, préparation et suivi des campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications dans des livres, recueils, magazines spécialisés, presse quotidienne et sur Internet. Publication actuelle: Bieri, U et al. Digitalisierung der Schweizer Demokratie, Technologische Revolution trifft auf traditionelles Meinungsbildungssystem. Vdf 2021.



#### Prof. Rolf Graber

Professeur titulaire émérite en histoire des temps modernes, avec une prédilection particulière pour l'histoire suisse, Séminaire d'histoire de l'Université de Zurich.

✉ [pd.r.graber.hist@gmx.ch](mailto:pd.r.graber.hist@gmx.ch)

Activités principales:

histoire sociale des Lumières, recherche historique sur la contestation, recherche sur la démocratie

Publications: Demokratie und Revolten: Die Entstehung der direkten Demokratie in der Schweiz (2017), Wege zur direkten Demokratie in der Schweiz (2013), Demokratisierungsprozesse in der Schweiz im späten 18. und 19. Jahrhundert (2008), Zeit des Teilens (2003), Bürgerliche Öffentlichkeit und spätabolutistischer Staat (1993).





### **ANNICK DORIoT**

Cheffe de projet en formation, politologue

✉ annick.doriot@gfsbern.ch

Activités principales:

votations, élections, relations internationales, politique de sécurité

---



### **JONAS PHILIPPE KOCHER**

Directeur de projet, politologue

✉ jonas.kocher@gfsbern.ch

Activités principales:

analyse des sujets et problématiques politiques, votations et élections, préparation et accompagnement de campagnes, sujets de société, analyse intégrée de la communication, analyse des contenus médiatiques, extrapolations, missions sur le terrain

---



### **MARCO BÜRGI**

Chef de projet junior

✉ marco.buergi@gfsbern.ch

Activités principales:

votations, élections, monitoring des problématiques, opinions politiques

---



### **LUCIAN SEEBACHER**

Scientifique des données

✉ lucian.seebacher@gfsbern.ch

Activités principales:

analyse de données, programmations, visualisations, méthodes statistiques, machine learning

---



### DANIEL BOHN

Collaborateur de projet, informaticien spécialisé dans le développement d'applications

✉ [daniel.bohn@gfsbern.ch](mailto:daniel.bohn@gfsbern.ch)

Activités principales:

analyse quantitative et qualitative de données, préparation de données, visualisation

---



### ROLAND REY

Collaborateur administratif

✉ [roland.rey@gfsbern.ch](mailto:roland.rey@gfsbern.ch)

Activités principales:

Desktop Publishing, visualisation, administration de projets, administration d'exposé

---

gfs.bern ag  
Effingerstrasse 14  
CH – 3011 Berne  
+41 31 311 08 06  
info@gfsbern.ch  
www.gfsbern.ch

---

L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'association suisse des recherches de marché et sociales et garantit qu'aucun sondage n'est mené avec des intentions de vente ou de publicité affichées ou dissimulées.

Pour en savoir plus: [www.schweizermarktforschung.ch](http://www.schweizermarktforschung.ch)

**SWISS INSIGHTS**  
Institute Member

**gfs.bern**  
Menschen. Meinungen. Märkte.